

Un engagement fort

Le projet ALFA3A se fonde sur un engagement fort qui place « la personne au cœur de son action ». Il s'est construit sur trois piliers :

- conforter, renforcer et promouvoir la vie associative : valoriser le bénévolat, faire adhérer les salariés au projet, développer la participation des usagers aux projets d'établissement, travailler en partenariat avec les réseaux associatifs locaux ;

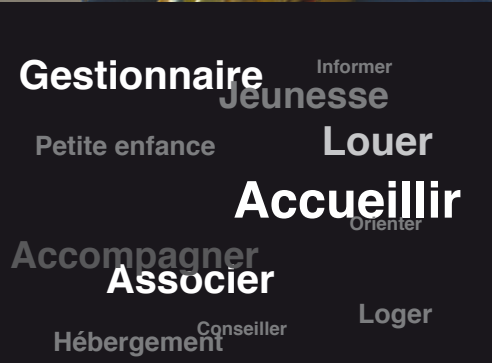
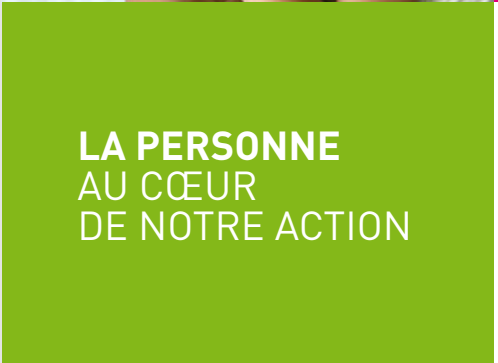
- garantir la qualité : valoriser les ressources humaines, utiliser les outils de gestion et de management de l'entreprise en cohérence avec le projet associatif, répondre aux attentes des prescripteurs et des usagers ;

- poursuivre le développement : faire connaître et exporter les savoir-faire de l'association vers de nouveaux territoires, mener de nouvelles actions en cohérence avec le projet associatif, adapter le fonctionnement aux nouvelles logiques et procédures de marchés publics.

Chaque service met en œuvre les préconisations du projet au sein des pôles Immobilier et Actions sociales et socio-éducatives. Les orientations de l'association sont aussi déclinées en actions transversales.



1971/2011



www.alfa3a.org



Donner sens à la vie, toute la vie !

Donner sens à la vie, toute la vie !



1971/2011



Associer



Accompagner

Les forces en marche d'ALFA3A

Ce livre retrace quarante années de vie d'ALFA3A qui a vu le jour en février 1971 et n'a cessé de croître bien au-delà de son berceau, l'Ain.

Il a choisi de s'appuyer sur les grandes étapes de la vie, de la naissance à la dépendance, qui ont permis à l'association de défendre ses convictions et de développer ses actions.

Il illustre aussi, par ses portraits, sa volonté de placer la personne au cœur de sa démarche afin de rendre hommage « aux forces vives » d'ALFA3A et de donner du sens à leur engagement au service des hommes. Une belle et longue aventure toujours débordante de vie !



Accueillir — Associer — Accompagner

Crédits photographiques : Corinne Bertrand, Thierry Moiroux (Agence Thyx, auteur des portraits), Daniel Gillet, Frédéric Denis, Florence Daudé, Bruno Fournier, M&G Éditions-Chorégraphic, Interaction, MIFE de Savoie, services et archives d'ALFA3A.

Rédaction : Alain Gilbert, Aurélie Seignemartin

Création graphique et suivi éditorial : Alain Gilbert

Mise en page : M&G Éditions-Chorégraphic

Imprimé dans la CCE

Ce livre est édité par ALFA3A – 14, rue Aguétant – 01500 Ambérieu-en-Bugey
Tél. 04 74 38 29 77 – Fax. 04 74 38 16 93

Toute représentation, même partielle, par quelque procédé que ce soit, des textes et des illustrations contenus dans cet ouvrage est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur et de l'auteur. Tous droits réservés pour tous pays.

ISBN : 978-2-35411-040-6

Dépôt légal : juin 2012

1971-2011

Donner sens à la vie,
toute la vie !

Les forces en marche d'ALFA3A



« Voyez-vous dans la vie,
il n'y a pas de solutions.
Il y a des forces en marche :
il faut les créer,
et les solutions les suivent. »

ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY
Vol de nuit

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de sens pour avancer

Nous avons pris l'habitude de marquer les grandes dates anniversaires de notre association par la publication d'ouvrages que nous diffusons au-delà de nos collaborateurs. Ils sont autant de jalons qui retracent, chacun à leur manière, le chemin parcouru depuis 1971. À les relire, on s'aperçoit qu'ils illustrent le développement de nos activités et la persistance de nos valeurs. ALFA3A grandit sans jamais s'écarter de sa ligne de conduite : s'engager au service de l'Homme.

Pour ce quarantième anniversaire, nous n'échapperons pas à cette tradition avec ce livre qui jette un nouvel éclairage sur ALFA3A. Nous avons laissé à Alain Gilbert le soin et la liberté de mettre en lumière à partir de portraits, des hommes et des femmes qui parlent de leur métier. Ils ont été choisis parmi nos nombreux collaborateurs pour témoigner des valeurs qui nous portent.

Compagnons de route, nouveaux arrivés, pièces maîtresses au service d'un tout : l'éventail se révèle assez large pour être représentatif de la détermination qui anime tous ceux qui contribuent au rayonnement de notre association. À mieux les connaître, nous parvenons ainsi à mieux nous reconnaître.

Cet ouvrage se veut aussi différent des autres parce qu'il nous propose une approche des activités d'ALFA3A déclinées selon les grandes étapes de la vie, de l'enfance à la dépendance. Nous intervenons pour chacune d'elles, dans des champs d'action très diversifiés, mais en faisant toujours en sorte que toutes témoignent de l'attachement et du respect que nous avons pour la vie.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de sens pour avancer. Sans cette compréhension du monde qui nous accapare, sans ces convictions qui nous poussent, notre action humaine, humaniste, humanitaire serait vaine. Nous avons donc voulu que cet ouvrage porte du sens, apporte des valeurs ajoutées au projet d'ALFA3A. Aussi avons-nous demandé à des témoins de notre temps, attentifs et écoutés, de contribuer, par leur réflexion, à l'œuvre qui nous occupe depuis quarante ans.

Merci à tous ceux qui s'investissent dans cette mission et à tous ceux qui nous accompagnent dans notre démarche.

JACQUES DUPOYET
Directeur général d'ALFA3A



Nous sommes nés de l'indignation...

« Nous avons dénoncé des situations ahurissantes, intolérables puisqu'on logeait les immigrés dans des taudis. C'était une action humanitaire. »

« L'action sociale se doit d'être dérangeante et innovante pour répondre aux nouvelles formes d'injustice et d'exclusion. »

« Il faut intégrer toutes les réalités de notre société et valoriser ses attentes. »

Ces propos des fondateurs d'ALFA3A tonnent toujours avec la même force dans nos mémoires mais ils prennent aujourd'hui un relief bien particulier : la mode est à l'indignation, et nous ne pouvons que l'approuver si elle est suivie d'effet. Dénoncer, oui ! Renoncer, non ! À quoi bon battre le pavé si on ne se retrousse pas les manches ? Il y a quarante ans, face à l'indifférence générale, Pierre Cormorèche, Charles Millon et Michel Paramelle furent bien, en leur temps, des indignés qui se sont donné les moyens d'agir.

ALFA3A a été conçue comme une action humanitaire. Elle fut, dès ses premiers pas, dérangeante, innovante, enracinée dans la réalité d'une société aveugle, sourde et muette face à l'injustice et à l'exclusion. Oui, nous sommes nés de l'indignation de nos fondateurs. Ils ont été des agitateurs, non pas au nom de leurs idées politiques, mais au nom du bien commun, du respect de l'Homme, au nom aussi de leurs convictions chrétiennes.

Qu'avons-nous fait de la petite association portée au départ par trois indignés ? Leurs cris du cœur sont toujours les nôtres et nous n'avons rien renié de leur engagement. Célébrer son quarantième anniversaire est une vraie joie mais aussi un moment de grande émotion. Faut-il regarder vers le passé, faire le bilan, se tourner vers l'avenir, échafauder d'autres projets ? Il nous faut ce double regard, pour nous tourner avec lucidité vers le passé, pour envisager avec confiance et enthousiasme l'avenir.

Portée par son conseil d'administration, incarnée par son directeur général, Jacques Dupoyet, déployée par des équipes motivées, ALFA3A est en perpétuel mouvement pour être au plus près des réalités du terrain. Être toujours au service de la personne, de la famille, accueillir les plus démunis, les réfugiés, les demandeurs d'asile, former et insérer en collaboration avec les collectivités et les services de l'État, susciter le partenariat avec d'autres associations pour répondre au mieux et au plus vite aux situations d'urgence.

Nos champs d'action sont très divers, menés sur un territoire qui recouvre plusieurs départements. Les attentes varient suivant les publics. Il faut proposer des réponses réalistes, conjuguer contraintes de budget et de sécurité, respecter les normes. Il faut aussi faire face à toutes ces difficultés qui demandent un haut niveau de professionnalisme, une motivation forte, une persévérance à toute épreuve, un savant mariage d'audace et de prudence, indispensables pour faire avancer certains projets et poursuivre une action menacée.

La cohérence dans la démarche, la seule recherche du bien commun nous permettent d'intervenir sur des sujets variés avec des partenariats divers dans le respect et la confiance. La grande fierté du conseil d'administration, comme de la direction, aura été d'avoir réussi, avec des hauts et des bas bien sûr, à faire reconnaître qu'ALFA3A est une association au service de tous, dans le respect des convictions de chacun.

À l'occasion de ce quarantième anniversaire nous mesurons tout le travail qui a pu être déployé. Il n'est pas inutile que l'ouvrage édité à cette occasion reprenne la liste des actions menées. Certaines durent depuis le premier jour ; d'autres ont été abandonnées car le besoin ne s'en fait plus sentir ou parce que le financement fait défaut ! Les réalités du quotidien nous bousculent et nous interdisent de nous endormir. Nous devons nous préparer à faire mieux avec moins !

Nous sommes prêts à continuer l'œuvre commencée il y a quarante ans. Nous sommes fiers de ces trois A – Accueillir, Associer, Accompagner – qui donnent tout son sens et toute sa force à notre logo. Un toit, un homme, un arbre... Un homme unique, que nous voulons épanoui, respecté dans sa dignité, protégé dans sa liberté et réconcilié avec un environnement marqué du vert de l'espérance.

En lisant cet ouvrage et les divers témoignages recueillis, vous comprendrez la mobilisation des salariés, pour faire avancer les projets que porte une équipe soudée autour de la direction générale, et l'immense confiance que leur fait le conseil d'administration.



MARIE-CLAUDE CHATILLON
Présidente d'ALFA3A

Sommaire

● N A I S S A N C E p.10



1971-2011 : de l'Alatfa à ALFA3A	p.12
Chantal Millon-Delsol : <i>Qu'est-ce que l'engagement ?</i>	p.18
Xavier de Place : <i>Et maintenant, place aux jeunes !</i>	p.20
Les services centraux et le conseil d'administration	p.22

● E N F A N C E S p.24



Philippe Meirieu : <i>Quelle place donnons-nous à nos enfants ?</i>	p.26
Christine Auray : <i>Éducatrice avant tout?</i>	p.28
Patrick Pêtre : <i>Directeur ? Tout un programme</i>	p.30
Nelly Camponovo : <i>Fidèle au poste... et à l'esprit</i>	p.32
Accueil petite enfance, animation, enfance, jeunesse	p.34

● C R O I S S A N C E p.36



Gondran Le Jeune : <i>La fragilité est une chance</i>	p.38
Marie-Pierre Buelllet : <i>Marie-Pierre au pluriel</i>	p.40
Marie-Christine Blanchard : <i>Optimiste incorrigible</i>	p.42
Olivier de Vesvrotte : <i>Olivier a pris racine</i>	p.44
Sophie Malartre : <i>Ô capitaine ! Mon capitaine !</i>	p.46
La MIFE 01 : orientation, emploi et information jeunesse	p.48

● FAMILLES

p.50



Yannik Bonnet : *Les familles face au défi éducatif*

p.52

Robert Martin : *Je fais partie des meubles*

p.54

Aïcha Bouzidi : *Bienvenue Aïcha !*

p.56

Emmanuel Petit : *J'apprécie d'être autonome*

p.58

Logement et accompagnement social

p.60

● SOLIDARITÉS

p.62



Bernard Devert : *L'accompagnement au logement*

p.64

Malik Berkani : *Ici, j'ai gagné dix ans !*

p.66

Emmanuel Maitre : *Je mets les mains dans le charbon*

p.68

Ali Abed : *Ali, enfant de Gabès et fils de la République*

p.70

Insertion et prévention

p.72

● DÉPENDANCES

p.74



Serge Paugam : *Faire reculer la pauvreté*

p.76

Leïla Savoye : *Si tu pars, on part !*

p.78

Jean-Paul Quintin : *Si j'avais su...*

p.80

Karen Bornard : *La porte étroite du centre de soins*

p.82

Jean-Claude Degout : *Bientôt trente ans à son compteur*

p.84

Les autres activités

p.86

Le projet associatif par Olivier de Vesvrotte

p.88

Perspectives d'avenir par Jacques Dupoyet

p.90

Les implantations d'ALFA3A

p.94



naissance

L'alfa est une plante herbacée vivace qui pousse en touffes bleutées dans les déserts arides du bassin méditerranéen. De ses fibres, on tire un papier de grande qualité. Beau symbole pour l'association que cet enracinement tenace dans des sols difficiles.

À l'entendre, ce nom évoque aussi l'alpha, la première lettre de l'Écriture, le début de toute chose, l'initiale qui donne l'élan vital. Ainsi naît la vie qui vaut plus que tout et qu'il faut protéger. Ainsi est née l'ALATFA,

de l'indignation de quelques-uns, dans un désert d'indifférence, et de l'amour des Hommes. Ainsi se fond la lettre au papier, l'esprit aux actes, l'origine à la finalité, pour raconter quarante années d'actions foisonnantes et de convictions inépuisables. C'est de cette étincelle de générosité qu'est née ALFA3A, modeste graine qui a porté du fruit, afin d'être au service de tous, à tous les âges de la vie. Retour donc aux premières heures de l'association, vers ceux qui l'ont portée et faite grandir.

1971-2011

1971

• Le 24 février 1971, Pierre Cormorèche, nouveau maire de Montluel confronté au problème de marchands de sommeil, Charles Millon, conseiller juridique et fiscal, et Michel Paramelle, directeur du service foncier

de l'OPAC de l'Ain et de la SEMCODA, fondent l'association **Foyer des travailleurs de l'Ain**.

« L'association a pour objet de promouvoir et de gérer toute œuvre se proposant d'aider, de loger, d'instruire, d'éduquer les travailleurs et les familles résidant

dans l'Ain et les départements limitrophes, de quelque race, opinion politique soient-ils, dans la neutralité et le respect des convictions individuelles. »

1972

• L'association change de nom et devient l'Association Logement et Accueil des Travailleurs et Familles de l'Ain (ALATFA).

« Sa mission première est de prendre en gestion des lieux d'hébergement construits par l'OPAC de l'Ain, la SEMCODA ou des offices municipaux, dans le cadre d'un programme de résorption de l'habitat insalubre, et d'assurer l'accompagnement social des publics accueillis, composés dès l'origine à 85 % de population immigrée.



1973

• Les foyers de Culoz, Belley, Ferney-Voltaire, Miribel et Oyonnax entrent en service et accueillent leurs premiers occupants.

Le logement restera la pierre angulaire de l'ALATFA.

1974

• **Nouvelles ouvertures** : le foyer et la cité de transit de Trévoux et la cité de transit de Belley.

En lien avec les services de l'État et du FAS, l'association développe des services d'interprétariat, d'aide à la régularisation au titre du séjour et du travail, des cours d'apprentissage du français, de soutien scolaire, et d'accompagnement social et d'animation.

1975

• **Deux foyers** sont mis en service : Saint-Vulbas et Vonnas, ainsi que des **cités familiales de transit** à Montluel, Miribel, Saint-Rambert-en-Bugey et Ambronay.

• La formule de **caravanning** fait partie des réponses d'urgence, particulièrement dans le pays de Gex, avec les grands chantiers du CERN, et dans le Bugey, au pied de la centrale nucléaire de Saint-Vulbas.

1976

L'association en plein développement transfère son siège social de la Préfecture au foyer Jean-de-Paris, qui vient tout juste d'ouvrir à Ambérieu. Elle y installe ses services administratifs centraux.

• La politique de création de foyers se poursuit avec Ambérieu et Saint-Genis-Pouilly. Six autres cités de transit voient le jour : Geilles et Nierme à Oyonnax, ainsi qu'à Arbent, Saint Laurent-sur-Saône, Mézériat et Meximieux.

• Elle reprend la gestion du **Centre de soins** de Bellegarde-sur-Valserine après le départ des religieuses.

• **Autres ouvertures à Miribel** : le Centre Provisoire d'Hébergement pour réfugiés et le Centre d'adaptation à la vie sociale et professionnelle. L'ALATFA s'implique dans le champ de la formation.

1977

• **Dernier foyer** mis en chantier : Bourg-en-Bresse. L'ALATFA s'engage dans une autre voie : les **centres de loisirs**, ouverts hors cités de transit, labellisés CAF et Jeunesse et Sports. Le premier ouvre à Trévoux.

1978

• Après sept années parfois difficiles, le Conseil d'administration adopte un projet d'action sociale et culturelle global. Désormais, l'accent sera mis sur l'animation qui doit accompagner le logement, comme le préconisent les statuts.

« L'association peut mettre à disposition de la population diverses (foyers, salles de jeux, de cours, de réunions, de spectacle, de sports, centres sociaux, restaurants sociaux), avec le concours d'animateurs permanents ou non, des activités récréatives, éducatives et médico-sociales variées. »

1979

• L'ALATFA participe à la création de l'**UNAFO** au côté de six autres associations avec lesquelles elle avait lancé un groupe de réflexion sur les métiers des gestionnaires de foyers.

1980

• Parce qu'elle a développé de nombreux centres de loisirs en milieu ouvert, l'association participe à la création, au côté de grandes fédérations, d'un organisme national de formation d'animateurs : l'**AFOCAL**.

1981

• La **vocation** de l'ALATFA à animer et à former se confirme et son action est reconnue tant pour la formation que pour la gestion de ses centres de loisirs ayant valeur de lieux naturels de prévention et d'éducation.

• L'ensemble des **centres d'animation** situés en cités de transit



1982

• Cet exercice voit l'association amplifier ses actions de communication et d'information à l'égard des populations issues de l'immigration par sa contribution au fonctionnement et à l'animation de **Radio Trait d'Union**, activités qui seront poursuivies avec la création de **Radio Salam**.

• L'ALATFA est aussi cofondatrice de la revue **Juris Association** qui devient une référence nationale en matière de Droit associatif.



sont tous transformés en centres de loisirs, agréés par Jeunesse et Sports, passant ainsi d'activités spécifiques au droit commun.

• Parallèlement à l'**accueil de réfugiés** du Cambodge, du Vietnam, du Laos ou d'Afghanistan, Miribel voit l'ouverture d'un centre de Préformation professionnelle agréé par le ministère. L'association est également habilitée à mener des actions de **formation en entreprise**.



1983

• À la demande de l'ALATFA, l'OPAC de l'Ain reprend la gestion des cités de transit transformées en habitat définitif. Elle conserve toutefois sur ces sites les actions de **centres de loisirs et d'accompagnement social** (médiation, aide administrative et accès aux droits, interprétariat, conseil en économie sociale, hygiène et santé, alphabétisation, soutien scolaire).

Douze cités, 519 familles, une moyenne d'âge de 30 ans pour les hommes, de 25 pour les femmes, des familles nombreuses souvent arrivées depuis moins de cinq ans : la cité de transit loge des familles en quête d'implantation. Ce qui ne veut pas dire qu'on y vit mal : 70 % des familles disposent d'un salaire mensuel moyen de 2500 F et le taux de chômage est très faible (1%). Mais il est très difficile d'en sortir en obtenant un logement d'aval.

1984

• Les enfants, les jeunes, les adultes et... le 3^e âge : avec la prise en gestion de la **maison pour personnes âgées** de Châtillon-en-Michaille, l'ALATFA ajoute une nouvelle corde à son arc. À Miribel, démarre l'**Institut régional des sciences de l'animation**. Il propose des cursus de formation à l'animation locale et aux méthodes de prévention.

• Création du service **01 Animations Loisirs Jeunes** qui propose des séjours de vacances en France et à l'étranger.

1985

• L'association confirme le choix d'Ambérieu pour son **siège social**. Elle s'installe avenue Roger-Salengro, dans des locaux plus adaptés.



Cette année est marquée par l'agrément de l'association par le ministère de la Jeunesse et des Sports comme mouvement d'éducation populaire.

1986

• L'ALATFA élargit son champ d'action territoriale en développant, sous le vocable de **69 Animations Loisirs Jeunes**, des activités de loisirs et de petite enfance dans le Rhône.

L'association compte désormais 160 salariés et gère un budget de 66 MF, enregistre 900 000 nuitées dans les foyers, 30 000 actes infirmiers dans ses centres de soins...

1987

• Avec le lancement du service **Emploi vocationnel**, elle franchit un nouveau pas dans ses activités de formation. Elle intensifie son action pour les

jeunes et les publics en difficulté grâce à cette action conduite en partenariat avec la Région Rhône-Alpes, le Conseil général et les employeurs de l'Ain. 85 emplois sont conclus dès les premiers mois, 174 en 1988, 236 en 1989.

• L'association est agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour assurer la formation du **BEATEP**.

• L'association acquiert dans les Hautes-Alpes le **Chalet olympique de Pra-Loup**.

Dans l'Ain, elle s'engage à assurer les cours de préparation à l'accouchement et au suivi de couches au centre de soins de Bellegarde.

1988

• La **formation des bas niveaux** de qualification prend une part croissante dans les activités avec son développement à Belley et à Ambérieu (apprentissage du français langue étrangère, lutte contre l'illettrisme, gestion des ressources humaines, etc.).

• Une **antenne** des services du siège est créée au 58 bis, rue Sala à Lyon.



1989

• Création d'une association filiale **Animations Loisirs Jeunes**.

L'association enregistre plus de 120 000 journées enfants, dont 20 000 dans ses centres de vacances.

• Inaugurée en décembre, la **résidence Saint-Joseph** rénovée propose un accueil temporaire pour personnes âgées. Elle dispose de 26 places et de services médicaux de proximité.

1990

• L'ALATFA entre dans le champ de la **prévention spécialisée** à la demande du Conseil général, avec une première mission en milieu ouvert à Jassans-Riottier.

Utilisatrice de nombreux bénévoles, l'association apporte sa contribution au développement associatif en créant le Centre du Bénévolat des Pays de l'Ain, destiné à devenir « l'agence pour l'emploi des bénévoles ».

1991

L'ALATFA fête ses vingt ans et continue son chemin.

• Elle assure la **maîtrise d'œuvre urbaine et sociale** de l'opération HVS du Pont-des-Chèvres à Bourg.

Elle est agréée par la Préfecture pour contribuer au **logement des plus défavorisés** en obtenant les financements aidés et la possibilité d'être preneur de baux à réhabilitation. Elle crée un service d'**accompagnement social** lié au logement.

• Elle s'ouvre au **logement des étudiants** en prenant la gestion d'une résidence à Oyonnax. Elle prend aussi en gestion la résidence étudiante sur le pôle technologique d'Alimentec à Bourg.

• Elle mène une **étude sur les besoins en logement étudiant** sur le bassin de Bourg qui aboutit à la valorisation du patrimoine privé inoccupé avec la mise en place d'opérations programmées de rénovation de l'habitat en centre-ville. Elle crée une **centrale** pour le logement des étudiants.

• En lien avec le Conseil régional et le Conseil général, elle ouvre à Bourg la **Maison de l'information sur la formation**, véritable lieu ressource départemental sur la formation et l'orientation professionnelle, notamment pour les adultes en évolution professionnelle.

Signe de son rayonnement, l'ALATFA lance, en partenariat avec l'ADAPEI, le journal Action, supplément de la Voix de l'Ain pour y traiter de l'ensemble des informations portant sur leurs actions. En 80 pages, elle célèbre ses 20 ans d'action, grâce à un petit ouvrage diffusé à 4 000 exemplaires.



1992

• L'association reprend en gestion l'activité du **CASTD** en Saône-et-Loire avec **trois foyers de travailleurs migrants** (Chalon-sur-Saône, Montceau-les-Mines et Montchanin).

L'assemblée générale décide d'étendre le champ géographique de l'ALATFA : désormais, tous les départements de la région Rhône-Alpes en font partie, et même au-delà puisque cette compétence s'étend aux régions limitrophes à l'Ain.

• Pour intensifier la présence et l'efficacité de la MIF, l'association publie le premier numéro du journal **Guidance**, recensant l'offre de formation proposée dans l'Ain et les départements limitrophes. Semestriel, destiné en priorité aux lieux de permanence pour l'emploi, aux services sociaux du département, aux mairies, il est tiré à 4000 exemplaires.

1993

• Tout en continuant à développer ses activités immobilières à vocation très sociale, ainsi que ses actions en direction de l'enfance et de la petite enfance notamment dans le Rhône, l'association s'engage dans le **programme départemental d'aide à la réinsertion des bénéficiaires du RMI**.

• Elle reprend à la demande de l'État et du Conseil général les activités d'un **organisme d'insertion** en liquidation dans



le pays de Gex et met en place d'autres structures dans la Valserine et le Bugey.

• L'ALATFA inaugure sa première **résidence étudiante** en pleine propriété, réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'association à Bourg. Elle passe une convention avec l'État pour le logement temporaire de personnes sans domicile ou nécessitant un accueil temporaire. Elle contribue pour la première fois au financement du FSL dans l'Ain.

1994

• L'ALATFA obtient, trois ans après celui accordé dans l'Ain, l'agrément préfectoral voulu pour réaliser des programmes d'acquisition et de réhabilitation de logements très sociaux dans le Rhône.

• L'ALATFA rentre au capital social de l'un de ses propriétaires, la SEMCODA.

• 1994 voit également la création du CADA de Culoz.



Enfin, fort de l'expérience réalisée depuis 1991 avec le journal Action, le conseil d'administration décide de le remplacer par un magazine trimestriel, InterAction. Celui-ci, directement placé sous la direction de publication de l'association, tiré à 10 000 exemplaires en quadrichromie, est diffusé de façon gracieuse à tous les décideurs, sociaux, économiques et politiques du département de l'Ain, où il est également présent dans toutes les salles d'attente des cabinets médicaux. Il traite de l'ensemble de la problématique



sociale des Pays de l'Ain en associant 16 ans plus tard à son fonctionnement, au côté d'ALFA3A, les services sociaux du Conseil général, la CPAM, la MSA, la CAF, Dynacité (OPAC 01), Bourg Habitat (OMHLM de Bourg), la SEMCODA, l'ORSAC, l'ADAPEI et la Mutualité de l'Ain.

1995

• Création sous l'impulsion de l'ALATFA de l'association **Ain'Pact**, regroupant toutes les associations et amicales étrangères de l'Ain pour une meilleure concertation et coordination de leurs actions.



• Nouveau champ d'investigation pour l'association : les élus du Valromey lui confient la gestion et l'animation de leur **maison de pays** qui propose, à partir de Champagne-en-Valromey, des actions sociales, culturelles et touristiques, contribuant ainsi à la revitalisation du milieu rural.

1996

• Outre la traditionnelle fête annuelle des enfants regroupant l'ensemble des centres d'animation, le **25^e anniversaire** est marqué par 25 manifestations sur les départements où elle agit.

• En matière de logement, l'association transforme, après complète restructuration, le **foyer de travailleurs migrants de Chalon-sur-Saône** en résidence sociale. Elle ouvre en novembre à Bellegarde sa première **halte de nuit** à l'attention des SDF.

• L'association renforce ses activités d'**aide à l'insertion** et ses liens avec divers partenaires : en novembre, plus de 500 personnes participent à la **première rencontre départementale du**

travail social, organisée par l'ALATFA et la DIPAS (CG 01), sur le thème « Pratiques sociales et développement local ».

• A u cours du même exercice, elle innove en créant en lien avec l'ANPE un **club de recherche d'emploi** à Bellegarde, en pleine zone frontalière.

• À l'issue d'une opération d'acquisition réhabilitation d'un immeuble en plein centre ville de Bourg, elle y transfère, dans une boutique en rez-de-chaussée, l'activité du **Centre du Bénévolat** devenu depuis sa création Centre du Volontariat.



L'association compte désormais 472 salariés et 625 vacataires, gère un budget de près de 112 MF, et apporte des prestations de service hors structures d'information à 25 510 personnes. Elle fête ses 25 ans. Un livre anniversaire retraçant l'activité de l'association marque l'événement.

1997

- La première **résidence sociale** de création ex nihilo, à vocation sociale, ouvre ses portes à Bourg, alors que l'association poursuit par ailleurs son programme de transformation des foyers de travailleurs migrants.



- Le Conseil général et la DDASS de Haute-Savoie confient à l'ALATFA l'**accompagnement social individualisé** des bénéficiaires du RMI.
- L'ALATFA organise sous l'égide du journal *InterAction* les secondes rencontres départementales du travail social sur le thème « **Le travail social en réseau dans l'action sociale** ». Désormais ce type de rendez-vous, repris



dans le cadre des **Rencontres d'InterAction**, connaîtra un rythme annuel avec un succès sans cesse confirmé.

1998

Changement de présidence à la tête de l'ALATFA : Marie-Claude Chatillon succède au président-fondateur Pierre Cormorèche. Membre du conseil d'administration de l'ALATFA depuis 1977, Marie-Claude Chatillon s'engage à poursuivre l'action militante de l'association contre l'intolérance.

- Les projets de **passage des foyers en résidences sociales** sont lancés à Oyonnax et Bourg-en-Bresse, avec pour Oyonnax une opération acquisition et restructuration complète du bâti réalisée par l'association.
- Outre la poursuite de son programme de production de logements très sociaux dans l'Ain et le Rhône, l'association fait l'acquisition dans le 5^e arrondissement de Lyon d'une **résidence pour étudiants**, d'un **centre de congrès** et de divers

bureaux dans lesquels elle transfère ses services administratifs lyonnais.

1999

L'ALATFA entre dans l'ère du web et lance son premier site internet www.alatfa.com !

- Après Quincieux dans le Rhône, l'association lance **cinq nouveaux projets** de développement de structures petite-enfance dans l'Ain et hors département.



- L'association se mobilise également pour accueillir les **réfugiés du Kosovo**.

2000

- En hommage au centenaire de la naissance d'Antoine de Saint-Exupéry, l'ALATFA organise sa traditionnelle fête pour enfants au château de **Saint-Maurice-de-Rémens**, qu'elle a racheté à la Ville de Lyon en 1996. Plus de 500 enfants participent à l'événement.



- En mars, le Conseil général de Saône-et-Loire confie à l'ALATFA l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation du **programme d'action** en faveur de bénéficiaires du RMI.

- La MIF, devenue entre-temps MIFE (Maison de l'information pour la formation et l'emploi), organise six forums emploi et formation ouverts à tous. Elle lance le second **Espace Balise** de Rhône-Alpes pour aider à la création d'activités.

2001

L'action se poursuit au quotidien, avec sans cesse le développement d'activités pour chacun des secteurs d'intervention de l'association. Dans le Rhône notamment, ouverture d'une crèche, reprise de deux haltes-garderies et d'un centre de loisirs d'été. À Belley, le Club des jeunes Bugistes organise les Olympiades de la ruralité dans le cadre d'un programme européen d'échange avec de jeunes Andalous.

- De nouveaux projets de développement immobilier pour le logement d'insertion sont programmés tandis que la **transformation régulière** des foyers en résidences sociales se poursuit.

2002

- L'ALATFA poursuit son développement en direction de l'enfance et de la petite enfance avec la création de **cinq nouvelles structures** dans l'Ain et le Rhône.

- Elle innove dans le pays de Gex en assurant la mise en place et l'animation d'un **dispositif insertion santé** pour les bénéficiaires du RMI.

- En fin d'exercice, la réalisation du programme de **transformation de foyers en résidences sociales** est de trois établissements à Bourg, Oyonnax et Chalon, venant s'ajouter aux deux créations nouvelles à Bourg et Bellegarde.



2003

Au 1^{er} janvier, l'association change de dénomination pour s'appeler ALFA3A (Association pour le Logement, la Formation et l'Animation – Accueillir, Associer, Accompagner). Plus qu'un simple changement symbolique, cette nouvelle appellation, projetée depuis quelques années, marque la dynamique de l'association et son inscription dans une logique de développement territorial.

- ALFA3A innove avec une initiative qui prend valeur de référence nationale : la **création d'une structure petite enfance à Briord** en partenariat avec l'entreprise Roset, la CAF de l'Ain et la Communauté de communes.



- Les actions vers la jeunesse se renforcent avec l'ouverture d'un **Bureau d'information jeunesse (BIJ)** à Bourg.
- ALFA3A lance un programme d'accès du public aux nouvelles technologies de l'information et de la communication en ouvrant **trois centres Cyber**.
- Elle participe au **lancement du contrat d'accueil et d'intégration (CAI)** en assurant son

volet **Bilan de prescription et d'évaluation linguistique** en français langue étrangère pour les nouveaux arrivants pour l'Ain, l'Isère et les Savoies.

- Elle conforte le **dispositif d'accueil d'urgence des demandeurs d'asile** dans l'Ain en ouvrant, en complément de la plateforme départementale qu'elle gère déjà, une **halte de nuit à Bourg** et un **centre relais à Cormaranche**.

- Elle relance son **secteur formation**, notamment en Haute-Savoie, avec la création de modules spécialisés, pour l'ordre des architectes et pour l'ADEME Rhône-Alpes sur la Haute qualité environnementale (HQE).

2004

L'agrément d'éducation populaire délivré par le ministère de la Jeunesse et des Sports est renouvelé.

- Trois nouvelles **résidences sociales**, dont deux en réhabilitation de foyers et une création ex nihilo, viennent compléter le dispositif départemental, dont deux à Ferney-Voltaire et une à Vonnas, soit huit résidences gérées par ALFA3A.

Pour mieux accompagner son développement, l'association conforte la direction de son Pôle immobilier en le renforçant sur le plan technique.

- L'association innove dans l'insertion en Haute-Savoie par le biais de la formation en créant une **ligne de vêtements à partir de textiles recyclés (CREA TEM)**, adaptée aux publics en

difficulté, souffrant de surcharge pondérale ou d'anorexie.

- Elle apporte une nouvelle contribution au contrat d'accueil et d'intégration en assurant **l'animation des journées civiques et Vivre en France**.

2005

Après réactualisation par les membres de l'association, le Projet social et culturel d'ALFA3A est diffusé à l'ensemble du personnel et des partenaires.

- ALFA3A assure pour le compte de l'association Pôle Sup 01 une délégation de maîtrise d'ouvrage pour la conception et la réalisation d'une **Maison des étudiants à Bourg**.

- L'association édite un **guide du logement**, présentant son offre (tirage à 30 000 ex.)

- Dans le cadre de la liquidation judiciaire de la Maison de la promotion sociale de Chambéry, ALFA3A est retenue pour la **reprise des activités MIFE de Savoie et la gestion d'un FJT**. Elle développe ces activités en créant une association dénommée **Guidance 73**.



2006

La Préfecture accorde à ALFA3A l'autorisation de frais de siège, au titre du code de l'action sociale et des familles, sur la base d'un pourcentage unique pour l'ensemble de ses structures. Un agrément est également donné pour l'accueil de jeunes dans le cadre du service civil volontaire.

- Une première **maison-relais** est prévue à Saint-Genis-Pouilly, dans le Pays de Gex.

- ALFA3A signe un **contrat d'objectifs** avec le Conseil général de l'Ain, dans le cadre des délégations d'aides à la pierre, pour la production de 90 logements à réaliser en PLAI.

L'association compte désormais 667 salariés permanents et s'est appuyée sur 1 100 vacataires en 2006. Elle gère un budget de 27 538 000 €, et s'adresse hors structures d'information à près de 30 900 usagers.

2007

- Elle conforte sa présence en Isère avec la prise en gestion de **deux centres sociaux à Vienne**.

- L'**agrément d'ouverture** est accordé en fin d'année pour la maison-relais de Saint-Genis-Pouilly.

Les administrateurs décident de l'adhésion d'ALFA3A à la FAPIL, compte tenu du développement de la gestion locative en habitat diffus, des souscriptions de baux glissants et de l'intermédiation locative. Cette adhésion vient compléter celle de l'UNAFI plutôt orientée sur les structures d'hébergement, voire le logement accompagné. Ils décident de participer à l'animation du Réseau Alerte pour l'Ain.

- Par délégation de Pôle Sup 01, regroupant les établissements d'enseignement supérieur, ALFA3A prend la **gestion et l'animation de la Maison des étudiants** créée avec son concours à Bourg.



- Au 1^{er} octobre, elle s'engage au côté de la communauté d'agglomération de Bourg, de la Ville de Bourg et la Chambre de l'Immobilier, dans un dispositif (ActifToit) de **sous-location de logements privés** pour l'accueil des actifs en mobilité professionnelle.

2008

Démarrage en force pour ce nouvel exercice avec le lancement effectif du projet associatif ALFA3A 2008/2010, élaboré par les membres et les salariés de l'association en 2007.



• ALFA3A entre au conseil d'administration de l'ALAP, association qui gère des foyers et résidences sociales en Haute-Savoie. Elle lui apporte appuis techniques et financiers pour assurer un redressement indispensable et éviter une cessation d'activité.



• Le développement très significatif des activités de la MIFE est à mettre en lien avec la forte dégradation de l'emploi et la signature de contrats pluriannuels de prestations avec l'ANPE.

• Signe des temps : l'augmentation significative du nombre de places du CHRS de Bellegarde-Nantua-Oyonnax qui passe de 27 à 37, tandis que l'association ouvre un CADA de 72 places à Ambérieu.

• Avec la reprise d'un chantier d'insertion en difficulté, ALFA3A intervient dans la Loire.

• Face à la dégradation de la situation de ses résidents, l'association lance en interne une étude sur l'accompagnement social dans les foyers.

Pour clore l'année comme elle a commencé, les services administratifs du siège intègrent de nouveaux locaux plus fonctionnels acquis et aménagés par l'association au 14, rue Aguétant à Ambérieu.

2009

• ALFA3A s'engage pour l'ouverture d'une nouvelle maison-relais de 24 places et la création sur le même site d'une nouvelle résidence sociale à Oyonnax. Elle rachète à Dynacité un foyer pour personnes âgées, d'une cinquantaine de logements. Il

permet de reloger dans la partie résidence sociale les occupants immigrés âgés d'un foyer vétuste promis à la fermeture. Elle s'engage à acquérir auprès de Dynacité un second immeuble dont elle assure la gestion pour y transférer son activité de CHRS à Oyonnax.

Le conseil d'administration adopte la Charte d'accueil applicable dans l'ensemble des structures de l'association. Outre ses missions de conseil auprès des collectivités, ALFA3A poursuit son développement dans le champ de l'action socio-éducative avec la prise en gestion de centres dans le Rhône, l'Ain et l'Isère.

• En fin d'exercice, l'association passe convention avec l'État pour la mise en œuvre du dispositif d'intermédiation locative au bénéfice de ménages en difficulté dans l'Ain.

Fin 2009, l'association compte 713 salariés et s'est appuyée au cours de l'exercice sur 1 390 vacataires. Elle aura géré un



L'association au fil de ses actions



budget de 32 976 000 €, et dispensé ses services, à partir de 115 établissements, à près de 38 500 usagers, hors services de simples informations.

2010

• Au terme de la convention d'objectif passée avec le Conseil général de l'Ain pour la production de logements d'insertion, intégrant le projet de maison-relais d'Oyonnax, ALFA3A s'engage sur une production en 2010 et 2012 portant sur 217 logements dont 180 en PLAI et 37 en PLUS. Cette programmation intègre les objectifs du PDALPD et du PDHI avec la création

d'une nouvelle maison-relais de 24 places à Ambérieu. Sont aussi projetées des réalisations en PLAI dans le Rhône et en Saône-et-Loire.

• L'association prend l'initiative de lancer une grande enquête sur la pauvreté et la précarité dans l'Ain. Elle aboutira en novembre par la publication d'un document de synthèse lors des Rencontres d'Interaction.



La fin de l'exercice 2010 a vu l'aboutissement du projet ALFA3A 2008/2010. Il a fait l'objet d'une évaluation qui a été immédiatement suivie dans le courant du premier semestre 2011, année du 40^e anniversaire de l'association, de la mise en forme d'un nouveau projet ALFA3A 2011/2015.

Réflexion

Aux systèmes, Chantal Million-Delsol a toujours préféré les individus parce que la finalité des uns n'est pas de broyer la destinée des autres. Sa réflexion de philosophe, ses recherches universitaires, ses engagements aussi, menés dans la même indépendance d'esprit, la poussent à revisiter un personnalisme dépouillé aujourd'hui de son optimisme béat. Nous voulions aussi revenir avec elle sur les premiers pas de l'ALATFA, dont son mari, Charles Millon, fut l'un des fondateurs et dont elle fut une des premières bénévoles.

Chantal Million-Delsol :

« Quand on apporte autre chose que de l'argent, et c'est bien ce qui

Peut-on établir un parallèle entre l'indignation qui a servi d'étincelle à la création de l'Alatfa et le mouvement sporadique des Indignés qui fait descendre des jeunes sur la place publique ?

Voici un mouvement qui n'engage pas à grand chose. Pour moi, les Indignés d'aujourd'hui relèvent du politiquement correct alors qu'ils se targuent d'être apolitiquement incorrects. Je ne vois pas, à quelques exceptions près, ce qu'il peut y avoir d'indignation chez ces indignés. Ils vont dans le sens du temps, y compris dans leur préférence pour les légumes verts. Je les classe dans ces mouvements qui se prétendent non-conformistes, alors qu'il n'y a pas plus conformistes qu'eux.

Je ne néglige pas l'écho qu'a pu avoir l'ouvrage de Stéphane Hessel, particulièrement auprès de la jeunesse. On ne peut pas se rendre dans un salon sans qu'on vous cite en exemple les Indignés. Dans un monde où tout le monde ne pense qu'à l'argent, je trouve qu'il y a une hypocrisie sociale permanente à faire semblant d'en dénoncer les méfaits sur le mode « Ce n'est pas moi, c'est l'autre. »

Le propos de ces jeunes indignés est de changer le monde. Que vaut l'indignation si elle n'est pas suivie d'effet, ou plutôt si elle n'invite pas à l'engagement ?

Les Indignés sont typiquement un mouvement qui réunit des personnes dont la morale peut se suffire de paroles. Ils ne sont pas les seuls, hélas ! Dans une lettre à André Breton, Saint-Exupéry écrivait : « Vous avez de la chance : vous avez une morale qui peut se contenter de

grands mots. La mienne, non ! » Bernard-Henry Lévy en est un bon exemple lorsqu'il se rend dans un pays en guerre, accompagné de caméras. Parler a valeur d'acte moral. Pour moi, l'indignation conduit forcément à l'engagement.

Au moment où se créait l'Alatfa, je ne me suis pas rendu compte tout de suite de la situation scandaleuse dans laquelle se trouvaient les immigrés, particulièrement en matière de logement. J'avais la tête dans mes bouquins. Il a fallu que j'adhère à l'association et que j'en devienne bénévole pour comprendre ce qui se passait dans les barres HLM. Si nous avions, à l'époque, mené ce travail d'accompagnement à grande échelle, si tout le pays s'y était mis, nous aurions réussi à intégrer ces populations.

La charité n'est-elle pas devenue une affaire d'état ?

La charité n'existe plus ! L'État Providence a pris sous son bonnet tout le secteur " charitable " et en a fait un attribut de justice. La charité a disparu en raison de ses connotations chrétiennes, de son côté arbitraire. Il est admis aujourd'hui que l'on peut ne pas faire la charité. Elle est considérée comme un mal parce qu'on ne veut surtout pas que quelqu'un se sente l'obligé d'un autre, et c'est ainsi qu'elle se transforme en justice. En ce cas, pas besoin de merci puisque tout vous est dû. Pour qu'il n'y ait pas de remerciement en retour, on dépersonnalise la relation d'aide ou d'assistance. On parle de solidarité, ce qui arrange bien les choses puisqu'elle est anonyme et que l'on veut qu'elle le reste. On veut des bénéficiaires, surtout pas des obligés.

on apporte forcément des valeurs et des convictions, dérange aujourd'hui. »

Ceux qui profitent de cette solidarité ne sont pas forcément ceux qui en ont le plus besoin. Donner à tout le monde vous évite d'avoir à faire la différence entre ceux qui reçoivent et ceux qui profitent. L'État s'est emparé de tellement de choses que les particuliers n'ont plus envie de s'y mettre.

Qu'est-ce qui justifiait à l'époque l'engagement de l'Alatfa ?

Le désir d'intégrer ces populations qui arrivaient, et l'idée selon laquelle il ne suffisait pas de balancer de l'argent pour y parvenir. Il fallait être là, auprès de ces femmes enfermées à double tour pendant que leur mari travaillait à l'usine ou sur les chantiers. Nous communiquions parfois par les paniers qu'elles descendaient depuis leur balcon. Nous y glissions de l'aspirine pour leur mal de tête, un fruit et un petit mot gentil. Il fallait tout simplement être là. Rien à voir avec une subvention que l'on verse pour se donner bonne conscience. C'était l'époque où les chrétiens marxissants voulaient récupérer ces populations pour une lutte militante. On ne parlait d'ailleurs pas politique dans l'association.

Pour mettre en place une action comme celle-ci, il n'y avait alors que deux cas de figure : une militance communiste – cela aurait pu ! –, ou une militance chrétienne. Je ne vois pas, entre ces deux extrémités, ce qu'il aurait pu y avoir d'autre. Sauf à balancer de l'argent, bien sûr.

Il y a des cas – je pense aux handicapés ou aux demandeurs d'asile – où l'État doit assumer ses responsabilités. Peut-être ne le fait-il

pas comme il faut. Je trouve qu'il est normal qu'il intervienne après des sans-abri ou des plus démunis pour qu'ils ne meurent pas de faim, lorsque les associations ne l'ont pas fait.

Qu'apportait l'Alatfa de différent ?

Au départ, le propos de l'Alatfa n'était pas d'apporter du bien être matériel, comme l'État le fait maintenant, ou de l'argent quand on lui fait savoir lorsqu'il en manque pour financer des postes ou des actions. Nous apportions de la présence, de l'attention. Je garde un souvenir vif de cette époque puisque je donnais à Belley des cours de couture qui permettaient à ces femmes de s'habiller mieux, mais surtout de parler, d'échanger, de sortir de chez elles. Je trouve que c'était infiniment mieux que de leur allouer des vêtements. « Vous avez droit à tant de pulls en laine. » Nous avons pu lier ainsi une certaine amitié. Et après, on s'étonne que le bien-être offert sous forme matérielle n'atteigne pas son but. « On vous a tout donné, et ça ne marche toujours pas ! » J'estime que ce n'est pas parce qu'on touche une allocation que l'intégration s'ensuit.

Qu'est-ce que pour vous la bienveillance ?

Je crois que c'est sur ce socle que se fondait alors l'Alatfa et que repose aujourd'hui ALFA3A. Le bien-être matériel ne suffit pas. Quand on apporte autre chose que de l'argent, on apporte forcément des valeurs et des convictions, et c'est bien ce qui dérange aujourd'hui. La bienveillance n'est pas neutre. L'argent l'est puisqu'on le dit incolore et sans saveur.

« Pour qu'il n'y ait pas de remerciement en retour, on dépersonnalise la relation d'aide ou d'assistance. On parle de solidarité, ce qui arrange bien les choses puisqu'elle est anonyme et que l'on veut qu'elle le reste. On veut des bénéficiaires, surtout pas des obligés. »



Et maintenant,

*« Je pensais en avoir pour six mois, un an à peine. »
Xavier de Place sera resté près de 36 ans dans la maison.
L'aventure a commencé à Lyon, place Bellecour, en
compagnie de Marcelle Malardier. C'est en 2CV qu'on est
venu les chercher pour les emmener à Ambérieu afin de
marquer leur entrée dans l'association. Juste le temps
de boucler leur valise, ils partaient un mois à Marseille
apprendre à apprendre le français pour pouvoir dispenser
les premiers cours d'alphabétisation.*

Xavier de Place ne cache pas quelques bouffées de lassitude. Directeur du CADA de l'Ain et d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale à Oyonnax et Bellegarde, il a de quoi occuper ses journées depuis la

réorganisation de 2003. Malgré son enthousiasme inoxydable, les plaquettes de frein montrent des signes d'usure. « Je n'en peux plus des budgets à préparer et des discussions pied à pied. Je crois qu'il est temps pour moi de laisser la place à de plus jeunes qui ont la tête mieux faite. Je vais bientôt avoir 65 ans ; je veux partir en mars dans les

« Nous avons vu arriver ici du monde entier, des réfugiés qui fuyaient la misère et retrouvaient l'espoir. Leur quête de liberté a fait de moi un homme qui ne veut être d'aucun parti. »

Xavier de PLACE

*Responsable du service
Actions spécifiques*

meilleures conditions. »

Avec Marcelle Malardier, Xavier figure parmi les plus anciens. Ils ont connu l'ALATFA des premiers jours et font partie des ouvriers de la première heure. Pour lui, l'alphabétisation portait en germe ce qui deviendra sa mission essentielle au sein

place aux jeunes !

de l'association : l'accueil des étrangers, réfugiés, clandestins, demandeurs d'asile, âmes errantes de l'enfer des hommes. Et de raconter, toujours avec le même enthousiasme, l'arrivée des Kosovars qui fuyaient leur pays, en pleine nuit, à Montchanin. Avant, il y eut des Cambodgiens, des Afghans, des Laotiens, des Albanais, des Arméniens... Pour endiguer ces vagues qui s'échouaient à Miribel, il fallait pousser les murs et improviser. Le CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile) a toujours dû gérer l'urgence pour permettre à tous ceux qu'il hébergeait de s'inscrire dans la durée. « Les demandeurs d'asile ne sont pas des cas sociaux. Ce sont en général des familles qui savent se tenir. Nous avons accueilli toutes les détresses, des gens qui vivaient dans l'aisance comme des pauvres qui n'avaient plus que la liberté. »

Chef d'équipe, gestionnaire, parfois animateur et gendarme, longtemps directeur-adjoint, Xavier de Place n'a jamais su fonctionner avec des tiroirs. C'est porte close et à l'écoute qu'il recevait dans le secret de son bureau tous ceux qui avaient besoin de se confier. « J'ai eu des discussions extraordinaires. J'ai été le confident de beaucoup de gens parce que j'avais l'aura du directeur. Ça, j'ai beaucoup aimé, comme j'ai toujours aimé apporter à chacun le bien-être physique et moral, épaulé par des équipes formidables. »

Pas de fondation sans piliers, pas de piliers sans édifice, pas d'édifice sans architecte. Il aura été un des piliers, en phase avec les principes fondateurs, en osmose avec Jacques Dupoyet qui a tracé les plans. Mais sa foi de charbonnier souffre parfois de la noirceur du monde. Les déceptions qu'il a pu connaître dans la gestion des hommes et des dossiers n'ont pas laissé trop d'amertume. Fidèle parmi les fidèles, il a assumé toutes les responsabilités qui ont servi la cause de la maison, mais surtout de tous ceux qui l'ont habitée. Au mur de son bureau, droit devant, il a accroché une icône peinte avec minutie par un réfugié roumain pour lui témoigner sa reconnaissance. Soyez sûrs qu'il ne l'oubliera pas une fois sa dernière heure arrivée...



Des réunions de travail inter-CADA, comme à Miribel, sont organisées régulièrement. Elles permettent d'échanger sur les pratiques dans les différents centres d'accueil des demandeurs d'asile et de coordonner les fonctionnements.



Pour contribuer à la promotion de la Personne, des actions culturelles sont proposées aux demandeurs d'asile, comme la fête de la femme

en mars 2011. Les réfugiés ne peuvent pas travailler pendant leur séjour, mais ont tout intérêt à connaître la langue et la culture du pays d'accueil, même si leur demande n'aboutit pas.

Organisée tous les ans, la fête de Noël constitue un temps fort dans la vie du CADA de Miribel. Avec l'aide des animatrices et en compagnie d'Hélène Jarrosson, en charge du suivi

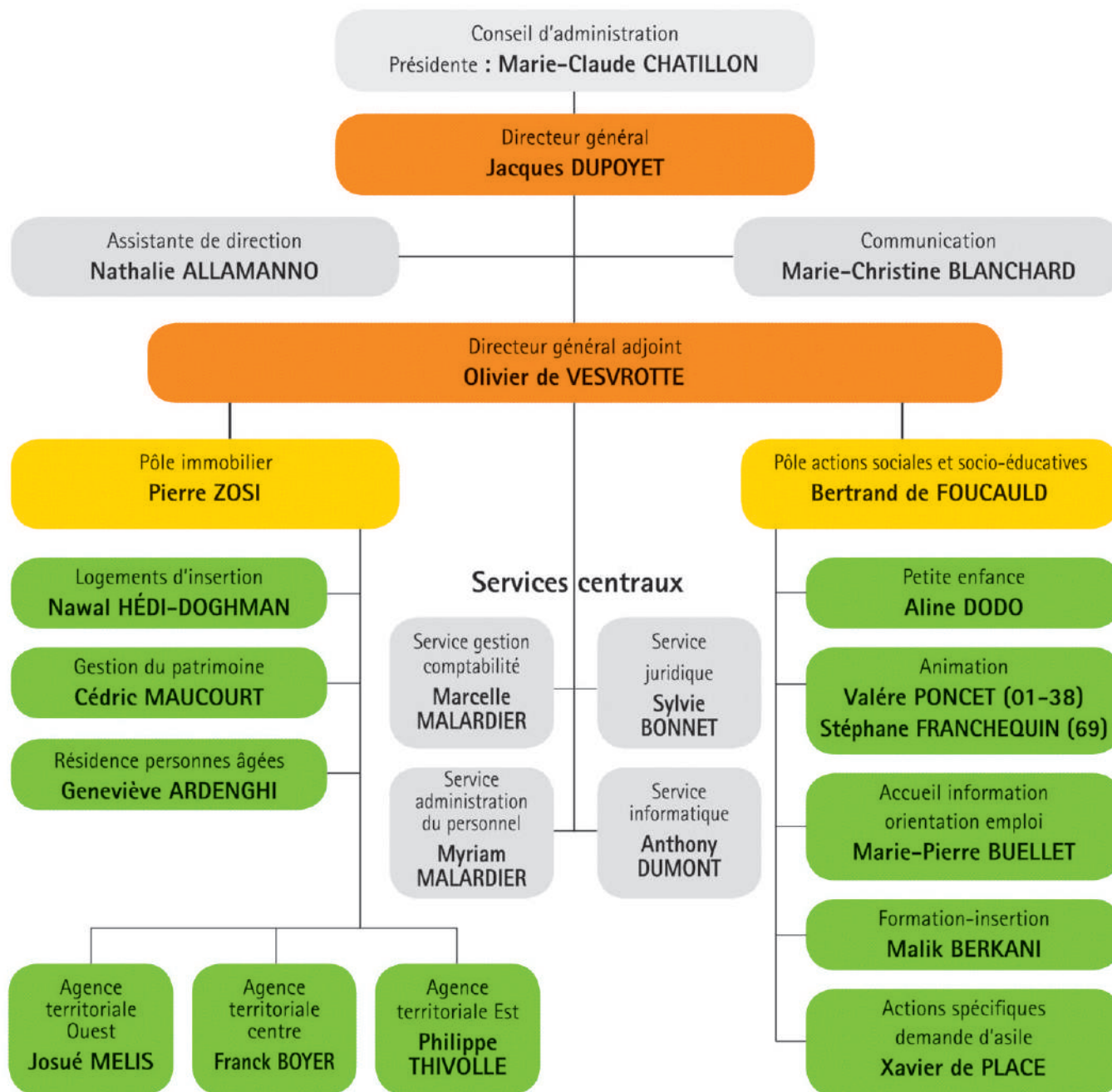


des réfugiés et des formations de français langue étrangère, les demandeurs d'asile et les enfants la préparent dès novembre.

Le conseil d'administration

- Marie-Claude **Chatillon**,
présidente, *retraîtée*
- Guy de **Framond**,
vice-président, *géomètre-expert*
- François **Navarranne**,
vice-président,
consultant associé
- Jean-Claude **Degout**, trésorier,
retraité
- Antoine **Schermesser-Schoff**,
secrétaire, *notaire*
- Robert **Linage**, administrateur,
directeur de société
- Étienne **Blanc**, administrateur,
avocat
- Xavier **Breton**, administrateur,
cadre collectivité territoriale
- Bernadette **Constans**,
administrateur, *retraîtée*
- Marie-Fée **Champagne**,
administrateur, *sans profession*
- Bruno **Marion**, administrateur,
fonctionnaire territorial
- Gérard **Odin**, administrateur,
enseignant
- Christine **Guinard-Carteret**,
administrateur, *psychologue*
- Gaston **Paravy**, administrateur,
retraité
- Marc **Rudondy**, administrateur,
directeur régional
- Roger **Soncarrieu**,
administrateur, *retraité*
- Ségolène de **Taisne**,
administrateur, *mère de famille*

L'organigramme d'ALFA3A*



* Mise à jour décembre 2011

UN SIÈGE EN FORME DE CŒUR

Le centre névralgique d'ALFA3A a toujours été implanté à Ambérieu, "le Siègre" comme l'appellent les salariés. C'est aussi le cœur d'un vaste dispositif développé sur trois régions et sept départements. (Voir carte pages 94-95)

MANQUE DE PLACE Elle a dû se résoudre à quitter la villa de l'avenue Roger-Salengro, pour emménager dans d'anciens locaux EDF, 14, rue Aguétant. Sur ce tènement sera construit d'ici fin 2013 un immeuble THPE (très haute performance énergétique) de 31 logements sociaux.

QUATRE NIVEAUX

Le siège social accueille sur quatre niveaux la direction générale, les services centraux, le pôle immobilier et le pôle actions sociales et socio-éducatives.

PRIORITÉ AU TERRAIN

Avec une vingtaine de personnes au siège administratif, ALFA3A est peu centralisée. Beaucoup de responsabilités sont déléguées ou délocalisées dans les structures ou les établissements.

La preuve par trois

En changeant de dénomination (l'ALATFA est devenue ALFA3A en 2003), l'association a pu mettre en avant trois valeurs qui débutent par la lettre A.

- **Accueillir**, au départ des populations immigrées ou réfugiées, aujourd'hui tous les publics avec une vigilance particulière pour les personnes en situation de fragilité.
- **Associer**, objectif fondamental qui tire sa force de la diversité des compétences et des actions menées sur les territoires couverts. Il se décline aussi grâce au sens aigu qu'a ALFA3A du partenariat avec tous les intervenants de terrain, des collectivités locales, entreprises, associations, etc.
- **Accompagner**, c'est-à-dire avoir la volonté de ne



pas s'arrêter en chemin mais aller au bout de l'action pour tendre à l'autonomie de la personne, grâce à des solutions multiples et "durables". Ce supplément d'âme qui fait la singularité de l'association, impliquée dans le développement des territoires. Pour ALFA3A, la

société ne saurait primer sur l'individu. Très attachée au respect de la personne, qui occupe une place centrale dans sa conception de l'action sociale, elle préfère l'aborder comme un sujet qui doit s'épanouir plutôt que comme un objet condamné à subir.

- **325 références clients et partenaires.** Parmi elles, arrivent en tête les collectivités locales et territoriales (une centaine), les institutionnels (90), les associations, les entreprises et les structures diverses qui se partagent presque à parts égales.

- **Communication tous azimuts.** Le site internet, refondu en 2011 (www.alfa3a.org), est devenu la vitrine des valeurs et des activités de l'association. Il diffuse les offres d'emploi et permet aux candidats de s'informer. La communication destinée aux salariés repose sur une lettre d'information et un annuaire dont la version numérique est mise en ligne.



- **Engagements nationaux.** ALFA3A est membre fondateur de deux organismes qui recoupent ses champs d'actions et contribuent à leur développement : l'UNAFO (union professionnelle du logement accompagné) et l'Afocal (association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs).



Les chiffres clés de 2010

- ▶ Près de 45 000 personnes accueillies chaque année dans 128 établissements
- ▶ 1570 collaborateurs dont près de 800 salariés permanents.
- ▶ Plus de 34 millions € de budget annuel.
- ▶ **UNE OFFRE DE LOGEMENT :**
 - 3 075 logements (chambres meublées, T1 à T5) dans l'Ain, le Rhône et la Saône-et-Loire,
 - 6 713 personnes hébergées pour 926 127 nuitées et 368 personnes suivies au titre de l'accompagnement social lié au logement.
 - 31 structures d'accueil et d'hébergement dont
 - 9 foyers,
 - 9 résidences sociales,
 - 4 résidences tout public,
 - 6 résidences pour étudiants,
 - 1 résidence pour personnes âgées,
 - 2 maisons relais pensions de familles,
 - 156 logements locatifs PLS-PLAI.
- ▶ **ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE**
 - 1 706 jeunes enfants accueillis dans 16 structures multi-accueil pour 563 610 heures de présence.
- ▶ **ANIMATION ENFANCE JEUNESSE**
 - 10 522 enfants, adolescents et adultes accueillis dans 40 accueils de loisirs dans l'Ain, l'Isère et le Rhône pour 1 455 742 heures de présence.
 - 9 863 personnes reçues au titre de l'accompagnement vers l'information et l'orientation professionnelle.
- ▶ **PRESTATIONS DE FORMATION ET D'INSERTION**
 - 13 465 personnes accompagnées dans le cadre de prestations individuelles ou collectives de formation et d'insertion
- ▶ **ACCUEIL DE LA DEMANDE D'ASILE**
 - 1 313 demandeurs d'asile accueillis au sein de 3 CADA, d'un CPH et du DHUDA (dispositif d'accueil d'urgence des demandeurs d'asile).



e n f a n c e s

L'enfance est devenue très vite une compétence majeure d'ALFA3A et ce n'est pas un hasard si le premier centre de loisirs s'est créé dès 1977, en milieu ouvert, hors cité de transit. Avec l'école, ce fut pour les enfants des familles immigrées ou réfugiées, les premières étapes de leur parcours de vie en société. C'est sur le terreau de l'enfance que l'association a pu donner toute la mesure de ses convictions en matière d'éducation et de pédagogie, imposer l'épanouissement et l'intégration comme des priorités.

L'accueil de loisirs reste le cœur de métier des services petite enfance et animation qui ont su diversifier leurs compétences pour répondre aux attentes des collectivités et des particuliers. Face à la concurrence, mais aussi face à la complexité des situations locales ou sociales, ALFA3A a gagné en technicité et en efficacité pour afficher son projet éducatif au plus près des familles, des quartiers, des écoles et des lieux de vie. L'enfance a permis à ALFA3A de grandir sans jamais renier sa singularité.

En septembre 2011, Philippe Meirieu accordait un long entretien au magazine Interaction sur un de ses thèmes favoris : l'éducation. Nous reprenons ici, en accord avec lui, l'intégralité de ses propos concernant le lien intergénérationnel, l'autorité parentale et la toute puissance de l'enfant, la déscolarisation préoccupante d'une partie de la jeunesse.

Professeur des universités en Sciences de l'éducation, grand spécialiste de la pédagogie (il a été directeur de l'Institut universitaire de formation des maîtres du Rhône jusqu'en 2006), Philippe Meirieu contribue aux débats sur la transmission des savoirs, la formation des éducateurs et des parents, la réforme du système éducatif. Il siège depuis 2010 au Conseil régional Rhône-Alpes comme vice-président chargé de la formation tout au long de la vie.

Philippe Meirieu :

« Quelle place donnons-nous à nos enfants pour qu'ils

Pour restaurer l'autorité des éducateurs, il faudrait reconstruire du "faire ensemble" entre les générations. Ce qui a été mis à mal depuis 30 ou 40 ans, c'est le lien intergénérationnel. Avant, dans toutes les familles, il y avait des activités intrafamiliales et intergénérationnelles. Dans les familles bourgeoises, on faisait du piano ; dans les familles ouvrières, du bricolage. On jouait à des jeux de société. Ces activités avaient l'avantage de mettre une autorité médiatisée. Quand vous faites du bricolage ou du jardinage, vous tenez votre autorité de votre compétence et de votre capacité à comprendre les contraintes du monde. Si on veut lutter contre la crise de l'autorité, on ne peut le faire que par la reconstruction minutieuse et obstinée d'activités communes entre les générations. Les jeunes comprendront l'autorité quand ils apprendront l'informatique à leurs parents ou que leurs parents leur apprendront l'informatique au lieu de se livrer à des activités segmentées en fonction de leur âge. Ils se remettront dans des situations de redécouverte de la norme. Ce qui mine l'autorité, c'est quand elle est perçue non pas comme une nécessité mais comme étant l'expression du caprice de l'autre. Quand l'enfant découvre que dans une activité commune, l'autorité c'est ce qui rend possible la réussite de cette activité, alors l'enfant entend la nécessité de l'autorité. À cet égard, nous avons beaucoup trop négligé l'éducation populaire, tous ces champs qui vont du scoutisme au travail bénévole intergénérationnel en passant par les clubs qui sont des lieux de construction collective de la norme dans ce que cela a de plus structurant pour l'enfant.

[...] Les mouvements d'éducation populaire comme le scoutisme structuraient les jeu-

nes parce qu'ils étaient pris dans un groupe. Aujourd'hui, nous sommes dans la consommation d'activités à la carte, dans la juxtaposition d'activités ciblées. Ce qui fait défaut, c'est la construction du cadre : exister dans un collectif où il y a des normes qui s'imposent à tous parce que ce sont les conditions de la réussite collective.

Ce qu'on appelle la crise de l'autorité est lié à des phénomènes civilisationnels et conjoncturels. Elle n'est pas une catastrophe. Elle est peut-être la possibilité de refonder une éducation sur des valeurs partagées dès lors que la société accepterait de faire de l'éducation sa priorité et assumerait le fait que l'accueil des jeunes générations dans tous les domaines est une priorité. C'est vrai pour l'école, mais c'est vrai pour la ville. Dans le square de mon quartier, jusqu'il y a quatre ans, il y avait un gardien. Il a été remplacé par une caméra de vidéosurveillance. Quand une société commence à remplacer les gardiens de square par des caméras de vidéosurveillance, il y a un déni d'éducation. Parce que la caméra va permettre de sanctionner le coupable d'éventuelles infractions. Mais le gardien ne faisait pas cela : c'était une personne tutélaire : il avait sa casquette ! Les gamins se cachaient un peu. Il parlait, il donnait des conseils, il mettait parfois en relation une personne âgée avec un gamin de 8 ou 12 ans. Devons-nous faire cet effort pour qu'une société soit tout entière éducatrice ou voulons-nous confier cette éducation à des machines ? Il y a un vieux proverbe africain qui dit : il faut tout un village pour élever un enfant.

Notre société n'a pas pris au sérieux l'émergence de la démocratie. La disparition des formes théocratique et autocratique du pouvoir devait

se construisent comme sujet ? »

s'accompagner d'un développement supplémentaire de l'éducation. Dans une société où il y a un pouvoir qui vient du ciel, que ce soit celui de la religion ou des partis politiques, où il y a un diable ou une menace explicite d'une sanction immédiate ou future, vous avez une normalisation qui s'effectue naturellement. Dès lors que nous entrons dans une société sécularisée, il faut refonder l'éducation sur d'autres valeurs. Aucun des parents qui proteste contre le manque d'autorité des adultes dans l'éducation ne souhaiterait vivre dans l'Union soviétique des années 50 ou dans l'Iran de Khomeiny. Nous avons construit un pays démocratique et nous avons abattu toutes les idoles. Mais nous n'avons pas vu que si nous ne reconstruisons pas à leur place des règles dans des situations et dans des cadres éducatifs, nous risquons d'aboutir à des conflits sans fin et à une jeunesse qui n'aura pas conscience des limites et va être en permanence dans la transgression. [...] De plus en plus d'enfants sont dans la toute puissance, pour lesquels aucune règle, aucune norme, aucun interdit ne sont légitimes. Ils sont dans le caprice radical. Pour le comprendre, il faut regarder l'évolution de la famille. Il y a un phénomène qui peut paraître tout à fait anecdotique sans lequel on ne peut néanmoins rien comprendre : nous sommes la première civilisation depuis l'origine des hommes où à peu près tout enfant qui vient au monde est un enfant désiré. Quand il vient au monde, il fait plaisir à ses parents, il fait le bonheur de ses parents. Il y a peu de temps encore, c'était aux parents de faire le bonheur de leurs enfants. Jusqu'à il y a 30 ans, c'était les familles qui faisaient les enfants, aujourd'hui c'est l'arrivée de l'enfant qui fait la famille. L'enfant est de

fait placé dans une situation de toute puissance. Les ébranlements du tissu familial auquel nous assistons aujourd'hui, sur lequel je ne porte pas de jugements, aboutissent souvent à placer l'enfant dans une position d'arbitre y compris vis-à-vis de ses propres parents. Chacun des deux parents veut apparaître comme le bon parent. Et pour ce faire, il y a une forme de refus de sanctionner, de placer des interdits. L'enfant sait qu'il a autour de lui des adultes qui rivalisent pour être à ses yeux le bon adulte. Il intériorise un pouvoir terrible. Selon les cas, il l'exerce avec humour ou parfois avec violence lorsque les situations sont très accidentées. Quand les adultes se disputent l'honneur de faire plaisir à l'enfant, l'enfant est installé dans une position de tyran et il cherche à exercer le pouvoir. Rien ne l'arrête. Nous n'avons pas de solutions éducatives toutes faites pour ces enfants-là. Il faut les construire. [...] Mes responsabilités politiques m'ont fait découvrir toute une série de problèmes. Je n'avais pas conscience de leur acuité. Je m'intéressais aux difficultés de l'école, mais je n'avais pas pris conscience du phénomène de déscolarisation. Je ne savais pas à quel point il y a des jeunes aujourd'hui sans formation ou emploi. 10 % des jeunes rhônalpins de 16 à 25 ans ne

« Quand les adultes se disputent l'honneur de faire plaisir à l'enfant, l'enfant est installé dans une position de tyran et il cherche à exercer le pouvoir. Rien ne les arrête. Nous n'avons pas de solutions éducatives toutes faites pour ces enfants-là. Il faut les construire. »

sont ni lycéens, ni apprentis, ni étudiants, ni salariés, ni en formation professionnelle. Ils ne font rien. Et le temps pendant lequel ils ne font rien est long : la moyenne est de 37,5 mois. À côté de l'amélioration de l'école, je suis très préoccupé aujourd'hui de ces jeunes de nulle part, qui n'émargent à aucune politique publique et qui sont dans une misère grise. Or dans nos sociétés, la misère grise, on s'en fout, on traite la misère gore. Si ces jeunes comprennent cela, ils vont basculer de la misère grise à la misère gore. Toute une partie de la jeunesse risque d'être dans une situation grave. J'ai passé beaucoup de temps à chercher à améliorer les systèmes. Je m'aperçois aujourd'hui qu'il y a beaucoup de gens en dehors des systèmes. C'est vers eux que j'ai envie de me tourner. Ce sont les vraies victimes invisibles de la société. Je ne l'avais pas perçu autant que depuis que je suis élu. Notre jeunesse est plus oubliée qu'on ne le dit. Celle qui fait la une des journaux est soit celle qui est privilégiée, soit celle qui a basculé dans la misère gore. Il y a des vraies questions à poser : que faisons-nous de nos enfants ? quelle place leur donnons-nous pour qu'ils se construisent comme sujet ? C'est un défi à relever.



Éducatrice

Chaque matin, elle participe à l'accueil des parents et des enfants et visite ensuite les "groupes". Pas question pour Christine Auray de rester cloîtrée dans son bureau à surveiller le taux d'occupation d'une crèche-halte-garderie dont elle fut une des initiatrices en tant que mère de famille. Elle demeure avant tout une éducatrice qui a appris son métier aux Années tendres, une structure petite enfance que la commune de Montanay, en bordure de l'Ain a confié en 2002, par délégation de service public, à ALFA3A.

Christine Auray ne pouvait que s'épanouir au sein d'ALFA3A tant son parcours personnel ressemble à celui de l'association. Une mini-ALFA3A à elle toute seule ! Un constat : mère de deux fillettes et secrétaire, elle déplore le manque de moyens de garde

sur sa commune rhodanienne et rurale de Montanay. Un projet : il y a sûrement quelque chose à faire pour la petite enfance, avis que partage le maire. Une mobilisation : après sondages, évaluations et réunion publique, la commune, la Caisse d'allocations familiales et la Protection maternelle de l'enfance donnent leur feu pour une structure d'accueil qui ouvre un an après, à la

« Certains parents ne savent plus comment gérer leurs enfants. Ils se heurtent à la question de l'éducation. Notre projet est bâti sur l'autonomie de l'enfant afin de ne pas le mettre en échec. »

Christine AURAY

Directrice d'une structure petite enfance à Montanay (69)

rentrée de 1989, et que va gérer une équipe de parents. De bénévole, Christine devient salariée en tant qu'as-

avant tout !

sistante maternelle agréée structure collective. Elle se pique au métier et entame sur trois ans et avec succès une formation d'éducatrice jeunes enfants. Promue par la suite directrice adjointe, elle devient directrice en 2000, « après mûre réflexion car ce n'est pas évident de passer du statut de collègue à celui de directrice. »

Deux ans plus tard, à la demande de la commune et parce que la solution du bénévolat a ses limites, une délégation de service publique confie à ALFA3A la gestion de la crèche et de la halte-garderie. ALFA3A est arrivée en posant d'emblée un cadre bien défini. Moi, je tenais à honorer la parole donnée par le maire pour que la structure perdure. » Une parole suivie d'un autre acte fort : la construction en 2005 de locaux neufs adaptés au multiaccueil.

Christine Auray est toujours à la tête de la structure d'une capacité de vingt-cinq places, animée par dix professionnelles qui s'efforcent de respecter le taux d'occupation qui est actuellement de 75 %. Un peu submergée par la gestion, la directrice veut à tout prix ne pas oublier son travail du départ : l'accompagnement des familles qui ont adhéré au projet proposé lors de l'ouverture des nouveaux locaux et qui favorise l'autonomie de l'enfant. Nom de code : Picker-Loczy. « C'est une méthode développée dans les années quarante dans une pouponnière de Budapest. Cette pédagogie favorise le développement psychomoteur de l'enfant qui va lui permettre d'explorer et d'intégrer toutes les postures sans l'aide de l'adulte. ici, les bébés évoluent au sol ; ils sont mis à plat dos et cette position permet le plus de détente et le plus de possibilités d'activités propre à son âge. Ça donne des enfants qui savent ce qu'ils veulent et qui se débrouilleront très bien dans la vie. »

Christine apprécie de mener ce parcours pédagogique en totale confiance avec ALFA3A. « Il y a un cadre qui nous permet d'être libres et autonomes. C'est une des dimensions humaines de l'association. »



Précurseur du multiaccueil à sa création en 1989, avec une halte-garderie et un accueil périscolaire, la crèche "Les Années Tendres" de Montanay a investi de nouveaux locaux communaux en 2005, pour accueillir 25 enfants de 3 mois à 4 ans. Ses anciens locaux sont utilisés par le centre de loisirs créé en 1992, l'accueil périscolaire et le RAM "Les petits copains".

L'objectif de l'accueil des plus grands est de favoriser leur autonomie par le jeu. Toutes les activités sont proposées et non imposées, tel que le prévoit le projet pédagogique du multiaccueil : aide-moi à faire seul.



La crèche "Les Années Tendres" a choisi d'installer les bébés sur le dos sur des tapis fermes, mais confortables. En période d'éveil, ils ne sont jamais mis dans une position qu'ils ne peuvent acquérir par eux-mêmes. Vêtements souples et pieds nus sont privilégiés pour leur permettre d'explorer toutes les postures possibles.



En fonction de l'enneigement, des sorties inter-centres à Mijoux sont organisées pendant les vacances d'hiver. Les petits de 3 à 5 ans du centre de loisirs de Thoiry et du Pays de Gex (Ferney-Voltaire, Divonne-les-Bains, Prévessin-Moëns) peuvent pratiquer la luge, les enfants de 6 à 11 ans le ski de fond et les raquettes.

Depuis quinze ans, le centre de loisirs de Thoiry propose une semaine thématique sur le cirque pendant les vacances d'été. Un clown professionnel intervient pour initier les enfants à la discipline.



Les sorties nature sont régulièrement pratiquées au centre de loisirs de Thoiry, du fait de sa situation géographique au pied du Jura.

Directeur ?

Patrick Pêtre a su concilier son métier de directeur et sa passion pour l'informatique. « J'ai pu, en les initiant, ouvrir les enfants du CADA de Miribel à un autre monde. » Trente ans plus tard, l'ordinateur n'est plus un moyen de développement mais un outil de découverte, via internet, et de gestion, via le logiciel qu'il a aidé à développer pour gérer un centre de loisirs. Grâce à sa sensibilité, il a toujours su voir devant les machines des enfants avides de savoir. « On ne peut pas faire ce métier sans âme, sinon on ne s'y retrouve plus soi-même. »

Patrick Pêtre est l'homme des missions délicates qui aura pas mal navigué dans la mare nostrum d'AL-FA3A, à des postes pas toujours faciles. Il démarre comme animateur à la Maladière, quartier mouvementé de Montluel dont le maire, à l'époque, n'est autre que le président de l'association. Il se partage avec Jassans-Riottier pour apaiser d'autres turbulences, part ensuite en mission à Marcy-l'Étoile, dans le Rhône, avec une feuille de route laconique : développer le centre de loisirs qui ne donne pas satisfaction aux élus. « Ce fut pour moi un beau challenge et une belle réussite. J'ai boosté les effectifs en créant des semaines à dominante qui sortaient de l'ordinaire. Humainement, ça m'a été difficile car j'avais l'impression de prendre la place de quelqu'un. » Compétent et motivé, Patrick a fait la preuve de ses aptitudes à diriger, gérer et animer. Il allait prendre du galon...

Début 1990, on l'expédie, lui l'homme des monts Pilat qui n'aime pas trop la ville, à l'autre bout de l'Ain. Changement de décor et de vie : il se marie et épouse aussi le pays de Gex qui le séduit dès qu'il pose ses meubles et ses valises à Versonnex. Il rejoint l'équipe du centre permanent de Ferney-Voltaire pour s'occuper des adolescents. En 1992, il ouvre le centre de Thoiry. « C'était un peu la roulette russe. J'avais quatre mois pour montrer le bien-fondé d'un centre

Tout un programme !

écartelé entre plusieurs lieux. Nous avons ouvert avec une huitaine d'enfants. À Noël, ils étaient une vingtaine. Nous en accueillons aujourd'hui plus de cinquante, à qui nous proposons chaque soir des activités participatives. »

À Thoiry, Patrick a appris à développer ce qu'il appelle la partie institutionnelle, c'est-à-dire à nouer des liens avec les élus et à être en cohérence avec la demande de la commune. En ce temps-là, la mairie ne souhaitait pas trop voir le logo de l'ALATFA à la porte d'entrée du centre. Aujourd'hui, chacun joue la carte de la confiance. Les locaux de l'Accueil de Loisirs sont engoncés dans la nouvelle école, construite aux dimensions d'une population scolaire en pleine croissance dans une région où cohabitent 140 nationalités. « Il est évident que vit à Thoiry une population aisée, mais c'est une image un peu fausse. Il y a des familles modestes pour qui c'est très difficile. »

Secoué dans son corps et obligé de se ménager, Patrick Pêtre reste solide dans ses valeurs et tient en haute considération son rôle de directeur. Avec son équipe – une directrice adjointe et six animateurs – il réfléchit sans cesse à la pertinence des horaires, à la qualité de l'animation, à la diversité des activités. Il va devoir s'adapter à l'extension prochaine des locaux qui permettra d'accueillir vingt enfants de plus. C'est loin la Maladière ? « J'aurais du mal à y retourner, mais ça reste un bon souvenir. J'ai l'impression de m'être un peu embourgeoisé ! »

« Je soutiens les valeurs de respect de l'individu et de développement de l'enfant que défend ALFA3A et j'essaie de les partager avec tous ceux qui travaillent avec moi ou qui nous confient leurs enfants. »

Patrick PÊTRE

Directeur du centre de loisirs de Thoiry





Fidèle au poste...

On ne la refera pas, en tout cas pas maintenant qu'elle est en retraite depuis cinq ans., mais c'est plus fort qu'elle : elle a accepté le rôle de conseillère technique au sein du service petite enfance et a rempli trois pages pour bien répondre aux questions qu'on allait lui poser sur son parcours ALFA3A. Voici donc Nelly Camponovo telle que l'éternité la fit, sourire accueillant et cheveux toujours blancs, reconnaissable entre toutes parmi les personnalités qui font partie de la vieille garde. Elle fut bien plus qu'un bon petit soldat...

« **A**près 25 années de vie professionnelle, j'avais envie de rester bénévole et je m'étais engagée à me mettre à la disposition du département petite enfance. Je suis rémunérée pour une dizaine d'heures. Aline Dodo qui était coordinatrice petite enfance m'a succédé et

est devenue ma directrice. » Reconstituer le parcours de Nelly Camponovo au sein de l'association qu'elle a rejoint en 1981, c'est retracer la montée en puissance de ce qui fut le département des actions éducatives qui mêlait alors petite enfance, centres sociaux ou de loisirs et réseau d'accueil. Il a fallu parfois couper les branches qui ne portaient plus de fruit, comme les séjours linguistiques ou

« Je tenais à transmettre ce qu'on m'a donné en matière de confiance et d'autonomie, même si aujourd'hui je ne suis plus rien, entre guillemets. J'ai toujours en moi cette envie de développer et d'animer. »

Nelly CAMPONOVO

Conseillère technique à la petite enfance

de vacances pour développer les structures d'accueil de la petite enfance, appelées à un bel avenir.

et à l'esprit

Le regard de Nelly est précieux car elle a vu s'imbriquer au quotidien les parties d'un tout et s'afficher une continuité de pensée et d'action qui, du logement à la formation, prenait en compte la dimension de chacun. « Les enfants des CADA partaient en centres de vacances ; ceux des centres de loisirs bénéficiaient de cours d'alphabétisation. Tout le monde travaillait dans le même sens. Cet esprit d'équipe était renforcé par la rigueur de l'organisation et favorisé par la grande marge de manœuvre qu'on nous laissait. » Nostalgique, Nelly ? Non, plutôt interrogative quant à la persistance de cet esprit maison, avec la crainte que le sel ne s'affadisse par manque de motivation. « Moi, je n'ai pas envie qu'ALFA3A s'arrête. Je redoute un certain décalage qui nous éloignerait des fondements de l'association. Surtout qu'il y a eu beaucoup de changements. Mais je crois qu'il y a encore des gens en interne qui ont envie de vivre et de défendre ces valeurs. » Dans l'exercice de ses responsabilités, Nelly Componovo a pu constater combien l'association avait toujours été pour ses collaborateurs une école de formation.

Ce qui explique un de ses rares regrets : le départ pour d'autres cieux de collaborateurs désireux d'évoluer dans leur carrière ou contraints par des mutations personnelles. Nul reproche dans son propos mais plutôt du remords : « Des personnes de valeur que nous avons recrutées, formées, qui ont fait leur miel des savoir-faire de l'association et qui, au bout de trois ou quatre ans, sont parties exercer leurs talents ailleurs. J'ai eu des coordinatrices extraordinaires qui ont fini par nous quitter. Est-ce parce que le lien affectif avec la communauté était moins fort ? »

C'est probablement pour cela qu'elle n'a pas voulu couper le fil qui la rattachait à ALFA3A où elle-même a fait ses premières armes en tant qu'animatrice à la cité de transit de Trévoux. « J'ai tout de suite dit d'accord à Jacques Dupoyet par le biais de son frère qui m'avait contactée, et je vous assure que je ne l'ai jamais regretté. »



Alors directrice du service Actions socio-éducatives, Nelly Camponovo a participé, entre autres, à la mise en place de l'Espace jeunes de Craponne dans les années 1990. En 2009, elle a accompagné la création du centre de loisirs en qualité de conseillère technique.



Nelly Camponovo a conseillé ALFA3A dans la reprise de la crèche Les Marmottes à Seyssel en 2006. L'association de parents bénévoles qui l'avait créée avait dû en arrêter l'activité pendant plus d'un an. La CAF et les élus locaux ont fait appel à ALFA3A pour qu'elle reprenne la gestion de la structure d'une capacité d'accueil de 15 enfants.



L'équipe du service Petite enfance se réunit toutes les semaines afin de faire le point sur les évolutions dans les structures d'accueil, sur les difficultés rencontrées et les projets.

Des structures qui savent évoluer

► **La Colombe à Grezieu-la-Varenne (Rhône)** a poursuivi son travail d'équipe autour de l'accueil d'enfants porteurs de handicap. L'utilisation quotidienne de la langue des signes en soutien à la verbalisation a été initiée en 2009. L'équipe travaille également sur l'accueil d'enfants présentant des troubles de la communication de type autistique en lien avec le centre de ressources autisme Rhône-Alpes.

► **La nouvelle crèche Flocon Papillon** En 2011, « Flocon Papillon » à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or a occupé des locaux de l'école maternelle du bourg. La réflexion sur l'aménagement de la crèche en construction s'est poursuivie lors de réunions organisées par les élus de la commune. La réorganisation de l'équipe début 2012 a été accompagnée d'une augmentation de la capacité à 40 berceaux.

► **Les temps forts des Éterlous** L'équipe des Éterlous à Nantua fait preuve de toujours autant d'imagination dans l'organisation des temps forts. En 2011, un potager a été créé, dont les enfants ont été les jardiniers assidus avant de déguster leur production. Depuis septembre, un journal de bord mensuel ludique, permet aux familles de suivre les activités et les nouvelles de la crèche. La structure est victime de son succès puisqu'elle a atteint un taux d'occupation de plus de 87 %.

La petite enfance, première étape du projet éducatif

Offrir un accueil de qualité et soutenir le rôle éducatif des parents : ALFA3A affiche clairement son ambition éducative qui veut donner à l'enfant des outils permettant à sa personnalité de s'éveiller et de s'affirmer. Elle veut aussi aider l'enfant ou le jeune à se construire en tant que personne par l'apprentissage de valeurs humaines et citoyennes.

Son projet éducatif se construit autour de trois objectifs : l'épanouissement de l'enfant ou du jeune, l'apprentissage de la vie sociale, la transmission des règles du « savoir être ».

ALFA3A est présente sur six départements (Ain, Doubs, Isère, Loire, Haute-Savoie, Rhône) par l'intermédiaire de 60 établissements dont 13 structures d'accueil de jeunes enfants (dès 3 mois), 1 jardin d'enfants (2-4 ans), 3 relais d'assistantes maternelles (RAM) pour l'accueil petite enfance, 43 accueils de loisirs (3-11 ans) et espaces jeunes ou « clubs ados » (12-17 ans).

Ses domaines d'intervention sont variés : organisation d'accueils de loisirs, de gardes des enfants en

mode collectif ou individuel, de vacances, organisation d'activités sportives et culturelles, animations de quartiers, etc.

Objectif premier d'ALFA3A : maintenir la qualité du service rendu aux familles, ainsi que l'accompagnement du personnel et des structures.

Autres objectifs : accompagner les communes dans leur politique « enfance-jeunesse », agir avec les habitants sur leur lieu de vie, être partenaire des parents et de l'école, développer l'expression de la



diversité culturelle, œuvrer pour une citoyenneté active.

L'action socio-éducative s'inscrit dans une logique partenariale, avec les collectivités, les écoles, les associations locales, les bénévoles, les

équipements culturels et sportifs, la CAF, la DDCS, les collectivités locales, les conseils généraux (Ain, Doubs, Isère, Loire, Haute-Savoie, Rhône), les intercommunalités et les communes.

S'adapter aux besoins des familles et des partenaires

Les CAF poursuivent la dématérialisation de la transmission des données statistiques. Le site Information Enfance Jeunesse permet d'enregistrer les états trimestriels et annuels. Le site « mon-enfant.fr » permet une mise à jour des pages de présentation et de renseignements sur les disponibilités de garde.

Le Conseil général et la CAF de l'Ain soutiennent les actions en faveur de la lecture : « Premières pages », initiée en 2009, et « Graines de lecteur » en 2010.

Les évolutions importantes des structures sont décidées en concertation avec les communes délégantes. Des commissions de concertation sont instaurées avec les élus, les principaux partenaires et des utilisateurs pour faire un bilan du fonctionnement des structures, des attentes, des projets en cours et à venir.



Le pôle Actions sociales et socio-éducatives regroupe les actions et services qui ne relèvent pas du logement, dont les services petite enfance (basé à Lyon) et animation (basé au siège).

Une offre de loisirs pour le service Animation Enfance Jeunesse

Conforter, renforcer et promouvoir la vie associative : le secteur Animation développe ses activités au service des collectivités locales et des familles. Il propose une offre de loisirs éducatifs, sous le couvert d'un projet pédagogique élaboré par les équipes d'animation en lien avec le projet éducatif de l'association fondé sur des valeurs de non discrimination, d'épanouissement et de valorisation de l'individu.

L'accueil périscolaire

La mise en place d'un projet pédagogique permet aux structures d'ALFA3A de se distinguer des garderies sans agrément. Il contraint au respect d'un taux d'encadrement et à la présence de personnes diplômées.

Les centres ayant signé des Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS) bénéficient d'un temps consacré à de la méthodologie du travail d'apprentissage ou d'approfondissement lors des accueils du soir, en lien avec les établissements scolaires et les familles. L'implication de bénévoles est importante.

L'accueil extrascolaire

Ce service souvent perçu comme un simple mode de garde par les familles, fait preuve de professionnalisme. Les animateurs proposent un temps d'accueil éducatif.

Les directeurs et leurs équipes élaborent des programmes selon des thèmes en lien avec les fêtes calendaires, les préoccupations sociétales ou autour de thèmes

propres à l'enfance. La plupart des structures privilégient les temps forts avec les familles en périodes de vacances.

Des rendez-vous inter-centres, permettent aux enfants de rencontrer des jeunes d'autres structures ou horizons et de participer à des événements comme La fête de l'Enfant.

Les mini-camps

L'organisation de séjours permet de proposer une panoplie d'activités. Les temps de vie collective sont des moments forts du projet pédagogique et permettent de répondre à des objectifs spécifiques.

Chaque responsable peut, à l'intérieur de son programme, proposer des séjours d'une nuit ou plus, à l'extérieur du centre.

Depuis six ans, l'association organise trois semaines de mini-camps, ouverts à tous les centres.

« Les semaines évasions » sont aussi en constante progression. Elles sont proposées aux 9-12 ans qui demandent de plus en plus d'activités spécifiques.



Cinq centres sociaux

ALFA3A gère 5 centres sociaux et un site de proximité :

- Le centre social Michelet à Yonnax (01) – Centre Social EST, annexe Quatre-ponts/Geilles et annexe Primevères/Nierme.
- Le centre social Mosaïques à Jassans-Riottier (01)
- Le centre social Terre en Couleurs à Bourg (01)
- Le centre social Malissol à Vienne (38)
- Le centre social Vallée de Gère à Vienne (38)
- Le site de proximité du quartier Carronières et des Ollières à Meximieux (01). Il est destiné aux adultes. C'est un lieu convivial, de mémoire et de citoyenneté, d'échanges et d'initiatives. Le projet de réaménagement urbain et son volet social en sont à l'origine.

Bien dans leurs quartiers...

- ▶ À Bourg, l'emménagement dans les nouveaux locaux du centre social « Terre en couleurs » ont été des temps forts pour les habitants du quartier « Terre des Fleurs ».
- ▶ À Jassans, la première édition du Méli-Mélo du centre social Mosaïques a permis aux habitants de tester les différents ateliers et activités proposés.
- ▶ À Yonnax, les enfants et les adolescents du quartier de Geilles ont réalisé deux fresques murales et réussi à créer une dynamique locale.



- ▶ À Vienne, l'agrément du centre social de Malissol a été renouvelé en 2010. La forte participation des habitants et de l'association Bien vivre à Malissol a plaidé en ce sens.
- ▶ 73 enfants et adultes du centre social Vallée de Gère ont passé trois jours au Parlement européen grâce au projet Mobilité européenne.
- ▶ Sans oublier... l'élaboration d'un diagnostic en vue d'un Projet Éducatif Local sur Nantua ; l'organisation de trois conférences débats, à Lagnieu, à Thoiry et à La Tronche dans le cadre d'un soutien à la parentalité ; la Fête de l'Enfant 2011 sur le thème du cinéma, pour les 40 ans de l'association.



c r o i s s a n c e

C'est souvent une étape difficile que celle qui vous fait passer de l'adolescence à l'âge adulte, du tâtonnement à la maturité, de l'apprentissage de la vie au savoir être. ALFA3A a vécu dans sa chair cette croissance ininterrompue, semée de projets et de remises en cause. Elle a dû sans cesse s'adapter aux exigences de sa mission. Aujourd'hui encore, l'association s'interroge sur son mode d'organisation et de gouvernance, sur ses ressources humaines et financières et sur l'avenir. Associer et

accompagner, orienter et former, communiquer et convaincre, assumer et partager : ce qui vaut pour les forces vives d'ALFA3A vaut aussi pour ceux que les équipes accueillent depuis quarante ans dans les diverses structures. Pour eux, elle n'a jamais eu d'autre plan que de permettre à chaque bénéficiaire, toujours considéré comme une personne, de grandir, de s'affranchir pour atteindre l'autonomie. C'est faire en sorte que la personne sache un jour pouvoir ne compter sur personne.

Ancien président national du Centre des jeunes dirigeants (CJD), chef d'entreprise éclectique et protéiforme, Gontran Lejeune, qui dirige aujourd'hui le cabinet de recrutement en économie sociale et solidaire Bienfaits et Associés, est, avant tout, le militant d'une "économie au service de l'homme". À la performance pure et dure, mais cloisonnante, pyramidale, génératrice d'angoisse et d'exclusion, il substitue la fragilité dont la mutualisation intelligente, dès lors qu'elle est exprimée, construite et mise en œuvre, peut devenir un formidable levier pour enrichir les femmes et les hommes de l'entreprise, donc l'entreprise elle-même. Homme de convictions, l'entrepreneur Gontran Lejeune renvoie au placard la tarte à la crème des "ressources humaines" pour s'intéresser, avant tout, "à l'architecture des relations humaines".

Gontran Lejeune :

« La fragilité est une chance »

Ne parlez surtout pas à Gontran Lejeune de performance ! Dans son acception usuelle et convenue, à défaut d'être consensuelle, ce terme, hautement symbolique, d'une économie de "profit", donc d'une société qui marche sur la tête en croyant la remplir et se remplir les poches, est quasi un gros mot, voire un non-sens. La logique d'hyper-performance a fabriqué une société anxiogène qui « engendre pauvreté, exclusion, individualisme, violence, déculturation, pollution ». Et que dire de l'espérance de lendemains que, seule, la méthode Coué invite, appelle, à chanter ! Aujourd'hui, ce n'est pas franchement le rêve : mondialisation, concurrence, suicides, crises, retraites licenciements, réchauffement climatique... « Et moi, en tant que dirigeant d'entreprise, que puis-je vraiment promettre à mes salariés compte tenu de la compétitivité et de la violence économique ? Jamais notre monde n'a connu autant de compétitions et il faut encore aller plus loin, plus de performance, de consommation, de compétences. Ne courons-nous pas sur la tête ? Allons-nous continuer cette partie d'échec les uns contre les autres ? »

Ce processus met en relief la "fragilité" – les fragilités – des hommes, explique en substance un dirigeant qui, lui-même, n'a pas été épargné par cette fragilité au moment où l'entreprise familiale de négoce de volailles a failli, avec une brutalité inouïe, être la victime collatérale et définitive de la grippe aviaire et du virus H5N1. Cette fragilité qui existe à tous les étages et les échafaudages, aujourd'hui essentiellement pyramidaux, de l'entreprise, est-elle une tare marginale qu'il faut éliminer, ou n'est-il pas temps de la prendre en compte et la considérer comme la composante essentielle de la richesse

humaine ? « Les gens créatifs sont fragiles », répond le chef d'entreprise. « Les gens innovants sont fragiles, les gens qui génèrent des qualités de relation humaine sont fragiles, les gens qui ont l'intelligence des autres sont aussi souvent des gens fragiles (sinon ils ne s'intéressent pas aux autres !). »

Donc, oui, il faut regarder les personnes au lieu de regarder des personnages et se dire que dépendre de l'autre n'est pas une aliénation mais une chance, que ne pas avoir toutes les compétences mais avoir besoin de celles de l'autre c'est une immense richesse. « Il nous faut apprendre à aimer l'incertitude car elle ne se réduit pas à l'absence de certitude mais elle devient alors l'émergence du radicalement nouveau. Je sais que nous avons souvent tendance à considérer, le déséquilibre, l'incertitude, l'incomplétude et l'instabilité comme des défaillances à corriger ; mais c'est bien à partir de ces défaillances que l'économie est en train de se repenser. »

Faire le constat d'une "aberration" humaine, autant que, finalement, économique peut être relativement facile (ou "tendance"), la crise actuelle donnant libre cours à toutes les démonstrations d'une déclinologie de l'humain face à des réalités financières promues et défendues comme incontournables et intangibles : tenter d'y remédier, c'est mieux.

C'est ce à quoi s'attache Gontran Lejeune dans les espaces qu'il occupe et s'est créés, y compris dans sa propre entreprise de recrutement de cadres pour les entreprises de l'économie sociale et solidaire, les ONG, le social et l'insertion. Beaucoup plus longues que les méthodes classiques, les procédures du cabinet s'attachent, après la découverte patiente de la personne (y compris à elle-même) à "la révélation" de son

potentiel, de tout son potentiel, et de ses facultés d'adaptation, à commencer par sa capacité à surmonter, justement, ses propres fragilités. « Au lieu d'afficher de belles valeurs, de beaux discours sur l'éthique (la culture du résultat est un blanchiment de l'éthique) », élargit Gontran

Lejeune, « nous ferions mieux de mesurer l'entreprise sur les quatre clefs qui la composent. »

Et de donner ces clefs :

- la clef des sous (le modèle économique, le produit, les clients, les fournisseurs) ;

- la clef du nous (l'organisation, le cadre du travail, le vivre ensemble) ;

- la clef des champs (discerner et réduire l'impact des produits sur la planète, pour les générations futures) ;

- la clef des autres, la plus importante (la responsabilisation sociale de l'entreprise, dans la proximité et avec ses salariés, la mise en œuvre d'actions - qui peuvent

être très simples - à vocation solidaire. "Réunir les quatre clefs en harmonie, c'est ça donner du sens à l'entreprise."

Gontran Lejeune définit l'idée et le principe d'une passation d'un contrat - autre que tayloriste - dans l'entreprise qui n'est pas, autrement que juridique, une propriété privée et qui appartient autant au capital qu'aux femmes et

aux hommes qui la composent. Au lieu de subordination, il préfère le contrat de relations.

« Pour qu'il y ait construction collective et engendrement réciproque, il faut passer de l'indépendance à l'inter-dépendance. » D'où trois propositions concrètes pour rendre possible "la

révolution de l'entreprise" :

- la suppression des pyramides (hiérarchiques) : il faut transformer le management (qui vient du mot manège, l'endroit où l'on fait tourner les chevaux, où l'on dresse, sans coercition mais avec tact) en dynamique de coopération et donner envie en impliquant chacun. « Il faut créer un capital de confiance commun basé sur la réciprocité, le don, en rendant chacun acteur et force de propositions » ;

- il faut oser la fragilité. Comme le dit Coluche, « pour aller plus

loin, il faut aller plus près ». À l'heure où l'innovation est considérée comme une issue de secours, « n'est-ce pas le moment de considérer l'immense richesse des compétences des autres comme un mode de pensée nouveau et de la centrer autour de nous-même et de nos organisations humaines ? » Il s'agit d'accueillir la fragilité des uns et des autres pour en faire une

force collective. « Une des grandes innovations de notre siècle devra être, par choix ou par contrainte, la découverte de la fragilité comme une chance, c'est-à-dire le fait que l'homme est fragile. Le JE a besoin du NOUS ! à condition que le NOUS reconnaisse le JE dans son humanité, dans sa fragilité ! » « Oser la fragilité, c'est oser demander à chacun d'exprimer ses peurs, ses attraits et aussi ses risques de rupture : dans les réunions organisées pour chaque projet de mon entreprise, ce qui m'intéresse, ce sont ces trois questions-là » ;

- arrêter de mesurer. Aujourd'hui, quand on parle de souffrance au travail, on se précipite pour la mesurer, rajoutant de la souffrance à la souffrance au passage ! Tout se passe comme si on pensait que ce qui ne peut se mesurer n'existe pas ! « À la mesure, je préfère le sens, le "courage du bon sens", avec des questions simples : qui suis-je ? Que peut-il advenir ? Que puis-je faire, que vais-je faire, et comment vais-je le faire ? Cessons d'inscrire tout définitivement dans le marbre. Battons-nous plutôt pour une égalité d'humanité et pour faire progresser les choses : cela s'accompagne d'une culture et d'une vision, bien plus que de pourcentages. L'entreprise est forte de la place qu'elle laisse aux plus fragiles, j'en suis persuadé. « Anesthésier la fragilité, c'est tuer l'humanité » : je me souviens avoir dit cette phrase à un artiste de rap, en préparant un spectacle pour un congrès du CJD. Voilà comme il l'a traduite : une entreprise devrait être « l'alliance de nos faiblesses, la multiplication de nos projets, la soustraction de nos problèmes et la somme de nos promesses ».



Immanquable ! La MIFE de l'Ain, le Bureau d'information Jeunesse et la Maison des étudiants occupent une place de choix à Bourg-en-Bresse, en bas du boulevard de Brou. En 2010, près de 10 000 personnes y ont été accueillies. Sans compter les 25 000 internautes qui ont fréquenté le site de la MIFE.



En 2010, 343 jeunes ont été suivis en entreprise dans le cadre des mesures régionales pour l'emploi soit : 116 en stages d'expérience professionnelle (SEP) et 227 en mini-stages.

La MIFE 01 a toujours été très active au sein du réseau national InterMIFE. ALFA3A a permis en 2005 de préserver les activités de la MIFE de SAVOIE et du foyer des jeunes travailleurs de Chambéry, regroupés au sein de Guidance 73 où siègent des administrateurs de l'association.



Marie-Pierre,

« On a eu du nez en la recrutant. » reconnaît Xavier de Place qui fut son patron. « On va devoir la remplacer. » s'inquiète Olivier de Vesvrotte. Marie-Pierre Buellet, elle, s'apprête à mettre un terme à vingt-cinq ans de très bons et très loyaux services au sein d'ALFA3A.

Elle y est entrée en 1987 pour s'occuper dans l'urgence des emplois vocationnels et a fini par contracter la vocation de l'emploi. Grâce à elle, l'association a pu s'imposer dans le champ disputé de la formation et de l'orientation professionnelle. Mission plus qu'accomplie...

C'est en dressant le bilan des premiers contrats Emplois vocationnels signés dans l'Ain que les supérieurs de Marie-Pierre Buellet ont vite compris à qui ils avaient affaire. Objectif fixé par la Région : 100 contrats par an. Résultat : cent contrats en six semaines. Elle qui avait prévu de ne pas rester plus de douze mois... Pas d'emploi sans formation, estiment les élus régionaux. Fort bien ! Marie-Pierre va ouvrir une deuxième brèche avec la Maison de l'Information sur la Formation (MIF) qui démarre en 1991 à Bourg et publie un an plus tard son premier *Guidance* qui recense l'offre de formation. La mission était d'en faire profiter l'ensemble des territoires de l'Ain. ALFA3A poussait ainsi sa "développeuse" vers un domaine qu'elle connaît bien, le terrain qu'elle parcourt et laboure en tous sens, sans relâche.

Au fil des années, son pré très carré va grignoter d'autres périmètres, parfois très convoités, au point d'avancer les pions jusqu'à la MIFE de Savoie et de Rhône-Alpes. Elle accueille en 2006 le Bureau information Jeunesse (BIJ) et ouvre en 2008 la Maison des Étudiants. La voici à la tête d'une vingtaine de collaborateurs, dont une cohorte de diplômés. Habituee à prendre des coups, adepte du franc-parler, percutante parce que pertinente, ce qui lui vaut d'être souvent redoutée, Marie-Pierre a dû apprendre

au pluriel

à ménager son monde. L'important, c'est que ça suive derrière et que les budgets soient à l'équilibre. « Chaque 1^{er} janvier, je ne sais même pas si les marchés qui nous font vivre seront reconduits. Il m'arrive la nuit de me demander de quoi demain sera fait. On a donc intérêt à bien faire notre boulot quand nous intervenons pour des donneurs d'ordres comme Pôle Emploi. Je peux témoigner que nos structures vivent une certaine forme de précarité. » Derrière le rouleau-compresseur Buellet, avance à petits pas une Marie-Pierre qui n'a jamais cessé de se former, de réfléchir aux actions qu'elle mène et, surtout, aux personnes qui en bénéficient. Elle sait, elle sent la détresse du chômeur de longue durée, l'inquiétude inavouée des salariés face à de probables charrettes, l'incapacité coupable du jeune qui ne veut ou ne peut se bouger pour aller vers l'emploi. Elle refuse d'avoir face à elle des résignés, comme d'autres ont leurs pauvres et les cultivent de peur qu'ils s'émancipent. Face au "bénéficiaire", elle pose la question de fond : bien-traitance ou bienveillance ? Loi des séries ou numéro à part ? Dossier ou individu ? Pour placer la personne au centre de ses possibles, pour avoir la conviction qu'on peut la transformer, voire même la transfigurer, « il faut avoir des compétences fortes et des ressources personnelles. » À deux doigts de la retraite, elle n'en manque toujours pas. Fatiguée mais inépuisable...

« Pour travailler dans l'orientation et l'insertion, il faut croire en l'éducabilité de la personne, vouloir son autonomie pour qu'elle rebondisse. Sinon, il faut faire autre chose. »

Marie-Pierre BUELLET

*Responsable Accueil Information
Orientation, Emploi*





Optimiste

Quand elle s'ennuie, elle s'en va. Manière de confier qu'elle se sent bien au poste de chargée de communication qui l'occupe avec bonheur depuis dix ans. Toujours souriante, jamais découragée, au service des services, en prise directe avec la direction, discrète mais efficace, positive malgré les contrariétés. Les qualités personnelles et professionnelles de Marie-Christine Blanchard vont comme un gant à cette mission qui la place au centre du dispositif ALFA3A.

Le nouveau site internet d'ALFA3A, c'est du Marie-Christine pur sucre, du concentré de Blanchard qui lui interdit de se mettre en avant. Recette : prenez une équipe représentative de tous les services ; épluchez le cahier des charges, laissez bouillir pendant vingt mois en saupoudrant bien de travail participatif et dresser à l'écran avec beaucoup de couleurs et de mouvement.

« Je suis convaincue que la communication est une force et je suis là pour passer les messages. Ce qui n'est pas facile dans une association qui gère l'urgence et l'éloignement géographique. »

Marie-Christine BLANCHARD

Chargée de la communication interne et externe

La vitrine en ligne de la boutique ALFA3A a pris un sérieux coup de jeune. « Je travaille dans l'ombre, au service des autres. La communication n'a pas de sens seule. Il est important que je permette aux salariés de donner le meilleur d'eux-mêmes, d'être fiers de leur travail pour les bénéficiaires. » Salariée parmi les

salariés, Marie-Christine Blanchard a le respect de ses "clients". « Je sais qu'ils travaillent souvent dans l'urgence, que certains regrettent d'être éloignés et pas assez reconnus du siège et qu'ils vivent eux-mêmes, pour bon

incorrigible

nombre, dans la précarité de leur emploi. »

Cette sensibilité, elle l'a acquise dans son poste de conseillère en formation, à Diapason. « Ce fut une expérience qui a changé ma vie. Nous pouvons tous nous retrouver d'un jour à l'autre dans une situation de basculement. » En passant de Belley à Ambérieu, et en acceptant la proposition de la direction de s'occuper de la communication, Marie-Christine n'a pas perdu l'acuité de ce regard. Elle s'en souvient en voyant tous les jours des bénéficiaires du RSA pousser la porte du siège pour rencontrer un conseiller Ainsertion +. « Il est important que même les services administratifs connaissent la réalité du terrain. Cela donne du sens à notre action. »

En dix ans, Marie-Christine a acquis une connaissance fine et profonde des rouages de l'association qu'elle décortique dans l'annuaire qui sert de boussole et qu'elle explique dans une lettre interne qui permet de ne pas perdre le nord. De la communication interne essentiellement, tant la charge est lourde. C'est, selon elle, une force qui donne le cap : « Il est essentiel que chaque salarié sache d'où vient l'association et vers quoi elle tend. » Elle a une façon bien à elle de décliner les trois A qui accompagnent le mot Alfa : « Bienveillance, coopération, entraide. Ce n'est pas rien dans la vie ! »

Postée entre direction et personnel, Marie-Christine s'est fortement impliquée dans le projet associatif. La première étape a fait l'objet d'un bilan sans concession ; la seconde se prépare et en tire les leçons. Comme elle n'est pas du genre langue de bois, elle estime de son devoir de faire passer des messages, même s'ils grattent un peu. « Les salariés ont besoin d'être reconnus dans leurs missions. C'est le rôle de la communication de valoriser l'action des services entre eux, mais aussi vis à vis de l'extérieur. Je suis très sensible à cette attente car je travaille sur le développement du sentiment d'appartenance qui passe forcément par cette reconnaissance en interne et en externe. »



manifestation organisée en partenariat avec la Ville durant la Semaine européenne de la mobilité.

Depuis la rentrée 2011, les nouveaux locataires des trois résidences étudiantes d'ALFA3A peuvent bénéficier d'un vélo facilitant leurs déplacements à Bourg-en-Bresse jusqu'en juin. Environ 30 VTC sur les 100 acquis par ALFA3A ont été remis le 21 septembre lors d'une

La fête de l'enfant pour tous les établissements d'ALFA3A permet aux enfants de rencontrer des jeunes d'autres structures, d'autres horizons et de participer à des évènements d'une plus grande ampleur.



Une année entière de préparatifs est nécessaire pour l'équipe d'organisation, avec l'aide ponctuelle de bénévoles.



Au sein d'un groupe de salariés représentant les services d'ALFA3A, Marie-Christine Blanchard a participé à la conception de la Charte d'accueil des établissements, issue des axes de progrès définis par le projet 2010. Le document a été élaboré avant d'être validé par la direction générale et le conseil d'administration, et affiché dans tous les établissements de l'association.



Pour la Fête de l'enfant, comme celle proposée au parc de loisirs de Bouvent à Bourg-en-Bresse en 2011, l'équipe organisatrice,

composée de bénévoles et de permanents, œuvre au service de l'une des missions de l'association : l'épanouissement des enfants.

Dans le cadre de son 35^e anniversaire, ALFA3A a animé une conférence-débat avec Jean-Marc Petitclerc, prêtre et éducateur de rue, sur le thème : « Crise de génération,



comment accompagner la personnalité ? » L'association se place ainsi au cœur des enjeux de société, en particulier dans le domaine de l'éducation et de l'action sociale.



ALFA3A est l'un des partenaires signataires du plan départemental d'intégration des populations immigrées 2011-2012 (PDI), en présence du préfet de l'Ain. Ce document fixe la cohérence des actions menées avec les acteurs institutionnels et associatifs.

Olivier a

*Ce siècle avait cinq ans. Qu'ALFA3A reparte !
Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte.
Hugo nous pardonnera ce malicieux emprunt qui nous permet d'évoquer l'arrivée d'Olivier de Vesvrotte au siège, en 2006. Un sourire, une écoute, et aussi une tête qui dépasse... La maison avait besoin de prendre un peu de hauteur pour s'adapter aux exigences du temps... faire face aux nouveaux défis. Jacques Dupoyet n'a pas voulu pour ce plan de bataille de vieux grognards, mais d'un jeune hussard que ses états de service antérieurs faisaient sortir du rang.*

Beaucoup se sont posé la question de savoir quelle place occuperait Olivier de Vesvrotte dans l'état-major, quand le directeur général, happé par la stratégie, l'intendance financière, les revues d'effectifs et les traités d'alliance, finirait un jour par choisir la retraite. Mais en attendant que l'heure sonne, il fallait passer à l'offensive.

« Je n'ai pas de plan de carrière. En revanche, j'ai besoin d'avoir un job qui ait du sens. ALFA3A apporte des réponses de proximité aux grands enjeux de société, et ose aller au-delà des clichés habituels pour se mettre au service de la personne, en vérité ». Inutile d'expliquer autrement son arrivée au sein de l'association, puis sa nomination au poste de directeur général adjoint. Plutôt que de songer à la relève, il a relevé le défi de la réorganisation des services qui a conduit à un partage bipolaire – le logement et les actions sociales et socio-éducatives – d'ALFA3A. « Je dois avouer que les premiers temps, le quotidien et l'urgence ont dévoré mon emploi du temps, ce sont la disponibilité et l'écoute qui m'ont le plus coûté en heures. Je sais d'expérience qu'il faut savoir se confronter aux réalités du terrain pour accompagner au mieux les équipes. »

pris racine

Olivier n'est pas fait de bois tendre. Il n'a pas pour autant l'écorce rêche. Trop dur pour céder à l'émotivité, trop humain pour faire la sourde oreille. « L'émotionnel ne suffit pas pour mener à bien le projet que poursuit ALFA3A. C'est un projet de société qui s'attache à défendre la place de l'homme dans la Cité. Il n'est ni politique ni confessionnel. Il est très moderne car il mobilise des sensibilités différentes autour d'une ambition partagée. Nous sommes au-delà du cadre professionnel habituel. Nous entrons en résonance avec ce projet puisque nous assurons cette mission à la lumière des vérités que nous portons en nous. C'est quelque chose d'atypique, un engagement collectif au service du bien commun. »

Les responsabilités ont désormais le mérite d'être bien cadrées : « Jacques Dupoyet incarne la vision stratégique, le travail en réseau, et porte le souci de l'équilibre financier. Le DGA que je suis est plus dans l'opérationnel. J'ai compris que nos collaborateurs avaient besoin d'écoute, de reconnaissance, d'appartenance. Il faut faire en sorte qu'ils soient en phase avec ALFA3A. La mission du directeur général adjoint est importante puisqu'il doit s'assurer de la cohésion d'une constellation composée d'une multitude de satellites. Je dois veiller à ce qu'ils restent en orbite autour de la planète ALFA3A et qu'il y ait entre nous une relation professionnelle faite de compétence, de confiance et de partenariat ». L'unité dans la diversité, et le souci partagé de mettre la personne au cœur de notre action quotidienne.

« ALFA3A agrège des personnes qui ont des convictions différentes. Toutes contribuent à un projet qui a du sens et qui va dans le bon sens. »

Olivier de VESVROTTE

Directeur général adjoint





Ô capitaine !

Pour Sophie Malartre, il y a un avant et un après et, entre les deux, un grand moment de bonheur : les vingt-quatre mois passés à la tête du pôle immobilier de l'association. Sa trajectoire professionnelle n'a pas varié depuis ses premières responsabilités dans la SA HLM Sollar et sa récente embauche à l'OPAC du Rhône : le logement social la passionne. Mais sa ligne de vie personnelle a fait un bond de comète quand elle a décidé d'embarquer en 2009 sur le vaisseau-amiral d'ALFA3A. Machine arrière et en avant toute...

« **L**e 14 février dernier, j'ai tourné la page, par obligation, mais le livre n'est pas refermé. C'est la raison pour laquelle, j'ai très volontiers accepté de témoigner. » Quand elle évoque son périple au sein d'ALFA3A, Sophie Malartre continue de parler au présent et

« J'ai gardé la foi ALFA3A, j'ai gardé cette énergie positive et j'avoue que j'ai du mal à lâcher. Ce fut un grand moment de ma vie que cette rencontre avec des collaborateurs qui m'ont portée. »

Sophie MALARTRE

Directrice d'agence à l'OPAC du Rhône

d'employer le nous. Le fil n'est donc pas rompu pour celle qui est arrivée au pôle immobilier avec pour mission de relancer la machine. Rude tâche mais vrai bonheur qu'elle raconte un peu comme une histoire d'amour.

C'est pourtant dans les larmes qu'elle a pris les commandes de ce service stratégique : celles d'une responsable de

site, menacé de fermeture, qui ne savait à qui confier sa détresse. « Une salariée qui pleure au téléphone... Je ne pouvais rester insensible. » Rassurer, redonner espoir, souder les équipes autour d'un même projet. En quelques mois,

Mon capitaine !

Sophie Malartre va “refaire les niveaux” pour faire repartir une mécanique quelque peu grippée. « Je leur ai expliqué que j'étais l'huile du moteur. Ils sont tous repartis. » Audit des agences, groupes de travail pour les responsables de sites, poursuite des journées du pôle immobilier, réunions pour nourrir le projet associatif 2008/2010 : toutes ses initiatives vont redonner du cœur à l'ouvrage.

« À ALFA3A, j'ai appris à regarder à 360°. La richesse de l'association, sa force extraordinaire, c'est de couvrir tous les champs de la personne, là où d'autres n'ont même pas dépassé la première étape de l'hébergement. ALFA3A est bien plus qu'un bailleur social. Elle a développé des activités qui ouvrent ses collaborateurs à d'autres valeurs, comme l'insertion ou la formation, et induisent une prise en compte globale du bénéficiaire. Les salariés ont cette dimension en tête. Ils sont solidaires et ambitieux pour les autres. Moi, je n'ai fait que renforcer leur savoir-faire technique pour conforter l'expertise du pôle immobilier. Sans eux, je me sens pauvre et perdue. Il faut avoir quitté l'association pour mesurer ce qu'elle peut apporter et s'avouer qu'il est difficile de vivre la même expérience ailleurs. »

Sûre de son embarcation, fière de son équipage, Sophie Malartre avait tracé et ouvert une nouvelle route. Mais le pilote a dû changer de cap et mettre pied-à-terre, la mort dans l'âme. Aujourd'hui, elle a un peu l'impression d'être restée à quai, tandis que le vaisseau-amiral d'ALFA3A poursuit sa navigation. Peu de temps après son départ, ses anciens collaborateurs ont jeté une bouteille à la mère. Leur message d'adieux commençait par ces mots devenus célèbres : Ô capitaine, mon capitaine ! Sophie en est encore tout émue. C'est donc dans les larmes du regret que s'est achevée sa traversée d'ALFA3A, celles d'un petit bout de femme qui fut une grande patronne. Elle a laissé dans son sillage beaucoup d'amitié et d'espérance qui ont marqué ceux qui faisaient cercle autour d'elle. Chacun a repris sa route. Au revoir, Sophie, et merci !



Sophie Malartre n'a pas initié la Journée du pôle immobilier, mais elle a su en faire un rendez-vous attendu par tous les collaborateurs éparpillés dans le parc immobilier, les résidences, les

foyers, les maisons relais, les appartements locatifs. L'occasion de doper les équipes, de confronter les expériences mais surtout de renforcer le sentiment d'appartenance à ALFA3A.



À Jassans-Riottier, une maison appartenant à ALFA3A a été démolie pour développer l'offre d'habitat aidé. Six logements collectifs ont été construits, dont quatre en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et deux en prêt locatif à usage social (PLUS). L'immeuble livré en juillet 2011 comprend trois appartements T2, deux T3 et un T4.

L'ouverture en 2009 de la maison relais de Saint-Genis-Pouilly était un dossier que Sophie Malartre avait à cœur. Ce fut la première ouverte par ALFA3A, en



attendant Oyonnax et Ambérieu, afin de loger dans la durée des personnes en très grande difficulté. Les premiers pas de cette "solution de logement très social" furent difficiles. La maison a trouvé depuis sa vitesse de croisière.

Le Bureau Information Jeunesse (BIJ)

Le BIJ est un lieu ressource et un repère en termes d'information et d'orientation. Créé en 2003 à l'initiative des collectivités locales et de l'État, installé dans les locaux de la MIFE, il propose un lieu pour les jeunes grâce à un réseau large de partenaires. L'accueil est anonyme et gratuit. L'accès à l'information est libre et des animateurs à l'écoute.

Actions du BIJ :

- Forum jobs d'été
- Forum des départs à l'étranger (en janvier) : informations, conférences et témoignages
- Chaque mois, le mercredi des métiers : journée d'information

Les services du BIJ

- Baby sitting grâce au fichier de jeunes inscrits au BIJ.
- Cours de soutien : fichier de jeunes proposant des cours dans diverses disciplines.
- Relais Envie d'agir : dispositif d'aide aux initiatives
- Relais Europe Direct : lieu de ressources et d'informations
- Espace emploi : accès à l'informatique et Internet

Les réseaux du BIJ :

- Le réseau Information Jeunesse
- Le PRAO (Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation)
- Le Res'Ain : Réseau des accompagnateurs de projets de jeunes dans l'Ain

La MIFE 01 : Orientation professionnelle,

La MIFE permet à la personne de prendre conscience de ses potentialités personnelles et professionnelles, et de les activer. Sa vocation est de conseiller, d'orienter et d'accompagner toute personne dans son projet professionnel de formation et d'emploi (évolution, changement d'emploi, création d'activité) sous l'appellation de Guidance professionnelle personnalisée (GPP). Elle est implantée dans l'Ain depuis 1991, à l'initiative d'ALFA3A.

Par définition tournée vers la personne, la MIFE 01 propose depuis son origine grâce à des conseillers compétents toute une palette de services qui ont évolué au fil des années :

- Accueil personnalisé de tout public : jeune, adulte, salarié, travailleur indépendant, demandeur d'emploi, femme en reprise d'activité, travailleur handicapé, créateur d'entreprise... ; premier accueil : SVP (serveur) téléphonique ;

- Des espaces d'information et d'auto documentation assistée sur les métiers, les cursus de formation, l'emploi, les dispositifs d'initiative locales...

- Offres de formations sur le site www.guidance-formations.com : possibilité de rechercher une formation par thème et/ou par lieu, parmi 7 294 offres de formation professionnelle (diplômantes, continues, en alternance et/ou à distance) proposées en France



et collectées auprès de 3 905 organismes de formation.

- Orientation et accompagnement de parcours professionnel par les entretiens et module d'orientation personnalisée : appropriation et formulation des acquis professionnels, aide à l'émergence des potentialités et des créativité, élaboration de projet professionnel, conseil personnalisé en formation, appui à la recherche d'emploi et à la création d'activité.

- Suivi et accompagnement dans les démarches : ajustement successif entre l'employabilité et l'environnement local, interface avec l'ensemble des partenaires.

- Guidance professionnelle personnalisée : La GPP s'appuie sur une approche globale centrée sur la personne pour faire émerger un projet professionnel. Par le terme de « guidance professionnelle », issue des expériences nord américaines d'orientation professionnelle, la

personne prend conscience de ses capacités, de ses potentiels, de ses compétences dans une relation éducative avec un conseiller pour une mise en mouvement et un acheminement vers la formation et l'emploi.

PERMANENCES

- La MIFE est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 12h et 13h30 à 17h30 sauf le mardi.
- Informations également accessibles sur les sites Internet www.intermife.fr et www.jemoriente.info, espace d'accueil en ligne créé en 2008.
- Les offres et dispositifs de formation sont accessibles sur le site www.guidance-formations.com



emploi et information jeunesse

UNE IMPLANTATION DÉPARTEMENTALE...

La MIFE est présente sur tout le département. Son siège est installé à Bourg-en-Bresse et une antenne à Oyonnax. Elle tient des permanences dans 14 communes : Ambérieu-en-Bugey, Bellegarde-sur-Valserine, Belley, Champagne-en-Valromey, Châtillon-sur-Chalaronne, Divonne-les-Bains, Ferney-Voltaire, Jassans-Riottier, Massieux, Montluel, Pont-de-Vaux, Saint-André-de-Corcy, Saint-Genis-Pouilly, Villars-les-Dombes.

... ET NATIONALE

Elle est membre du réseau national des MIFE fondé en 1988, rebaptisé INTERMIFE en 1998 (40 MIFE en 2010). Ce réseau est principalement implanté en Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Bourgogne. Mais il existe aussi des MIFE en Basse-Normandie et en Île-de-France et des établissements dans le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, la Guadeloupe et la Franche-Comté.

Des entretiens professionnels pour les plus de 45 ans

Dans le cadre de l'application du plan Séniors signé en 2009, une soixantaine de salariés de plus de 45 ans ont bénéficié d'un entretien professionnel dont l'objectif est d'éviter les pratiques discriminatoires liées à l'âge et de permettre au salarié d'anticiper la seconde partie de sa vie professionnelle.

Cet entretien, mené dans l'entreprise avec un supérieur hiérarchique, informe le salarié de plus de 45 ans sur ses droits en matière d'accès à un bilan d'étape professionnel, à un bilan de compétence ou à une action de professionnalisation. Il permet de mettre en avant ses compétences, ses besoins en formation, sa situation et son évolution professionnelle.

Suite à ces entretiens, 8 salariés de plus de 45 ans ont pu approfondir leur réflexion sur leur parcours professionnel avec l'aide des conseillers de la MIFE qui leur ont proposé soit un passeport formation, soit un diagnostic de milieu de vie professionnelle. Des actions ont été mises en place : 3 salariées ont débuté soit une formation soit une VAE afin d'obtenir le diplôme d'auxiliaire de

puériculture, 1 salarié s'est orienté vers un BPJEPS, 1 autre vers des formations en électricité, 1 salariée a souhaité poursuivre une formation à la gestion d'entreprise en vue d'une installation future, 1 salariée a bénéficié d'une VAE assistante de direction, enfin la dernière a pu suivre une formation sur la gestion des conflits et formation au discernement de la demande du public.

Prestations aussi proposées dans le dispositif d'accueil personnalisé :

- La validation des Acquis de l'Expérience (VAE) : actions de sensibilisation et d'information conseil auprès de publics cibles ;
- l'espace Balise, lieu et base de données dédiée à la création d'activités ou d'entreprise pour permettre un accompagnement des porteurs d'idées et de projets ;
- Les bilans de compétence, les ateliers de recherche d'emploi, les stages d'expérience professionnelle et mini-stages, les entretiens de milieu de carrière.

La MIFE 01 se définit comme un centre local de ressources documentaires de proximité sur la formation et l'emploi, une fonction d'animation locale de l'offre de formation. Une fonction de communication sur les dispositifs emploi de l'État ou de la Région.

Ses partenaires : le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) et le Centre interinstitutionnel de bilans de compétence (CIBC) de l'Ain.



Monographies

Dans le cadre d'Intermife Rhône-Alpes, un groupe de travail a

réalisé la rédaction de monographies qui retracent les parcours des consultants et évoque l'aspect qualitatif de la Guidance professionnelle personnalisée. (Penser et parler son expérience, La guidance professionnelle personnalisée, 78 monographies de parcours - Éd. de la Chronique sociale)

Une maison et des services pour étudiants

Le BIJ abrite dans ses locaux la Maison des Étudiants de Bourg-en-Bresse, mise en place en 2006 par l'association POLE SUP'01*. Les services proposés sont ponctuels ou quotidiens :

- Un guide pratique, *Le petit burgien*
 - Une journée d'accueil des établissements supérieurs à chaque rentrée universitaire
 - Un service logement : accompagnement et aide des étudiants dans leurs recherches, centralisation de l'information
 - L'organisation de forums avec le BIJ : forum des départs à l'étranger en janvier et forum jobs d'été en mars
 - Un accueil quotidien d'information
 - Des services d'information sur Internet : e-mailing d'informations locales, site Internet : www.jeunes01.fr et un profil Facebook : maison des étudiants de Bourg-en-Bresse
- *POLE SUP'01 regroupe l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de Bourg. Son financement est assuré par le Conseil général de l'Ain, la Région Rhône-Alpes dans le cadre du CDDRA (CAP3B), la Chambre de commerce et d'industrie, Bourg-en-Bresse Agglomération et la Communauté de Communes d'Oyonnax.





f a m i l l e s

Sans elles, les travailleurs immigrés de la fin des Trente glorieuses n'auraient été qu'une main-d'œuvre sans lendemain ni descendance. Avec elles, les foyers logements et les cités de transit ont pu imaginer un autre avenir, avec femmes et enfants.

La famille est toujours restée la seconde raison d'être d'ALFA3A, une urgence sociale permanente qui l'a poussée à se lancer dans la création de centres de loisirs, de centres sociaux, de cours d'alphabétisation, de formations

individuelles, etc. L'accompagnement social entamait ainsi sa marche en avant. La famille s'est imposée comme une valeur centrale, celle à qui tous les autres domaines d'intervention font référence, particulièrement le logement sans lequel on ne saurait se bâtir un avenir.

Remodelée au gré des évolutions de la société, mais finalement intangible sur ses bases, la famille reste pour ALFA3A une unité de valeur qui reconnaît la valeur de chaque unité. De cette équation dépend son équilibre.

Personnage hors du commun que Yannik Bonnet qui a laissé de profondes traces à Lyon et en Rhône-Alpes. Polytechnicien, il a mené une carrière professionnelle très active au sein de Rhône-Poulenc, où il fut directeur des ressources humaines, ou à la direction de l'École supérieure de Chimie de Lyon. Il a pu faire profiter de sa connaissance du monde de l'entreprise à l'occasion de conférences ou de la parution d'ouvrages comme « Être heureux au travail ». Ses convictions chrétiennes ont toujours transcendé la vie de ce père de famille de sept enfants, devenu veuf à l'âge de 63 ans. Il choisit alors d'être ordonné prêtre après des études à Rome. Il exerce aujourd'hui son ministère bien au-delà de la Bretagne où il vit, continuant de témoigner et d'écrire sur deux thèmes qui lui sont chers : la famille et l'éducation.

Yannik Bonnet :

Les familles face au défi éducatif

La famille est la première cellule de société, car c'est elle qui fait le premier investissement social en donnant la vie à un nouvel être humain. Sans cet investissement, la vie s'arrêterait rapidement et, aujourd'hui encore, dans certaines régions du monde, des ethnies finissent de s'éteindre et des valeurs jusqu'alors transmises disparaissent. La démographie déclinante de l'Europe est une alerte, dont nous devons tenir compte avant qu'il ne soit trop tard. Dans cette période de difficultés multiples, il est frappant de constater que les sondages rappellent régulièrement que, pour la majorité de nos concitoyens, la famille est l'ultime refuge sur lequel ils peuvent compter pour retrouver accueil et sécurité. La solidarité, cette forme sociale de l'amour, ne peut naître que dans la famille, dont la mission ne peut se limiter au don biologique de la vie. L'expérience montre bien et l'histoire l'atteste que la famille est le lieu premier et irremplaçable de la transmission des valeurs spirituelles et morales, qui fondent une civilisation. Après le don de la vie, l'éducation est la mission fondamentale de la famille et ceci explique que les idéologies totalitaires cherchent toujours à la détruire, y compris, comme c'est le cas aujourd'hui, en se prétendant libérales.

La société occidentale contemporaine a connu, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, un très grand bouleversement, un véritable « tsunami », qui a brouillé les repères de beaucoup et déprécié des valeurs universelles, que l'on croyait définitivement acquises, erreur funeste... Les premiers éducateurs par nature, les parents, ne s'en sont pas remis et, désorientés autant que dévalorisés par des intellectuels irresponsables et nocifs, ils ont souvent baissé les bras, avant de payer au prix fort le prix de

cet abandon. Les conséquences sont largement publiées par les sociologues scientifiques, qui nous décrivent toutes les dérives d'une jeunesse à l'interminable adolescence, avec une montée inquiétante de la déprime, du suicide, des violences, des viols, des addictions de toute sorte. Le défi éducatif est donc devenu le grand défi du troisième millénaire. La crise économique actuelle aveugle les esprits car elle n'est que le dernier avatar de la crise de société, qui a contaminé la famille, l'école, le monde du travail et celui de la politique, celui du sport et, en définitive toutes les cellules de la vie sociale. Il paraît donc indispensable d'analyser les aspects principaux de cette crise, d'alerter les parents, et de mobiliser toutes les forces restées saines du pays, pour aider la famille à jouer pleinement son rôle éducatif. En leur temps, les philosophes grecs de l'époque socratique avaient bien prévu le déclin irrémédiable de leur civilisation, pourtant admirable, si les parents et maîtres ne jouaient plus leur partition et l'avenir a montré qu'ils avaient vu juste. À notre tour, nous pouvons et devons alerter les familles et leur indiquer les secteurs essentiels de leur action.

Le premier fléau qui accable le monde occidental est le profond matérialisme dans lequel il baigne. Paradoxalement il provient d'un progrès économique sans précédent, accompli pendant la période dite des Trente Glorieuses (1945-1975), et dont on ne pouvait que se réjouir, puisqu'il avait contribué à l'émergence d'une importante classe moyenne, en réduisant considérablement les écarts de pouvoir d'achat entre les plus et les moins favorisés. La scolarisation des enfants avait pu être prolongée, l'habitat amélioré, la durée du travail diminuée, l'alimentation et la santé avaient contribué à

« L'être est de loin supérieur à l'avoir et c'est l'ordre qu'il faut remettre dans nos échelles de valeurs »

l'augmentation de l'espérance de vie grâce aux progrès de la science. Malheureusement, il semble que cet essor incontestable ait aveuglé nos contemporains, en leur donnant l'illusion que les biens matériels et sanitaires faisaient le bonheur, à eux seuls. Certes, les biens en question sont nécessaires pour assurer ce minimum de confort, sans lequel, disent les philosophes, la vertu est difficile à pratiquer. Mais il ne fallait pas confondre l'indispensable avec l'essentiel, la personne humaine ne saurait soigner que son corps et les besoins spirituels lui sont vitaux. Le bonheur, auquel aspire tout être humain, exige que la vie soit porteuse de sens, ce qui ne peut provenir des biens matériels, comme le montre à loisir la société de consommation. Le don de soi, l'amour de l'autre, la gratuité, le désintéressement, ne trouvent plus leur place face à l'idolâtrie des biens matériels. C'est le drame de notre société matérialiste et c'est au sein de la famille qu'il faut faire découvrir aux enfants, dès le plus jeune âge, ces valeurs spirituelles abolies par la montée des égoïsmes sacrés et de l'individualisme omniprésent. Si les familles ne le font plus, qui le fera ? Étonnez-vous que beaucoup d'enseignants dépriment, en constatant qu'ils doivent pallier des déficits imputables aux parents. L'être est de loin supérieur à l'avoir et c'est l'ordre qu'il faut remettre dans nos échelles de valeurs.

Le deuxième fléau, qui a frappé notre pays pendant les mêmes Trente Glorieuses, est celui de la perte du sens du bien et du mal. Nos contemporains, trompés par la contre culture venue d'outre-Atlantique, n'ont pas été gagnés par l'immoralité, c'est bien pire, ils sont devenus amoraux. Le terme de morale est devenu impossible à prononcer sans se voir traiter de

moralisateur, ce qui est disqualifiant. Pourtant, les sociologues réalistes ne se font pas faute de nous montrer par leurs études qu'il y a un « mode d'emploi » de l'homme et qu'on ne saurait le transgresser sans dommage. Les idéologues libertaires ont entretenu une funeste confusion entre cette capacité que nous avons de décider de nos actes et la liberté véritable, qui est le résultat du bon usage que nous faisons de cette capacité. Le drogué a usé de sa capacité de décision, sans être contraint, il croyait être libre alors qu'il se préparait un douloureux esclavage. Il est capital d'expliquer aux enfants que l'usage du libre arbitre, cette capacité de décider de nos actes, n'est pas la liberté assurée. L'animal est en pilotage automatique, dirigé par son instinct ou par un dressage. L'être humain dispose d'un poste de pilotage, équipé de l'intelligence pour discerner le bien du mal et de la volonté pour s'engager dans le bien et s'interdire le mal. L'éducation morale est indispensable pour prévenir les dérives comportementales d'une population, à qui la famille n'a pas appris le sens du bien et du mal ni donné l'habitude de la maîtrise de soi. Quand le bonheur est confondu avec le plaisir immédiat, il ne faut pas s'étonner que le plaisir devienne un esclavage tyrannique. Quand il est interdit d'interdire, la loi devient celle du plus fort et du plus malhonnête.

Le troisième fléau est celui de la perte de la ré-

flexion personnelle, du jugement et de l'esprit critique. La scolarité a été allongée mais l'école est devenue un lieu où l'on gave les élèves, où l'inflation des programmes et leur incohérence ne facilitent pas le rôle des enseignants, au demeurant mal préparés à faire réfléchir les élèves. La dégradation du fonctionnement de « l'ascenseur social » témoigne cruellement de ce désastre. Tout semble avoir été fait pour désorienter les parents, ce qui pénalise forcément les milieux culturellement défavorisés. Les médias de masse sont soumis à la dictature de l'audimat et contribuent, aux heures de grande écoute, à cet appauvrissement culturel. Les anciens, dont je fais partie, ont tous connu des personnes au bagage scolaire limité, qui savaient interroger et s'interroger, réfléchir, raisonner avec bon sens et ne pas « gober » n'importe quelle sottise. C'est la famille qui doit transmettre ce désir d'être dans le vrai et de ne pas être le jouet des manipulateurs si présents dans un monde amoral. C'est elle qui doit apprendre à ses enfants à préférer les maîtres exigeants aux enseignants démagogues. Il convient d'ajouter qu'il émerge un nouveau et grave danger avec la prolifération des jeux vidéo et l'augmentation du temps passé devant les écrans : le virtuel remplace le réel, ce qui explique des actions dangereuses ou violentes, dont les acteurs ne perçoivent plus la réalité. En conclusion, tout doit être fait pour aider les familles à relever ce défi de l'éducation. C'est la famille qui peut et doit apprendre à respecter l'autre et les règles de la vie en société, à canaliser ses pulsions, à ordonner ses besoins, à maîtriser ses passions, à rechercher à être dans le vrai, à affronter les difficultés, à donner de soi-même : il en va de l'avenir de notre civilisation. Qu'Alfa3A poursuive son œuvre.

Le foyer-caravaning a été ouvert en 1976 pour accueillir les ouvriers qui travaillaient dans le tunnel du STS puis du CERN. Au



fur et à mesure que des familles déracinées s'installaient là, ce foyer a pris des airs de bidonville avec des baraques qui parfois prenaient feu. Le foyer a été fermé puis détruit et ses occupants relogés dans le pays de Gex.



Les équipes de Saint-Genis-Pouilly et de Ferney-Voltaire réunies pour fêter le départ en retraite d'Annie Mouillot qui fut, pendant 20 ans, employée de collectivité. Robert Martin n'a pas choisi cette photo au hasard : tout le monde a sa place dans l'équipe. Le ménage est un travail ingrat mais essentiel pour la propreté des foyers.



Mixité des habitants, mixité des habitats, le quartier Schuman est l'illustration de la mixité totale où les logements sociaux côtoient les logements privés. Cet espace a pu se sentir exclu,

loin du centre de Saint-Genis-Puilly, en bordure d'un axe très fréquenté. La ville aujourd'hui rejoint le quartier qui accueillera bientôt le nouveau lycée international, un gymnase, un centre nautique et une maison médicale.

« Je fais partie

Il n'est pas le plus ancien dans la carrière ALFA3A, mais il est celui qui, après 33 années de service, s'émerveille chaque matin d'en faire toujours partie et d'y trouver encore son bonheur. Il est resté comme aux premiers jours quand, éducateur, il s'occupait des enfants de la cité de transit de Geilles, à Oyonnax. Elle a fermé deux années plus tard. Avant de prendre cette décision, on ne lui a pas demandé son avis, mais il le donne quand même : ce fut une profonde erreur : « On a tout simplement abandonné la misère. »

Robert Martin a pris ses responsabilités d'adjoint de direction au foyer-résidence Robert-Schuman en 1980, à Saint-Genis-Pouilly, commune du pays de Gex qui allait devenir son centre de gravité. Voltaire, son proche voisin, avait fait de Ferney l'auberge de l'Europe par où transitaient beaux esprits et menu fretin. Lui, Robert Martin, fera, au début, de son foyer-caravaning des Craz et, par la suite, de ses deux résidences, un havre ouvert au monde entier où se côtoient bénéficiaires du RSA et SDF globe-trotters de la misère, ouvriers des chantiers du Cern et physiciens attirés par le cyclotron. Leur dénominateur commun ? L'impérieuse nécessité de se loger dans un pays de Gex où les places sont chères et rares. Ce qui suppose une mixité sociale, imposée ou consentie, peu importe pourvu que l'on vive sous le même toit dans la paix du foyer. Il y veille avec bienveillance. L'ensemble immobilier, composé aujourd'hui de trois résidences, totalise 259 chambres et affiche presque toujours complet. Le directeur ne fait pas la différence entre ses divers locataires : « C'est un établissement familial. La direction est proche du client-résident. » Pour être sûr de bien le recevoir, il met un soin particulier à l'entretien du bâti qui est devenu sa passion.

Depuis cinq ans, Robert Martin est seul maître des lieux.

des meubles. »

Une nomination qui l'a libéré. « J'avais des idées, des projets. Plus je prends de l'âge et plus je me sens confiant. » Ses projets, il a pu les mener à bien. Confiance, autonomie. « Je suis attaché à l'intelligence collective, à l'échange des idées et des savoir-faire. » Pour son travail, il n'a que dévouement ; pour ALFA3A, il n'a que dévotion. Dans son autel des lares domestiques figurent Jacques Vial, qui fut son patron et son mentor au service immobilier du siège, et Sophie Malartre, responsable du pôle du même nom et partie sous d'autres cieux. Inutile de lui demander s'il partage les valeurs de l'association. Mieux, il les vit, apôtre du bien social, moine-soldat de la solidarité. En fait, Robert rend à la mesure de ce qu'il a reçu dans le secret de son cœur. « L'échec, c'est d'offrir l'urgence, un toit, un travail, un secours alimentaire, sans découvrir les blessures profondes de certaines personnes que l'on voit repartir sans qu'elles aient saisi l'aide qui leur était proposée. »

Quand il parle de Jean-Paul, un SDF à qui il a procuré un toit et un emploi au terme d'une longue errance, sa voix tremble. Grâce à lui, cet homme-là a eu le droit de mourir dans la dignité. La dignité, une valeur que Robert regarde aujourd'hui bien droit dans les yeux

parce qu'il lui a dédié sa vie. « Il ne faut jamais toucher la personne dans sa dignité. Trop de gens parlent, trop peu de gens écoutent. J'essaie de ne pas faire de bruit. » Dommage parce que Robert a encore bien d'autres choses à dire... *Stille Wasser ist tief* dit le proverbe allemand. L'eau qui dort est profonde. Chez lui, elle est aussi limpide.

« À partir du moment où un salarié du social pense d'abord à lui et à regarder la pendule, il se place dans l'incapacité d'assurer sa mission. »

Robert MARTIN

Directeur du foyer Robert-Schuman de Saint-Genis-Pouilly





Bienvenue

La trentaine toute fraîche, aussi fraîche que son arrivée au sein d'ALFA3A, en mars 2011, comme conductrice de travaux. Aïcha Bouzidi a choisi de délaisser Lyon pour vivre dans le Bugey et de quitter le bureau d'études qui lui a permis de roder son BTS d'économie de la construction pour une association dont elle ignorait tout. Elle a préparé ses entretiens d'embauche en feuilletant les pages du site internet. Depuis qu'elle est dans la place, elle est totalement connectée...

Elle était attendue puisqu'à peine arrivée, tout le monde l'appelait par son prénom. Elle ne s'attendait pas à être aussi vite intégrée dans l'équipe « patiente et volontaire » du pôle immobilier. Elle fait maintenant partie de la génération qui monte : au troisième étage avec

« Nous ne sommes pas là pour rien : nous sommes là pour améliorer la qualité de vie des locataires et des résidents, et c'est pour cette raison que je m'investis énormément. »

Aïcha BOUZIDI

Conductrice de travaux

un sourire matinal qui lui donne des ailes ; au créneau pour arbitrer les bisbilles entre locataires et entreprises ; en puissance pour prendre la mesure de son secteur d'intervention, borné par Lyon, Bourg et Chalon et semé de résidences étudiantes, de résidences sociales et de logements diffus. Un vrai courant d'air

qui prouve qu'elle a donné la priorité au terrain. Pas de stress, pas de carcan. Aïcha est heureuse dans ce poste où on la laisse gérer son temps. Alors, forcément, elle court, plans et échantillons plein les bras, pour aller s'occuper de ses logements vacants ou réhabilités en site occupé. Durant quelques semaines, le temps d'adapter la

Aïcha !

cuisine et la salle de bains, entreprises et locataires ne font pas toujours bon ménage. Elle écoute, elle explique, elle arbitre lors de ses fréquents passages sur les chantiers. « J'ai appris à être plus patiente et plus calme. Quand il y a un conflit, je laisse "reposer", des deux côtés. Les locataires se sentent souvent incompris, abandonnés. Le simple fait de les écouter les rassure. J'apprécie quand ils m'avouent, une fois les travaux terminés, qu'ils sont super-contents. En fait, il y en a peu de vraiment pénibles. »

Heureuse d'être passée dans le camp des maîtres d'ouvrage, Aïcha s'occupe aussi de la rénovation des logements vacants que vient d'acquérir ALFA3A. Une fois dans les murs, elle n'a de cesse de se mettre à la place du futur locataire. « Si je devais habiter ici, qu'est-ce que j'aimerais ? Je me pose toujours cette question. C'est une manière de répondre à l'objectif qu'on m'a fixé : comprendre et aider les personnes que nous logeons. »

Aïcha ne regrette pas le bureau d'études où elle a fait ses premiers plans ni les 365 logements de Vénissieux qu'elle a eu à rénover. Elle a choisi ALFA3A pour se rapprocher d'Ambérieu et élargir son horizon professionnel. Avec un souhait à la clé : rester si possible dans le logement social. Elle est comblée ! « En lien avec les responsables de sites, au contact des locataires et des artisans, j'effectue un vrai travail social et j'apprécie d'intervenir à la fois dans le domaine du logement et l'insertion. C'est un vrai plus que j'ai découvert ici. »

Elle se sent bien en accord avec les valeurs d'ALFA3A : « Nous gérons des logements sociaux destinés à des personnes perdues, des demandeurs d'asile, des pauvres. J'espère que cette société va grandir, qu'elle va encore construire et que nous aurons plus de patrimoine à gérer. » Société ou association ? « Pour moi, c'est une association qui fonctionne comme une entreprise. C'est aussi une association bien particulière, comme on n'en rencontre pas souvent. » Forcément, le siège ne lui avait pas tout dit !



Dans le cadre de la réfection des cuisines du parc immobilier d'ALFA3A à finaliser avant 2012, Aïcha Bouzidi et son collègue Gildas Broudic, également conducteur de travaux, définissent les prestations avec les entreprises pour obtenir les mêmes services et homogénéiser le patrimoine d'ALFA3A.

La réfection de la toiture-terrasse du foyer du Trêve à Miribel, démarrée mi-octobre, s'achèvera fin décembre 2011. L'objectif est de rénover les toitures-terrasses des trois foyers d'ALFA3A et d'améliorer l'isolation thermique.



Des travaux d'embellissement, comme ceux accomplis dans la résidence sociale Auguste Renoir à Bourg-en-Bresse, sont réalisés tous les ans dans les chambres et couloirs du parc immobilier locatif d'ALFA3A.



Le centre social Vallée de Gère, créé à Vienne (Isère) en 1997 et géré par ALFA3A depuis 2007, a été aménagé dans une ancienne usine. Pour autant, cette particularité des locaux ne freine

pas la dynamique des habitants de la vallée. En témoigne la fresque réalisée en 2011 par des jeunes de 10 à 17 ans pour rafraîchir le hall d'entrée du centre.

Le centre social de Malissol à Vienne, géré par ALFA3A depuis 2007, se caractérise par une offre de services intergénérationnels :



centre de loisirs, secteurs jeunesse (11-17 ans) et famille. Logée dans une ancienne ferme réhabilitée et agrandie, la structure propose également un cyber café dans une dépendance de la bâtisse.



Outre les nombreuses activités proposées, le centre social Vallée de Gère accueille les enfants dès l'âge de 3 ans dans son centre

de loisirs et les personnes âgées dans son foyer restaurant.

« J'apprécie

Les quartiers à Bron ou à Saint-Priest, l'éducation populaire à Vienne : Emmanuel Petit a trouvé dans sa formation et son expérience de travailleur social l'occasion de défendre ses valeurs. Les mêmes qu'ALFA3A ? Il s'est posé la question lorsque l'association a repris en 2007, à l'occasion d'une DSP, la gestion du centre social de la Vallée de Gère dont il était devenu directeur quelques mois auparavant. La réponse ne laisse pas de place au doute : « La gestion d'ALFA3A est reconnue comme une gestion où les habitants participent. » Un vrai terrain d'entente...

D'un côté, les contraintes : une artère de trois kilomètres de long où transitent 10 000 véhicules par jour, une rivière encaissée, des friches industrielles et un habitat vétuste ; de l'autre, les "possibles" : des communautés vivantes, un espace urbain en mutation, l'intérêt des partenaires financiers ; au milieu, installé au premier étage d'une usine désaffectée, le centre social qui s'anime comme une fourmilière. En quatre pages, le dépliant de présentation va à l'essentiel : l'enfance (un centre de loisirs), la jeunesse (un espace pré-ado), le soutien scolaire (des ateliers de réussite éducative), les adultes et les familles (des ateliers sociolinguistiques à la chorale en passant par le tricot), le tout résumé en un seul credo : Ensemble !

En une heure, Emmanuel Petit détaille avec conviction le nouveau projet social qui ne renie pas les fondamentaux du précédent : l'importance des associations et la nécessité de l'accompagnement ; mais il va plus loin : « Notre projet s'identifie aux attentes de ce territoire avec trois priorités : l'insertion et la réussite des apprentissages, la lutte contre l'isolement et l'accompagnement des personnes âgées, la connaissance des différentes nationalités. »

Parce qu'il a choisi l'action plutôt que les positionnements idéologiques, parce que ses permanents se sont imposés en techniciens et non en théoriciens, le centre social de Gère a

d'être autonome. »

marqué des points : « En quatre ans, nous sommes passés de 400 à 850 adhérents, d'une à cinq associations d'habitants, de 25 000 à 43 000 heures de soutien scolaire. » Résultat : moins de turnover dans les onze emplois à temps plein et plus de stabilité dans la vie du centre.

Emmanuel a trouvé dans le mode de gestion d'ALFA3A bien des avantages : l'autonomie, la confiance, l'appui du siège, l'indépendance aussi : « La direction générale ne m'impose aucune contrainte sur les actions, les idées, les modalités. Jamais. » La bride sur le cou ? Non, « la même compréhension des enjeux ». Dans son enclave viennoise, Gère est en quelque sorte un condensé d'ALFA3A : « La multiplicité des activités de l'association trouve son écho dans ce que nous entreprenons ici. J'y vois beaucoup de cohérence. »

Se comporter en professionnel évite bien des errements. Pas de compassion. « Je me mets sur un pied d'égalité avec les adhérents. » Pas de laxisme béat. « À partir du moment où l'on fait confiance, les associations ont la capacité de se prendre en main ». Pas de supériorité. « Nous avons tous des choses à partager. » Emmanuel Petit n'est pas un pur produit ALFA3A, mais il s'est coulé dans un moule confortable : « Il nous permet, sur le terrain, d'adapter, de réactualiser, de nous mettre en conformité avec l'action. À Gère, nous avons une vraie volonté politique de transformer ce quartier et de lui donner le visage le plus accueillant possible. Dans mes différentes responsabilités professionnelles, j'ai toujours voulu montrer que les quartiers sont des lieux de vie riches, habités par des gens pleins de ressources. »

« L'autonomie, c'est être confronté directement aux responsabilités. La mission prend alors une toute autre dimension. »

Emmanuel PETIT

*Directeur du centre social
de la Vallée de Gère*



L'hébergement d'urgence



Le dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (DHU) a été créé en 2001 pour pallier au manque de places dans les CADA. Une de ses principales missions concerne l'accueil des demandeurs d'asile primo-arrivants sur le département, la domiciliation, l'orientation, l'hébergement et l'accompagnement social. Depuis 2004, ALFA3A est missionnée par la Préfecture de l'Ain pour domicilier les demandeurs d'asile. La halte de nuit a cessé son activité en juillet 2010. Vingt chambres ont été installées au foyer résidence Renoir de Bourg-en-Bresse, gérée par un Service d'Accueil et d'Orientation spécifique (SAODA). Sept principaux foyers assurent cet accueil dans l'Ain : Bourg-en-Bresse, Cormaranche-en-Bugey, Culoz, Hauteville-Lompnes, Oyonnax, Saint-Vulbas et Trévoux. Ils prennent en charge l'accompagnement social, administratif et médical. La mission d'accompagnement par l'emploi et le logement, menée par une conseillère en économie sociale et familiale (CESF), permet aux familles statutaires et régularisées d'intégrer des logements autonomes.

Logement et accompagnement social :

L'immobilier reste la pierre angulaire d'ALFA3A qui gère un parc de plus de 3000 logements dans trois départements. Elle entend œuvrer ainsi au respect de la dignité de la personne en proposant des logements décents. Le service gestion locative accompagne les personnes dans un parcours résidentiel. Le service patrimoine organise les travaux d'entretien et suit les programmes en réhabilitation ou en construction.

Le Pôle Immobilier gère en 2011 :

- 8 foyers dans l'Ain et la Saône-et-Loire, soit 1531 logements meublés répartis en chambres et studios : (Jean de Paris à Ambérieu, Le Trève à Miribel, Marcilleux à Saint-Vulbas, Saint-Léger à Oyonnax, Serpollet à Culoz, Robert-Schuman à Saint-Genis-Pouilly, Fétan à Trévoux et ALATFA à Montceau).
- 10 résidences sociales dans l'Ain et la Saône-et-Loire, soit 574 logements meublés de la chambre au T5 : Les Lilas fleuris à Bellegarde ;

Clos Dubost à Belley ; Roberte-Bergeron et Pierre-Cormorèche à Oyonnax ; Paul-Barberot et Auguste-Renoir à Bourg ; Charles de Foucauld et Henri Dunant à Ferney-Voltaire ; Pierre Chanel à Vonnas et Plateau Saint-Jean à Chalon-sur-Saône.

– 6 résidences pour étudiants dans l'Ain et le Rhône, soit 340 logements meublés de la chambre au T2 : Les Bons-Enfants, Juliette Récamier et Les Sardières à Bourg ; Georges-Champetier et Henri-Moissan à Bellignat-Oyonnax ; Raoul-Follereau à Lyon.

– 4 résidences tout public dans l'Ain et le Rhône, soit 149 logements meublés du T1 au T3 : La Gare à Oyonnax, Robert-Schuman à Saint-Genis-



Pouilly, Albert-Schweitzer à Ferney-Voltaire, Les Sapins à Hauteville et Albert-Schweitzer

– 2 maisons relais-pension de famille, soit 38 logements meublés répartis en T1 et T2 : Roberte-Bergeron à Oyonnax ; Sœur Emmanuelle à Saint-Genis-Pouilly.

– 1 résidence pour personnes âgées de 24 chambres meublées à Châtillon-en-Michaille.

– Un parc locatif de logements non meublés de 167 logements dans l'Ain et le Rhône du T1 au T5 : répartis en 153 logements d'insertion et 14 logements non conventionnés.

– 7 logements (du T2 au T4) en intermédiation locative dans le pays de Gex, à Bourg, en Val-de-Saône et en Dombes-Côtière.

– 11 locaux commerciaux dans l'Ain et le Rhône.

– un centre de conférence et de congrès à Lyon, comprenant un amphithéâtre de 110 à 350 places, 18 salles de réunion de 10 à 90 m² et 3 salles de réception de 20 à 330 m².

Les permanences juridiques

Fin 2009, des permanences socio-juridiques ont été créées avec le soutien de la DDCS de l'Ain. Depuis la fermeture du réseau d'accueil des étrangers et du service social d'aide aux émigrants en 2005, les populations étrangères étaient dépourvues d'un lieu ressource où s'informer sur la législation, la réglementation et les procédures. En 2011, plus de 315 personnes ont été reçues à Oyonnax et à Bourg-en-Bresse. 894 cas ont été traités, dont 477 demandes par téléphone. L'agent de développement local pour l'intégration (ADLI) a participé à la mise en place du plan départemental d'intégration (PDI), et à l'animation d'Ain Pacte.



La journée annuelle du Pôle immobilier, une occasion d'échange et de partage pour les responsables de site.

héberger et accompagner dans un parcours résidentiel

Les programmes immobiliers en cours.

Construction de 31 logements neufs THPE à Ambérieu-en-Bugey sur le tènement du siège social d'ALFA3A. Une mixité sociale sera également respectée avec des logements en PLAI et PLUS. Livraison prévue courant octobre 2013

- Réhabilitation de 24 logements « Les Marmousets » à Ferney-Voltaire: 18 T1 et 6 T2. Livraison prévue en 2012.

- Construction neuve d'une maison relais de 24 logements T1 à Ambérieu-en-Bugey
- Construction neuve de 15 logements sociaux à Ambérieu-en-Bugey.

Partenariats.

ALFA3A est membre de l'UNAF0 (Union des professionnels de l'hébergement social), et adhèrent à la FAPIL (Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement). www.unafo.org
www.fapil.net
www.adalogis.fr

L'hébergement d'urgence et la réinsertion sociale

C'est le pôle Actions sociales et socio-éducatives qui gère ce service et les structures délocalisées :

- Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) d'Oyonnax-Bellegarde-Nantua est réparti sur plusieurs sites. Il est agréé pour 37 places, 10 en logement d'urgence, 6 en stabilisation et 21 en insertion. En juillet 2010, l'antenne principale du CHRS a déménagé dans de nouveaux locaux, plus centraux quittant ainsi le

site de Geilles excentré et trop stigmatisé.

- **L'accompagnement post CHRS**

Service facultatif pour stabiliser les personnes



sorties du centre en logement autonome.

Depuis 2011, il est remplacé par le dispositif d'accompagnement vers et dans le logement (AVDL). Il permet de recevoir en journée toute personne en difficulté pour l'orienter vers les structures qui pourront la prendre en charge.

- **L'hébergement d'urgence hors CHRS** Ce service annexe permet un accueil inconditionnel et sans sélection de personnes, dans le cadre d'une mise à l'abri immédiate

L'accueil des demandeurs d'asile

Depuis près de 30 ans, ALFA3A a témoigné d'une expertise reconnue dans l'accueil des demandeurs d'asile. Mission dont elle continue de s'acquitter par le biais de deux dispositifs.

- Les CADA
Alfa3A gèrent trois Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) pour un total de 237 places : Miribel, Culoz et Ambérieu. Le dispositif d'accueil en CADA est financé

au titre de l'aide sociale de l'État. Sa mission principale est d'accompagner les demandeurs d'asile dans la



procédure d'asile et préparer les personnes hébergées à la sortie du CADA.

- **Le Centre Provisoire d'Hébergement (CPH)**

Implanté au foyer de Miribel, il intervient dans le prolongement du CADA en accueillant 50 personnes statutaires pour une durée maximale de six mois de prise en charge, afin de les préparer à une insertion la plus complète possible.

L'accompagnement social

Dans la pratique quotidienne de l'association, c'est s'assurer que personne ne restera « sur le bord du chemin » et faciliter l'accès au droit des plus démunis. C'est aussi, au-delà de la nécessité de loger, permettre au locataire d'entrer dans un parcours adapté à ses nouvelles conditions d'hébergement.

L'accompagnement de la personne est au cœur du projet social et culturel d'ALFA3A, l'un des trois A affichés dans sa raison sociale. Services et actions sont développés pour permettre aux personnes d'être plus autonomes vis-à-vis des services de l'État (administrations) et des divers corps intermédiaires publics ou privés (entreprises, collectivités locales, associations...). ALFA3A veut permettre à chacun de se construire et de trouver sa place, en privilégiant une approche globale de la personne et une pédagogie de l'accompagnement. Elle entend aussi contribuer par son action à :

- Apporter une attention préférentielle aux plus démunis
- Faciliter l'accès aux droits
- Inciter à la prise en compte de l'action sociale dans le champ du développement local.





s o l i d a r i t é s

C'est un mot universel dans le langage des hommes, un mot qui garde tout son sens et toute sa sonorité dans la plupart de leurs langues. C'est aussi un terme très récent qui puise son origine dans le substantif latin de solidité avec qui il fut longtemps en concurrence. Autant dire qu'on perçoit intuitivement la solidarité comme le fondement immuable d'une vérité acquise qui se doit de perdurer. Sans solidarité, on ne bâtit que sur du sable. Ses fondations, enracinées dans le cœur des hommes,

s'épanouissent comme des liens qui engagent et retiennent, comme des fils conducteurs qui irriguent le corps pour mieux le solidifier. On ne sait plus qui la nourrit ni qui elle nourrit, qui donne et qui reçoit tant elle n'existe que par l'échange, le partage et le travail en réseau. La solidarité n'est perceptible que dans le geste comme ici à l'épicerie solidaire de la Croix-Rouge, dans le Pays de Gex. Subtil mélange de sable et de liant, elle devient le ciment qui tient comme par miracle chaque pierre de l'édifice social.

*Interview classique ?
Non, réflexion profonde
à haute voix. Fondateur
d'Habitat et Humanisme,
le mouvement qui a
déjà aidé plus de 13 000
familles en situation
difficile et complexe, le
père Bernard Devert pose
un regard distancié sur
l'œuvre à accomplir. En
exergue, avant tout, la
volonté de faire saisir
l'intuition spirituelle
de ce mouvement de
résistance, non pas tant
à partir d'un discours
mais d'actes posés
témoignant précisément
d'un autrement possible.
Habitat et Humanisme,
rappelle-t-il encore, se
refuse de dénoncer là
où elle ne parvient pas à
énoncer des propositions
crédibles, dans une
constante tension entre
le souhaitable et le
possible. Et de souligner
que son action n'est
pas seulement d'offrir
plus de logements mais
bien de penser l'habitat
comme un vecteur
d'insertion avec pour clé
l'accompagnement.*

Bernard Devert :

« L'accompagnement au logement est un

Au-delà d'une nécessité « consubstantielle », vous parlez d'accompagnement à la démarche de logement comme le fondement du lien social. Pourquoi ?

L'accompagnement n'est-il pas une invitation à rejoindre ceux qui survivent sur une terre aride, voire hostile ? Il traduit une disponibilité que nous inscrivons au sein d'Habitat et Humanisme dans l'acte d'habiter. La ville, dit saint Augustin, ne se construit pas avec des pierres mais avec des relations. Pour l'oublier trop souvent, la cité devient inhospitalière. L'hôte, pour être accueilli, comprend qu'il a sa place. Il n'est pas inutile de rappeler l'équivalence des mots : l'hôte est à la fois celui qui reçoit et celui qui est reçu. L'hospitalité procède d'une présence discrète et agissante : une parole qui prend soin à partir de laquelle un possible s'éveille.

Comment définiriez-vous cet accompagnement ?

L'accompagnement est le temps de la reconnaissance.

Il l'est pour celui qui doit consentir aux difficultés qui l'assaillent aux fins de renoncer au déni ; l'accompagnant tout autant, s'il veut faciliter la rencontre, doit souvent s'avouer sa propre fragilité.

L'accompagnement est un moment de vérité.

Il me vient en mémoire cet homme atteint d'un cancer qui, pour être juge de profession, s'était laissé enfermer par bien des jugements sur les autres et sur lui-même. Désabusé, il ne croyait plus depuis bien longtemps à la gratuité mais seulement à l'exemplarité de la sanction. Or, il va rencontrer des hommes qui lui feront reconnaître ce qu'il est vraiment ; il se reconstruira jusqu'à accéder à l'estime de lui-même et à celle des autres. Oubliant ses jugements, il quittera

cette terre, libre, avec une lettre de gratitude, offrant une hospitalité à ceux-là mêmes qui la lui donnèrent. Une reconnaissance qui donna naissance.

Pour vous, l'hospitalité ouvre un possible ?

BD - Oui, l'hospitalité est un temps qui ouvre sur un avenir.

Celui qui est reçu saisit confusément, sans toujours se l'avouer, que demain ne pourra plus être comme avant. Il faut du temps pour réaliser ce qui arrive et plus encore pour y consentir jusqu'à oser donner du sens à ce qui parfois apparaît comme du non-sens. L'hospitalité conduit à porter, à "supporter" la situation en apprenant le langage du silence qui n'est pas indifférent à celui de la vérité. Interrogeons-nous sur le poème de Job, notamment sur le sens de la visite de ses amis. Est-il celui d'un "prendre soin" ou bien d'une peur déraisonnée qui les conduisit à vouloir comprendre ce qui se passait, de crainte que les mêmes maux puissent les atteindre ? Job devenait une menace. L'hospitalité n'était qu'apparente tant s'était installée entre eux une hostilité née de malentendus.

Et, naturellement, vous évoquez l'idée de partage...

L'accompagnement est un partage. Il est accueil de celui qui se sent autre, étrange, voire étranger, mais il opère un déplacement du regard pour découvrir que l'inconnu c'est aussi soi-même. Le cadeau de l'accompagnement est un accès à sa propre étrangeté : je ne suis pas seulement ce que je dis ni ce que je crois.

Le "prendre soin" dans l'hospitalité nécessite une absolue gratuité, au sens où la philosophe Simone Weil souligne dans son ouvrage

chemin d'humanité »

“La pesanteur et la grâce” : « Dieu ne peut aimer en moi que ma capacité à m'effacer comme le Tout-Puissant s'efface pour me permettre d'être. »

L'accompagnement, s'il nécessite une compétence, doit être maîtrisé, contenu, pour ne pas envahir l'autre de son savoir ou, plus grave encore, de son pouvoir.

Le compagnonnage est une aventure de la différence qui suscite l'audace de l'avenir. Quittant alors cette approche du même pour s'éveiller à une certaine inconnue, la nôtre, la différence devient une richesse qui souvent s'exprime à partir de cette interrogation : veux-tu me partager ce que secrètement tu es, pour m'aider à devenir ce que je suis ?

Habitat et Humanisme n'est pas un mouvement de protestation mais un mouvement d'action et de réponse, donc un mouvement d'action politique (au sens grec du mot *polis*). Vous avez des mots durs pour rappeler que l'habitat est confisqué : vous parlez de ville interdite...

Les grandes agglomérations mettent en lumière les ombres de politiques permissives qui, depuis trop longtemps, ne permettent pas de maîtriser un marché immobilier devenu fou, pour le moins aberrant. Il appartient au politique de réguler les charges foncières, observant que, malgré quelques avancées, les partis de gouvernement sont peu enclins à mettre en œuvre les réformes qui s'imposent... L'habitat est un bien essentiel qui ne saurait se réduire à sa seule valeur patrimoniale. N'est-il pas celui qui permet à la personne de se construire et de participer à la vie sociale ? Inacceptable qu'il soit devenu un enjeu de spéculation, d'où l'urgence de dire non à l'envolée de ces rentes

foncières qui “volent” aux familles démunies mais aussi aux classes moyennes la possibilité de trouver un logement abordable du moins dans les grandes agglomérations.

Quelles villes allons-nous laisser à nos enfants ? Celles de l'indifférence et de l'exclusion si nous ne réagissons pas rapidement tant les démunis et même les classes moyennes sont rejetés vers un ailleurs en raison d'une spéculation du foncier, destructrice de la cohésion sociale.

Le maintien des rentes foncières n'est pas admissible tant il éreinte ceux qui n'ont comme revenus que le fruit de leur travail. Ne marchons-nous pas sur la tête pour observer que les prix de l'immobilier ont augmenté de plus de 140 % sur sept ans alors que sur cette même période, la hausse des salaires médians est restée inférieure à 25 % ? Le travail, quel scandale, n'autorise pas toujours à trouver un logement abordable sauf au prix d'un tel effort que le “reste à vivre” n'est pas étranger à bien des ruptures aggravant les précarités au point de leur ajouter la misère affective (familles monoparentales). La situation n'est plus tenable.

Y a-t-il des moyens pour agir, qui plus est en temps de crise ?

Il ne s'agit pas de demander à l'État ou aux collectivités locales touchées par la crise des finances publiques d'augmenter les aides, qui ne font d'ailleurs que renchérir le coût du foncier dès lors que ce qui est gagné sur le plan fiscal est perdu par la valorisation des terrains. Il s'agit de penser autrement l'acte de construire pour l'orienter fermement et délibérément au regard de l'urgence de l'heure pour des quartiers plus ouverts et équilibrés. Les élus disposent pour ce faire d'un moyen d'action avec le

Plan local d'urbanisme (PLU) leur permettant d'agir sur deux plans :

- augmenter les droits à construire de 30 à 40 % ;
- délivrer des permis de construire précisant la destination des logements. Nous préconisons que la part non aidée représente 30 % du programme, les logements très sociaux 30 % et ceux à vocation intermédiaire 40 %. Ces mesures limiteront mécaniquement le coût du foncier par un prix de “sortie” encadré par ces différents financements. La situation du logement est suffisamment grave pour mettre un terme à un marché débridé qui fait qu'une fraction importante de nos concitoyens est condamnée à la fragilité. À cette responsabilité de veilleur, ne sommes-nous pas tous appelés ?

Revenons à l'accompagnement. Vous en faites une priorité ?

Quand je m'interroge sur le sens d'Habitat et Humanisme, je ne mets pas en priorité les 13 000 familles qui ont pu trouver un toit mais bien ces accompagnants qui dans la rencontre de l'autre ont trouvé les clés pour que la richesse des biens suscite celle des liens.

Dans cette perspective, l'accompagnement ouvre d'étonnantes demeures pour entrevoir cette intériorisation de l'être qui éveille non sans enthousiasme et gravité la prise de conscience d'une nécessaire et juste solidarité. L'accompagnement traduit au sein de notre association cette prise en compte de la réflexion de Paul Ricœur qui rappelle que l'objet de la responsabilité c'est le fragile, pour être confié à notre garde, à notre soin.

Cette attention à la fragilité se révèle chemin d'humanité.



Diapason est l'un des trois centres de formation-insertion dans l'Ain illustrant le cœur de métier d'ALFA3A : l'accompagnement social. Situé à Belley, l'établissement accueille des personnes en situation de précarité économique et sociale.



Au centre Diapason, dans le cadre d'un accompagnement collectif, Françoise Gilibert, salariée, anime une action de redynamisation socio professionnelle avec des personnes bénéficiaires du RSA sur prescription du Conseil général.



Des conseillers en économie sociale et familiale accompagnent les personnes bénéficiaires du RSA dans tous les domaines de la vie quotidienne, en priorité pour apprendre à gérer leur budget.

« Ici, j'ai gagné »

Enfant engagé et lucide de la banlieue parisienne, fils d'une génération qui fait honneur à des parents porteurs d'espoir, Malik Berkani est diplômé d'ingénierie sociale. Une solide formation qui lui a permis d'être accueilli en stage dans un cabinet de recrutement où il a touché du doigt les ravages de la discrimination à l'emploi pour les jeunes issus de l'immigration. Il ne devait faire qu'un passage éclair au sein d'ALFA3A. L'association lui a très vite donné sa chance. Elle en a fait le jeune patron d'un des secteurs les plus difficiles de la maison. Un bonheur doublement partagé.

30 CDI, autant de CDD et deux millions d'euros de chiffre d'affaires : Malik Berkani avait 31 ans lorsqu'on lui a confié la responsabilité du service Formation Insertion. Confiance, autonomie : « C'est le mode de fonctionnement de l'association qui dispose d'une richesse impressionnante, dans tous ses registres d'intervention. Peu de structures auraient fait ça. J'aurais du mal à trouver une telle mission ailleurs. » Il a donc mordu à pleines dents dans ce fruit qui lui a offert toute sa maturité. Il passe aujourd'hui la moitié de son temps à gérer ses « fantassins », sentinelles postées dans les foyers ou les maisons-relais, voltigeurs en première ligne pour porter des projets chèrement défendus. Ses « petits soldats » sont des précaires parmi les précaires, salariés temporaires « qui ont du mal, de ce fait, à se projeter. » Malik se bat aussi pour eux afin de pérenniser leur poste. « Je recrute, je fais signer le contrat de travail, parfois, je signe la lettre de licenciement. » La mort dans l'âme.

C'est en décembre 2007, que Malik a croisé les chemins d'ALFA3A où il entre en CDD au service d'accompagnement social lié au logement. À l'extérieur, de beaux esprits connus dans une vie antérieure, s'étonnent de ce choix. Il n'en a cure ; il fonce et s'investit. « Je me suis éclaté. » Sous la férule de Céline Janoyer, il apprend très vite la

dix ans ! »

stratégie maison : on détecte des besoins, on monte un projet, on cherche des financements et on passe à l'action. Une démarche rigoureuse, professionnelle qu'il applique à la lettre dans son service : « Les schémas de décision sont clairs et fonction de l'action. Nous avons estimé qu'il fallait créer une friperie à Belley parce qu'elle présentait un double intérêt : apporter de l'aide à des gens qui ont faim et créer des emplois d'insertion. OK a dit Olivier au vu de notre étude. Je suis en pleine recherche de financement. »

Malik ne s'encombre pas de beaux discours même quand il évoque ces exclus qui dorment dans leur voiture, faute d'hébergement. Il est là pour redonner espoir. L'action, le terrain, seule compte cette vérité qui exige un professionnalisme à toute épreuve. La marque de fabrique ALFA3A l'a conduit à élargir l'horizon de son service : « Nous essayons de plus en plus de ponter avec les autres services, l'emploi ou le logement car il est de plus en plus difficile de dissocier les projets. Je rêve de transversalité plus aboutie encore qui nous permettrait plus de mutualisation entre l'enfance, l'insertion, la formation ou le logement. »

Malik a appris à jongler avec les budgets et les contraintes : « Depuis 2008, la crise engendre plus de précarité et moins de financements. C'est un paradoxe et un choix politique. Cela nous oblige à être encore plus professionnels. » De quoi demain sera-t-il fait ? D'autres Malik pour étoffer les forces en marche d'ALFA3A. Et c'est par eux que passera l'avenir de l'association.

« Je n'aime pas les gens qui sont dans le discours et le décor. Je ne connais que le projet et l'action. C'est là-dessus qu'on nous évalue. »

Malik BERKANI

*Responsable du service
Formation Insertion*





« Je mets les mains

À 33 ans, Emmanuel Maître a déjà beaucoup baroudé au sein de l'association. Entré à 20 ans par vocation en action sociale, il a rejoint ALFA3A en 2005 comme animateur au Bureau Information Jeunesse. Depuis, il a rodé son enthousiasme en gravissant d'autres marches. Emmanuel, c'est la génération qui monte, celle qui a compris qu'il faut tenir les deux bouts de la pelote pour tisser du lien social : des convictions qui imposent le respect de la personne et des compétences qui vont lui permettre de s'élever.

Le BIJ en tant qu'Emploi Jeune chargé de partager ses connaissances en matière de nouvelles technologies, la MIFE comme conseiller d'orientation, le Centre du Volontariat pour s'occuper des jeunes : l'animateur de centre social a trouvé au sein d'ALFA3A ce qu'il cherchait : aborder plusieurs domaines de l'action sociale. Marie-Pierre Buellet, sa patronne, veille sur ce jeune qui

« ALFA 3A m'a permis de ne pas me cloisonner dans un secteur social en particulier. C'est rare ! »

Emmanuel MAITRE

Directeur du CADA d'Ambérieu

mord à pleines dents dans le métier et qui obtient une formation longue pour exercer les fonctions d'accompagnement et de responsable d'unité d'intervention sociale. Un petit côté commando qui va bien à Emmanuel Maître qui se lance dans ce parcours de deux ans et

demi, trois jours par mois à Lyon, avec un stage au CADA de Miribel où il découvre la demande d'asile.

La valeur n'attend pas... Six ans après son arrivée dans la maison, Emmanuel est nommé directeur du CADA d'Ambérieu installé dans ce qui fut un des berceaux de l'association, le foyer Jean-de-Paris. Au surplus, on lui

dans le charbon »

demande aussi d'assurer l'intérim à la direction de celui de Culoz. Rien ne l'arrête. Ni la gestion administrative, ni la gestion des personnels, ni celle des demandeurs d'asile, « des personnes qui ne sont pas nées au bon endroit et qui viennent en France trouver la sécurité qu'elles n'ont pas chez elles. » « Nous sommes une équipe de six, en permanence au taquet car il faut s'occuper de l'hébergement, de l'accompagnement médical, du suivi de la procédure, de l'animation et de la scolarisation, etc. Je suis l'autorité, celui qui encadre, accompagne, soutient, qui fait émerger les idées, mais je mets aussi les mains dans le charbon. Je continue à apprendre et j'ai besoin, comme les autres, du soutien de mes supérieurs. »

Emmanuel Maître a un plan de carrière qui devrait le mener à d'autres responsabilités au sein d'ALFA3A. Il en dévoile les ressorts avec une belle innocence qui prouve en fait qu'il se laisse porter par son enthousiasme : « C'est bien d'évoluer professionnellement. C'est même logique. Je suis tombé dans la bonne association qui m'autorise autonomie et responsabilité. J'y mets en application mes compétences et mes convictions. Je ne me considère pas comme un militant au boulot, mais je fais le boulot d'un militant ; je sais que les limites sont minces... Dans ces conditions-là, il est difficile de ne pas partager les convictions d'ALFA3A. »

Emmanuel sait ce qu'il doit à la formation reçue à l'école ou sur le terrain. Elle lui permet de s'adapter, dans le respect du bénéficiaire, à chaque situation tout en gardant une nécessaire distance. « Nous devons en permanence avoir à l'esprit le sens de notre mission. Nous ne sommes pas des sans-cœur quand nous appliquons la procédure. Le demandeur d'asile connaît le contrat, comme il connaît l'enjeu. La famille qui viendra après lui bénéficiera du même accompagnement. Nous sommes dans le "faire avec" pour permettre le développement de la personne, pas dans la compassion qui l'étouffe. Et c'est ce qui me fait avancer tous les jours. »



Le CADA de la résidence Saint-Jean-de-Paris à Ambérieu-en-Bugey accueille jusqu'à soixante-douze demandeurs d'asile en cours de procédure. Familles et personnes seules sont accompagnées au quotidien.



Des animations sont organisées pour les résidents, comme la fête d'été du CADA d'Ambérieu-en-Bugey où les enfants peuvent participer aux activités proposées.



L'équipe du CADA d'Ambérieu-en-Bugey se réunit chaque semaine pour coordonner les activités de la semaine à suivre et faire le bilan de la semaine précédente.

Ali Abed reçoit une vingtaine de personnes par semaine au cours des permanences socio-juridiques qu'il anime. Il traite toutes les questions relatives à la réglementation sur le séjour



et le travail des étrangers en France et sur les différentes conventions bilatérales avec les pays d'origine.



Au centre social Est à Oyonnax, comme rue de la Paix à Bourg, les permanences socio-juridiques permettent de répondre aux questions d'accès à la citoyenneté et aux droits des personnes vieillissantes.



Ali Abed assure également cinq formations civiques par mois pour les primo-arrivants à Bourg et au centre social Est à Oyonnax. Au cours de la journée, les personnes découvrent les valeurs de la République, son histoire, ses principes et prennent connaissance des services publics.

Ali, enfant de Gabès et

Il est rusé comme un renard du désert et met un malin plaisir à répondre que les valeurs d'ALFA3A sont celles de la République, fille putative de la Déclaration des Droits de l'Homme. Il n'a pas tort et la Gueuse a eu bien raison de le distinguer dans l'ordre national du Mérite pour services rendus à la Nation française. Et, d'ajouter avec foi au chapelet des vertus républicaines, la solidarité et l'égalité : « Je les retrouve dans la démarche d'ALFA3A. »

Ali Abed, fils de Gabès, tout jeune travailleur exilé en Lybie voisine, déjà défenseur et médiateur pour protéger les droits de ses compagnons tchadiens, n'a pas pu oublier comment la France, sa terre d'adoption, a traité la génération de ses pères, frères et cousins partis d'Afrique du Nord avec, comme seul viatique, la force de leurs bras. Était-ce bien la République de France terre d'asile? Celle pour qui, passant de son bureau de responsable du service Accueil Médiation Intégration à une salle de cérémonie attenante où le drapeau tricolore et Marianne sont mis à l'honneur, il organise la cérémonie de signature des contrats d'accueil et d'intégration (CAI). « J'ai toujours plaidé pour que l'immigré soit accueilli de manière formelle, voire solennelle, et pour qu'on lui assure une formation civique. »

Lui-même, jeune et brillant étudiant s'est retrouvé impliqué dans la démarche d'ALFA3A, qui a fait de lui d'abord un animateur de centre de loisirs, puis, à temps plein, un agent d'accueil, puis un coordinateur du réseau d'accueil. Il reconnaît volontiers que ses origines et sa formation universitaire l'ont aidé dans ce parcours où il a servi avec loyauté et générosité l'association. Son intelligence, acide parfois comme un citron du pays, a fait de lui un témoin exigeant et critique de l'intégration, une notion qu'il manipule avec d'innombrables précautions. « On est passé de l'assistantat à la médiation et à l'accompagnement, puis de

fils de la République

l'intégration à la citoyenneté. » Retour à la République ? Non, arrivée directe dans le registre des droits. « L'immigré célibataire est devenu citoyen et père de famille. Il doit pouvoir bénéficier pleinement de ses droits. »

Ali est bien le digne fils des pères fondateurs de l'association au titre de l'indignation. Une hérédité acquise dans la fréquentation des cités de transit, des centres de loisirs et des foyers de travailleurs immigrés. Des lieux de mixité où ALFA3A a le grand mérite de prendre en compte toutes les dimensions de l'être humain. Trente années passées au sein de l'association et aux côtés des migrants n'ont pas encore émoussé sa détermination : Ali n'a pas manqué d'épouser la cause récente des Chabanis, ces immigrés de la première heure, aujourd'hui très âgés et laissés-pour-compte d'une société qui n'a rien prévu pour eux.

Ali est un habitué des préfectures, des palais de justice et des commissariats de police où l'on apprécie ses talents d'interprète patenté.

C'est à ce titre qu'il est intervenu récemment au commissariat de Bourg pour des réfugiés tunisiens échoués en terre bressane. « J'ai vite compris qu'ils étaient presque originaires de mon village. Cela m'a profondément remué. J'ai essayé de les aider de mon mieux en me demandant si cette his-

toire aurait une fin. » Ce n'est qu'un début, Ali, il va falloir continuer le combat. C'est même une histoire sans fin, pas un conte oriental, mais la réalité occidentale d'un pays qui fait de toi un frère d'accueil. Reste à savoir si pour la République, tes frères sont les bienvenus ?

« Je suis un ancien, donc je connais tout le monde. On se contacte ponctuellement, mais je trouve qu'il n'y a pas assez de coordination et de mutualisation. »

Ali ABED

*Responsable du service Accueil
Médiation Intégration*



L'appui social individualisé (ASI)

L'Appui Social Individualisé (ASI) a été mis en place à la demande du Conseil général de Haute-Savoie. Il propose un accompagnement global de six mois aux bénéficiaires du RSA.

Le soutien peut être psychologique, matériel ou social, mené aussi de manière individuelle ou collective.

En lien avec l'association ALAP, une plate-forme sociale a été créée sur le bassin de Cluses en janvier 2011.

Le public ciblé concerne les personnes qui ont de grandes difficultés à intégrer ou se maintenir dans les dispositifs de droit commun.

Les objectifs affichés sont de renforcer la coordination du parcours de la personne, de mutualiser des constats en vue de faire émerger de nouveaux projets, de maintenir une dynamique partenariale, d'inscrire et de rassembler les partenaires de l'action sociale autour de la plateforme.

Insertion et prévention : accompagner les pers

Aider les personnes en recherche d'emploi, lutter contre l'isolement et l'exclusion sociale, bâtir et accompagner des parcours d'insertion : telles sont les missions confiées par les partenaires institutionnels à ALFA3A. Le service formation-insertion accueille des personnes en situation de précarité économique et sociale, sur prescription des Conseils généraux de l'Ain et de Haute-Savoie.

Trois centres de redynamisation sont en service dans l'Ain à Bellegarde (Citadelle), Belley (Diapason) et Ferney-Voltaire (Décllic) et un chantier d'insertion situé à Saint-Genis-Pouilly (AGCR)

Le suivi « Ainsertion + » dans l'Ain

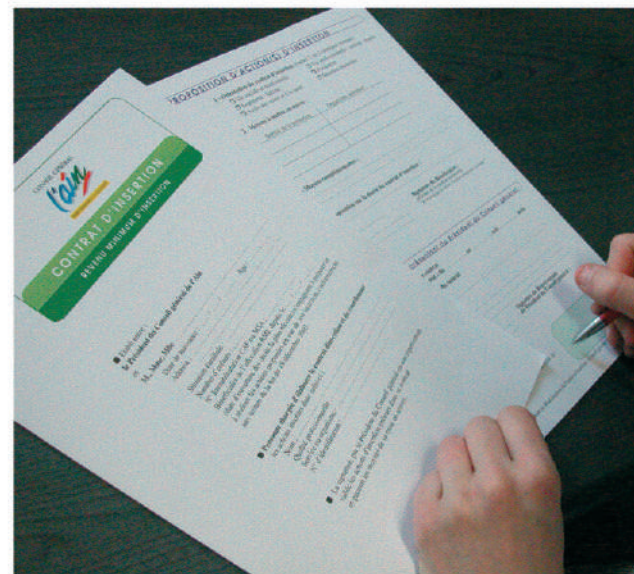
Un Suivi individuel des bénéficiaires du RSA a été mis en place sur cinq circonscriptions : le pays de Gex-Bellegarde, le Bugey, la Plaine de l'Ain, le Haut Bugey et Bourg-en-Bresse. En 2011, la prestation s'est développée sur Ambérieu-en-Bugey et Oyonnax.

Au terme de l'année 2010, plusieurs constats ont été faits :
– Le travail d'écoute et d'accompagnement revêt une importance croissante dans un contexte national devenu difficile du fait de la crise économique et sociale.

– Le nombre de personnes fragilisées augmente, avec notamment des troubles du comportement sans qu'un

diagnostic santé ait été posé, ce qui rend plus difficile l'accompagnement social.

– L'augmentation du nombre de personnes pour lesquelles un retour à l'emploi semble difficilement atteignable : problèmes de santé physique,



mentale, personne proche de la retraite, etc.

La Redynamisation Socio-Professionnelle (RSP) :

C'est l'accompagnement collectif des bénéficiaires du RSA en vue de redynamiser la personne et de créer du lien social : accompagnement à l'obtention du permis de conduire, groupes de paroles, travail sur

l'image, sorties culturelles et sportives, ateliers informatiques, etc.

Au terme de l'année 2010, plusieurs constats ont été faits :
– Il a été nécessaire de poser la question sur l'orientation possible à la sortie de la RSP. Il y a peu ou pas de solutions lorsque l'orientation n'est pas liée à une reprise d'activité profes-

Rire...

Le chantier d'insertion RIRE (Réussir l'Insertion en Riant Ensemble) a dû s'arrêter en 2010 suite à la non-reconduction des financements européens. Cette action s'inscrivait dans une démarche fondée sur l'expression théâtrale, de revitalisation territoriale au niveau social et culturel.



Personnes en difficultés sociales et professionnelles

Insérer par l'activité économique

ALFA3A s'est impliquée dès 1993 dans le champ de l'insertion par l'activité économique, à la demande du Conseil général de l'Ain et de l'État. Il s'agissait alors de reprendre la gestion d'un organisme d'insertion en liquidation dans le Pays de Gex.

AGCR (Atelier gessien de Collecte et de Recyclage) est depuis son origine un atelier-chantier d'insertion implanté dans le pays de Gex. Il salue des personnes en grande difficulté d'accès à l'emploi.

Sa mission consiste à aider les personnes qu'il reçoit à construire un projet professionnel durable (emploi de droit commun ou projet de formation).

AGCR intervient dans le domaine de l'environnement et du développement durable à travers la vente de vêtements et objets



d'occasion de qualité sur trois sites (Saint-Genis-Pouilly, Ferney-Voltaire,

Gex). Il collecte aussi des encombrants pour le compte de la Communauté de

Communes du Pays de Gex et des gros déchets électroménagers (DEEE) pour le compte de l'entreprise Sitamos, grâce au service «Allô encombrants».

Dans un contexte social et économique difficile, la stratégie poursuivie est de diversifier cette activité, support de l'insertion sociale et professionnelle. Une nouvelle équipe dirigeante opérationnelle a été mise en place fin 2010 suite au départ de l'ensemble de l'équipe précédente (responsable, encadrant technique, et chargée d'insertion).

sionnelle. Ce constat récurrent incite à proposer de travailler en partenariat sur de nouveaux projets qui pourraient répondre à ces besoins d'insertion par l'activité économique.

– À noter que les temps collectifs sont également l'occasion de créer des dynamiques de groupe avec un effet réel et quantifiable en termes de sortie positive

Les actions collectives :

Clubs de recherche d'emploi, marchés de Noël...

PERMANENCES DANS LES RÉSIDENCES SOCIALES

Trois conseillères en économie sociale et familiale interviennent sur les résidences sociales de l'Ain (Bourg, Vonnas, Oyonnax, Pays de Gex).

Elles ont accompagné 370 personnes en 2010, dans le cadre de permanences ou d'un accompagnement plus

lourd.

RATTACHEMENT

Le service d'accompagnement social lié au logement n'étant plus financé que par la Direction départementale de la cohésion sociale, ALFA3A a été contrainte de supprimer la coordination effectuée par le service formation insertion. Il a été rattaché au Pôle immobilier à partir de septembre 2010.

FORMER ET PRÉPARER AU RETOUR À L'EMPLOI.

Dans le cadre de contrats de prestations de service, ALFA3A met en place : des formations linguistiques (français langue étrangère) en entreprise et des prestations pour Pôle Emploi depuis juin 2008 pour la réalisation d'ateliers d'aide à la recherche d'emploi.

Aider à la réinsertion des personnes en rupture sociale

Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) « le Regain » est implanté sur le territoire de Bellegarde, Nantua et Oyonnax. Il accueille des personnes en grande précarité, orientées par les services sociaux.

La mission du service d'accompagnement social lié au logement est d'accompagner les résidents vers une autonomie sociale, dans un esprit d'ouverture sur l'extérieur et de travail en réseau partenarial. Il se propose de les accompagner vers l'accès au logement autonome et de développer la qualité de la vie sociale dans l'établissement, à travers des actions de suivis individuels et d'actions collectives d'information ou d'animation.

En 2011, les efforts ont porté sur une meilleure contribution possible à l'étude commanditée par la Direction départementale de la Cohésion sociale sur les publics accueillis dans les résidences sociales, et sur la mise en place progressive de commissions d'attribution ouvertes.





d é p e n d a n c e s

Elle s'accroît à mesure que la vie cède du terrain et que s'engage le combat contre les forces de mort. C'est pourquoi on voit en elle une invitation à porter remède aux maux, physiques et psychiques, de la vieillesse.

La dépendance est en fait sans âge et sans visage, capable de s'engouffrer dans la moindre faille de l'être humain pour le placer en position de faiblesse. Le handicap, la pauvreté et la précarité, l'exclusion et la solitude, la souffrance et l'usure du temps, l'alcool et la drogue, l'errance

et la perte de tout repère servent son empire. L'empire du mal et de la maladie.

La lutte contre la dépendance occupe le quotidien de la plupart des services de l'association. Cette exigence veut rendre à chaque personne qu'accueille ALFA3A sa capacité de décider et d'agir, de recouvrer sa liberté. Du logement à l'insertion, chaque étape du parcours fait appel à la responsabilité individuelle afin de ne pas confondre assistance et indépendance. L'une asservit tandis que l'autre libère.

Serge Paugam, sociologue et directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales, a marqué de sa présence les Rencontres d'Interaction 2010 qui avaient pour thème la pauvreté et la précarité. Il a salué l'enquête lancée par ALFA3A sur cette double problématique et menée à partir de données statistiques, d'entretiens et de tables rondes, par Emmanuelle Bonérandi qui fut son élève. Nous reprenons ici l'essentiel de son intervention qui distingue pauvreté et précarité, analyse les liens et les représentations qu'elles suscitent et envisage les réponses « que la société peut aujourd'hui proposer pour faire de la prévention et construire des réponses globales qui permettent de poursuivre cet indispensable travail d'accompagnement social et d'agir sur les territoires ».

Serge Paugam :

« Si on veut véritablement faire reculer la pauvreté, il faut

La pauvreté, un statut social

Au-delà des données chiffrées, l'approche de la pauvreté en terme de statut social est essentielle : qu'est-ce qui fait qu'un pauvre est pauvre et rien que pauvre ? Le sociologue allemand Georg Simmel est parti de là : il s'est intéressé aux personnes qu'on ne définit que par le statut de pauvre, les « assistés » opposés aux assurés. Sous cet angle, on s'intéresse davantage au lien social, aux relations d'interdépendance entre les catégories désignées comme pauvres dans une société donnée et le reste de cette société. Cette interrogation est, sûrement, la plus importante : que faisons-nous ensemble, dans une même société, lorsqu'une partie de la population dépend des autres ?

Quant à la précarité, sa définition est tout aussi – voire plus – problématique : l'incertitude du lendemain ; la dépendance ; le sentiment de ne plus avoir de rôle social. Ainsi, deux dimensions sont prises en compte : celle de la protection, qui lorsqu'elle est fragile rend les personnes particulièrement vulnérables. La seconde, celle de la reconnaissance sociale. La précarité, c'est le fait non seulement de ne plus pouvoir compter sur son environnement, sur les institutions ou sur ses proches pour être protégé, mais aussi ne plus compter pour les personnes avec qui on vit ou qu'on côtoie, ni pour les institutions en général.

Les liens sociaux

Le travail que je mène à l'École des hautes études en sciences sociales tourne autour de cette théorie des liens sociaux, fondamentale dans l'étude de la précarité. Nous avons défini quatre grands types de liens avec, pour chacun, deux

fondements : la protection et la reconnaissance. La protection est le fait de pouvoir compter « sur ». La reconnaissance est le fait de compter « pour ».

Tout d'abord le lien de filiation, c'est-à-dire la relation entre parents et enfants puis, plus tard dans la vie, entre enfants et parents vieillissants. Ce lien de filiation apporte aux individus à la fois protection et reconnaissance.

Le lien de participation élective est celui construit par l'individu au cours de son processus de socialisation. Dans les sondages, 90 % des gens disent qu'un ami, c'est quelqu'un sur qui on peut compter. On est bien dans l'idée de protection. Beaucoup de personnes en situation de pauvreté ne peuvent plus compter sur leurs amis parce que, justement, elles sont dans une situation d'isolement et de fragilité relationnelle. Elle est particulièrement prégnante en milieu rural.

Le lien de participation élective apporte protection mais aussi reconnaissance.

Le troisième type de lien, à partir duquel on étudie le plus classiquement la précarité : celui de la participation organique, qui renvoie au monde du travail. L'emploi est lié au socle des droits sociaux.

Le « travail » renvoie à l'émancipation et la valorisation de l'individu par l'œuvre qu'il produit au quotidien et qui lui procure la satisfaction d'être quelqu'un dans la société, d'être reconnu par son travail et par ses proches mais aussi par son salaire et par ses collègues.

On évalue en France à environ un tiers les salariés qui sont dans une situation que j'ai appelé « d'intégration disqualifiante » : ils travaillent, avec des emplois instables, sans protection véritable ni reconnaissance et vivent une insatisfaction et une frustration fortes. Cette proportion

mettre en place des structures de prévention et ne pas se contenter de gérer l'urgence »

est particulièrement élevée en France (environ 5 % au Danemark par exemple).

Quatrième type de lien : celui de citoyenneté, qui apporte là encore protection et reconnaissance. On sait qu'on peut compter sur son pays par le fait même qu'on est citoyen. Et en même temps, être citoyen dans son pays, c'est avoir la possibilité de s'exprimer.

Ainsi, la précarité est la fragilité cumulative de ces quatre types de liens sociaux. Pour chacun de ces liens, quelque chose manque en terme de protection ou de reconnaissance. Et quand tout se cumule, l'individu se retrouve à la dérive, hors du système social.

Les représentations de la pauvreté

Ce qui me frappe beaucoup dans l'évolution de la pauvreté, c'est qu'elle s'accompagne aussi de profondes transformations dans les représentations de ce phénomène.

Les deux représentations dominantes sont de considérer les pauvres soit comme des paresseux soit comme des victimes. Et cela varie avec la conjoncture économique. Dans les périodes de crise très forte, les années 80, le milieu des années 90, l'explication de la pauvreté par l'injustice est majoritaire. Le RMI a été voté en 1988, à une époque de taux de chômage très élevé. Neuf Français sur dix étaient favorables à ce type de dispositif. Il y a une sorte d'empathie, on parle de dette de la nation à l'égard des plus pauvres. Mais lorsque la situation s'améliore, comme à la fin des années 90, les représentations de la pauvreté évoluent : on voit décliner l'explication par l'injustice et, au contraire, augmenter le réflexe de considérer les pauvres comme des paresseux voire des profiteurs du système.

Il est extrêmement difficile, du fait de cette

transformation de la représentation de la pauvreté, d'inscrire une politique de lutte contre la pauvreté dans la durée. Car les attentes collectives à l'égard de cette politique changent très fortement.

Depuis 2008, on recommence à s'intéresser véritablement à la pauvreté et à modifier notre regard sur les pauvres parce que nous vivons une crise profonde.

Combattre la pauvreté sur le long terme

Pour essayer de combattre efficacement la pauvreté, il faut garder en tête la nécessité de structures pérennes fondées sur le principe de la prévention des risques. Les observatoires ne sont pas utiles simplement dans les périodes de crise. Ils doivent être permanents. Je remarque, dans mon « tour de France » des départements, qu'on se précipite sur les indicateurs quand ça va mal et qu'on les juge superflus dès que la situation s'améliore. Or, la lutte contre la pauvreté se mène de façon continue. Si on veut véritablement faire reculer ce phénomène, il faut mettre en place des structures de prévention et ne pas se contenter de gérer l'urgence.

Un phénomène identique se produit dans la lutte contre le sans-abrisme. Par les temps de grand froid, on essaye de mobiliser toutes les énergies et on arrête tout quand le soleil revient.

Un processus d'individualisation

Je voudrais mettre l'accent sur un dernier point : nous sommes aujourd'hui confrontés à des difficultés car on ne sait plus vraiment comment traiter la question de la pauvreté et du social en général. Dans les années 60/70, dans un contexte de débat organisé autour des classes

sociales et de la condition ouvrière, on se battait pour améliorer la protection sociale et garantir de meilleures conditions de vie à l'ensemble de la population ouvrière. Aujourd'hui, le social est traité à travers un processus « d'individualisation ». Les trajectoires des individus sont complexes et changeantes, marquées par de nombreuses ruptures, si bien qu'on a du mal à intervenir avec les outils traditionnels. Alors qu'on tentait de rattacher l'individu à une catégorie objective et à une cible définie de l'action sociale, on essaye désormais d'intervenir sur sa trajectoire personnelle et non par référence à une catégorie sociale.

Ce processus de réflexion a conduit à la loi de 2002 sur l'usager. On essaye de répondre aujourd'hui aux difficultés non pas d'un groupe social mais de l'individu en souffrance, en essayant de l'accompagner le mieux possible dans sa trajectoire et en essayant de « renforcer » les liens sociaux dont j'ai parlé.

Agir, ensemble, pour des réponses globales

Cette tendance est à mon avis installée et ne pourra pas véritablement être infléchie. Elle s'impose d'emblée lorsque les individus sont confrontés à des trajectoires qui sont toutes singulières. Cela dit, je voudrais corriger cette tendance lourde de l'individualisation du social, en soulignant qu'il est néanmoins nécessaire, à côté de toutes les mesures d'accompagnement social, de garantir, sur les territoires que nous connaissons, des dispositifs de prévention. Il est nécessaire, en même temps que l'on essaye de répondre à l'individu dans sa singularité, d'agir sur les espaces et les territoires.



« Si tu pars,

Leïla Savoye, femme de caractère, a été embauchée en 2001 comme homme de confiance. C'est le titre que l'on donnait alors aux assistants de gestion. Elle a très vite compris que loger, ce n'était pas seulement offrir un sésame à des personnes souvent en grande difficulté, mais aussi avoir à portée de main un trousseau de clés pour déverrouiller des situations sociales compliquées, parfois même tendues. Elle passe donc son temps à ouvrir des portes.

« **S**i tu pars, on part ! » l'ont prévenu quelques-uns de ses plus fidèles résidents. Elle est partie, ils l'ont suivie. Question de confiance ! Avant d'aller assumer ses nouvelles responsabilités à la Rési-

« J'ai appris à avoir de l'empathie, ce qui ne veut pas dire que je me charge de tous les problèmes des résidents. J'arrive à prendre du recul, à faire preuve de fermeté avec des personnes qui sont beaucoup dans la demande. »

Leïla SAVOYE

Responsable de sites à Oyonnax

dence Roberte-Berge-ron, Leïla Savoye a dû vider de ses occupants le foyer de Geilles, promis à la démolition. Un foyer que les Oyon-naxiens ont toujours regardé avec méfiance et dont elle assurait la gestion depuis trois ans. Pas facile de trouver une solution de rechange pour chacun de ses 96 locataires qu'elle a reçus un par un. Des personnes que l'on écoute, pas des

dossiers que l'on expédie chez un bailleur local, qui dans une résidence sociale. Tous ont été relogés au prix d'un accompagnement social qu'elle a mené seule. Une

on part ! »

réussite dont elle n'est pas peu fière. L'association sait ce qu'elle lui doit.

Les hivers de Geilles ont toujours paru longs à Leïla. Il fallait surveiller la chaufferie et veiller à la mise en place du plan froid. Et toujours avec un sourire qui réchauffe le cœur des résidents, des demandeurs d'asile, des salariés ou des retraités, tous très attentifs au coût de leur loyer. L'hiver dernier, la chaudière est tombée en panne durant trois jours. Leïla a vu débarquer les collègues de l'animation avec du café pour rasséréner tout le monde. Elle a apprécié. « J'ai toujours pu compter sur l'aide et les conseils de mes collègues d'Oyonnax. Cela m'a beaucoup aidée. ALFA3A, c'est aussi ça ! »

Leïla a appris à se couper en quatre pour assumer la gestion immobilière des trois sites qu'on venait de lui confier : pour quelques mois encore le foyer Saint-Léger à Geilles où elle a débuté et qui continue d'héberger des demandeurs d'asile en attendant de disparaître définitivement, la résidence de la gare et la résidence Roberte-Bergeron où voisinent une résidence sociale et une maison-relais. « Je m'occupe des résidents, donc pas seulement de l'immobilier. » Une belle évolution qui lui permet d'animer une équipe composée d'un assistant, de deux éducateurs, d'une conseillère en économie sociale et familiale, d'un agent technique et d'une employée de collectivité.

Au gré de son évolution au sein du pôle immobilier, dans un bassin de vie où ALFA3A est fortement implantée, Leïla reconnaît avoir gagné en confiance et en assurance. Elle n'a pas oublié une ligne de la feuille de route du départ qui lui demandait de veiller à l'accueil, à la sécurité et à l'accompagnement des résidents. Son itinéraire personnel ne la destinait pas à ce métier éminemment social, elle qui, en bonne mère de famille, s'est d'abord occupée de l'éducation de ses enfants. Ses foyers comptent beaucoup mais pas au point de supplanter le sien !



Le foyer Saint-Léger dans le quartier de Geilles sur Oyonnax a ouvert en 1971 pour accueillir les jeunes travailleurs immigrés, retraités

depuis. Le bâtiment comprend trois bureaux d'accueil et 264 logements meublés. Avec le temps, des personnes en rupture sociale et familiale ont été hébergées, puis des familles de demandeurs d'asile. Son bail n'a pas été reconduit en raison de sa vétusté, du taux d'occupation en baisse et de la concurrence entre bailleurs.



À la maison relais, les résidents sont accompagnés en fonction de leur objectif : santé, formation, emploi... Le besoin de suivi est quotidien. Dans un premier temps, le but est de sortir la personne de l'isolement. Des activités collectives sont organisées à cette fin par exemple.

Les fêtes organisées au foyer Saint-Léger, en partenariat par exemple avec le lycée Paul Painlevé, ont pour but de l'ouvrir au public extérieur et de favoriser les relations sociales. Certaines,



comme le tournoi de dames, sont réalisées avec le foyer de Cormaranche-en-Bugey, d'autres comme la Journée de la femme du 8 mars avec les conjointes des demandeurs d'asile.



Chargé de faire respecter la procédure de demande d'asile prévue par la loi et les droits des familles accueillies, Jean-Paul Quintin échange sur un dossier de demande d'asile et les conditions d'accueil, en compagnie de Gani Tyrbetari, ouvrier d'entretien et Albanais d'origine, qui traduit à mesure.
« On les accompagne, on ne fait pas à leur place. »



Dans le cadre du dispositif d'hébergement d'urgence, la résidence Les Sapins à Hauteville-Lompnes a été créée fin 2009 du fait de la saturation des CADAS. Elle accueille jusqu'à 50 familles uniquement, réparties dans quinze appartements.

Le relais Saint-Bernard à Cormaranche-en-Bugey, créé fin 2003, est également une structure du dispositif d'hébergement d'urgence. Il accueille jusqu'à 25 familles primo



arrivantes, accompagnées pour leur démarche d'asile et sur le plan administratif pendant leur séjour en France.

« Si j'avais

Les enfants apprécient son côté gros nounours, mais leurs pères savent qu'il peut grogner fort s'ils mettent les doigts dans le pot de miel de la désobéissance. Jean-Paul Quintin s'occupe des demandeurs d'asile placés au foyer les Sapins à Hauteville, une des antennes du Point Accueil. Inutile de lui gratter le poil pour qu'il décoche un coup de griffe. C'est un homme heureux dans son travail qui vous lâche, au détour d'une phrase : « Si j'avais su, je serais rentré plutôt à ALFA3A. J'ai le sentiment de ne pas y perdre mon temps. »

À 52 ans, Jean-Paul Quintin a perdu presque deux années au chômage. Il venait de rester sur le carreau bien écorné du tourisme social. Pas facile de retrouver du boulot, sur le Plateau et ailleurs, avec comme référence "économe dans la restauration collective". En attendant, cela risquait de devenir la destruction individuelle. Le plan Froid lui a sauvé la mise : ALFA3A recherchait un oiseau rare pour assurer en dix jours l'intendance d'une antenne d'hébergement du CADA d'Ambérieu qui allait ouvrir à Hauteville. On a retrouvé son curriculum vitae au fond d'un tiroir. Affaire conclue. « Franck Bellemin m'a fait confiance. » Enfant de Brénod, Jean-Paul sait que là-haut l'hiver peut être très rigoureux. Lui l'a trouvé cette année-là particulièrement clément. « Je suis entré en 2005 au Point Accueil comme travailleur social auprès des demandeurs d'asile. J'ai tourné dans toutes les structures qui les reçoivent. Je suis arrivé là comme un innocent aux mains pleines. J'étais loin d'imaginer qu'il y avait tant de papiers à remplir, de récépissés à obtenir et tout le reste. » Innocent, oui. Naïf, sûrement pas. Comme d'autres, il lui arrive d'être ému face à l'errance des familles ou face à la détresse d'un père qui a fait miroiter à femme et enfants un eldorado juteux pour les réseaux mafieux, cruel quand on passe du rêve à la

SU... »

réalité. « Le père est décrédibilisé ; les enfants rejettent leur culture mais se débrouillent plutôt bien à l'école. Je suis ferme, je ne cède pas à la compassion, je ne joue pas les assistantes sociales. Je leur dis : vous allez agir et apprendre comme si vous alliez rester ici. »

Au moment de la mise en place du plan froid, « On prend tout le monde, on garde tout le monde. » Et après ? Après, c'est à lui de faire le boulot, pendant que certains se masquent les yeux, que d'autres discourent sur la France, terre d'accueil et d'asile, que tant de ses concitoyens redoutent cette intégration. « Notre donneur d'ordre, c'est la Préfecture. Nous, on est sur le fil en permanence parce que ce n'est pas une mission facile. J'estime que dans 90 % des cas, ces demandeurs d'asile ont un avenir chez nous. »

Jean-Paul le militant politique et syndical qui sait faire la part des choses. Jean-Paul l'homme de cœur qui met les mains dans le cambouis pour des familles auxquelles il redonne espoir.

Jean-Paul le subtil qui sait intervenir à bon escient pour soutenir ou appuyer un dossier. Jean-Paul qui sait faire un compliment quand ses gars font des efforts...

C'est un homme nouveau qui prend à pleines mains un monde qui lui a permis de repartir dans la vie. Demandeur d'emploi, demandeurs d'asile... Il sait infiniment gré à l'association d'avoir su faire l'équation. Quintin, c'est un gars bien !

« J'apprécie l'esprit d'équipe. À ALFA3A, on ne laisse pas un collègue dans la mouise. Ça vous donne des gens solides et solidaires dans l'association. »

Jean-Paul Quintin

Responsable du foyer Les Sapins à Hauteville





La porte étroite

Au sein de l'association, c'est depuis 1987 un cas à part, le symbole aussi d'une belle obstination qui a débuté avec le départ de la dernière religieuse, sœur Denis : le dispensaire des sœurs de Saint-Joseph est devenu le centre de soins infirmiers de Bellegarde. Il marquait l'entrée d'Alfa3A dans le champ du sanitaire qui allait jusqu'à la préparation à l'accouchement et au suivi des couches.

Karen Bornard a succédé en avril 2011 à Anne-Marie Aspard qui fut la directrice emblématique de ce service si précieux aux Bellegardiens victimes des effets de la crise économique et sociale.

Pas facile de trouver un créneau dans l'emploi du temps surchargé de Karen Bornard. Quand elle ne pique pas, elle gère son équipe et les plannings ; quand elle n'est pas de permanence au centre, au 26 de

« Comment peut-on aller soigner les autres en Suisse alors que nos voisins, ici, ont besoin de nous ? Rester, c'est choisir des valeurs qui exigent beaucoup de nous. »

Karen BORNARD

Directrice du centre de santé de Bellegarde

la rue de la République, elle parcourt elle aussi les quartiers du centre ville et de la ZUP, trousse à la main ; et quand elle a accompli tous les devoirs de sa charge, elle est bien obligée de remplacer les absences et les postes à pourvoir. Pas de quoi la décourager mais de quoi se poser des questions sur la mission de cette institution qui

répond de son mieux aux petites et grandes misères d'une population très sensible aux malheurs du temps. Les élus locaux savent d'ailleurs qu'on ne saurait se passer de ce centre à but non lucratif, doublé d'un service de soins infir-

du centre de soins

miers à domicile (SSIAD) que gèrent les Mutuelles de l'Ain. La commune de Bellegarde et la communauté de communes du bassin bellegardien sont conscientes que le diagnostic santé de la population locale qui a été établi récemment laisse à désirer. Ce qui conduit ALFA3A à se poser la question de la pérennité financière de ce service qu'elle a fidèlement maintenu en place. Karen Bornard est entrée au centre de soins avec une solide expérience professionnelle et une feuille de route qui devait l'amener à prendre la suite de Anne-Marie Aspod. Formée à l'école d'infirmières de Chambéry, elle a exercé cinq années en libéral avant de revenir dans sa ville natale. Un choix personnel mais aussi un choix professionnel fort : en devenant directrice salariée, elle abandonnait l'exercice libéral et s'attelait à une rude mission. Elle refusait aussi d'écouter les sirènes genevoises qui séduisent beaucoup d'infirmières de la région et rendent, sur France, le recrutement très difficile.

Exercer au centre de soins de Bellegarde, c'est revenir dans le métier par la porte étroite. « Nous avons un rôle plus social que les autres. Nous sommes salariées. Nous avons beaucoup de prises en charge de patients en situation précaire car notre mission de base est de nous occuper des nécessiteux. Nous sommes aussi impliquées dans la coordination des soins avec la CLIC et les assistantes sociales, ce qui suppose que nous nous engageons dans le suivi de la personne. » Une démarche chère à Alfa3A dont Karen découvre au fil des mois « les valeurs honorables qui rejoignent celles des infirmières. » Difficulté de recrutement oblige, le centre de soins ne peut dépasser la centaine d'actes infirmiers par jour et peine à assurer la continuité des soins. Autant dire que vacciner quatre ou cinq cents personnes contre la grippe relève de la mission impossible ! La nouvelle directrice a mis en place un management d'équipe qui veut coller au mieux aux exigences du terrain qui ne sont pas toujours gratifiantes. « Infirmière, c'est un métier qui mériterait aujourd'hui plus de considération. »



En 2011, le centre de santé a réalisé 27 912 actes à domicile et 6 624 actes au dispensaire, concernant 1 025 patients différents. Fidèle aux valeurs de ses fondateurs, la congrégation Saint Joseph, le centre porte une attention particulière aux personnes en situation de précarité.

Le diagnostic santé du territoire de Bellegarde présenté en février 2012 a mis en lumière la contribution irremplaçable du centre de santé pour permettre l'accès de tous à des soins infirmiers, sans discrimination. Depuis 1975, ALFA3A assure la gestion de ce centre, avec une équipe d'une directrice-coordinatrice, de cinq infirmières et d'une secrétaire.



Entre 1989 et 2010 l'ancienne directrice du centre de soins, Anne-Marie Aspod, sage-femme de formation, a animé des séances de préparation à la naissance. Le centre est en réseau avec le CLIC, le SSIAD, le

CPA et les services d'hospitalisation à domicile.

Bientôt trente ans

Jean-Claude Degout a vécu ALFA3A de l'intérieur, dans le Saint des Saints, c'est-à-dire au conseil d'administration où il siège depuis une paye qui remonte à 1983. Une paye, l'expression ne sied guère à ce professeur de l'enseignement technique en retraite, toujours adhérent de la CFTC, vieux routier du bénévolat au sein de l'Adessa qu'il préside encore pour quelques mois, au sein aussi de l'association des Visiteurs de malades qui le conduit au chevet de la souffrance et de l'angoisse.



Pour les administrateurs, l'assemblée générale constitue le point culminant de l'année. On rend des comptes sur l'activité et la situation financière de l'exercice écoulé. Le budget prévisionnel pour l'année suivante est présenté, ainsi que les grands axes de développement.



Dans le cadre du 40^e anniversaire d'ALFA3A, une « récréation festive » a été organisée. Tous les partenaires institutionnels et les acteurs de la vie

associative ont été invités afin de les remercier de leur engagement et de leur implication.

Le conseil d'administration se réunit cinq fois par an environ. C'est l'occasion pour ses membres de faire le point sur toutes les actions en cours et de suivre les activités dans tous les domaines par rapport aux orientations choisies et au budget.

Les administrateurs prennent également des décisions au regard des opportunités de développement. Ils représentent l'association lors de manifestation, comme lors de la remise de vélos pour les étudiants à Bourg.



Il est entré au conseil d'administration avec sa casquette de militant syndical CFTC et sous le règne de Pierre Cormorèche dont il a pu apprécier la stature. « Il m'a marqué par son charisme, ses convictions, son autorité pour faire prévaloir ses idées, mais aussi sa capacité à débattre des enjeux de société. » Sans rien renier de ses convictions syndicales, Jean-Claude Degout, élu entre-temps trésorier, finira par devenir ALFA3A de cœur, rompu aux comptes de l'association qui sont les témoins – toujours au vert, mais pour combien de temps encore ? – du fonctionnement et de l'évolution de ses multiples activités. « Cette prudence sur l'avenir d'ALFA3A est difficile à comprendre. Les comptes sont sains car ils ont toujours été confortés par les produits financiers. Nous avons toujours été attentifs à ce que chaque secteur soit en équilibre. Mais pour certaines actions, nous y sommes allés de notre poche. Nous avons pu engager nombre de projets en puisant dans nos fonds propres et en attendant des financements qui sont arrivés bien plus tard. Je ne me suis jamais fait de souci : la maison est bien gérée. Elle est même tenue de main de maître. »

Six conseils d'administration dans l'année, une assemblée générale où il présente les comptes, des réunions de commissions qui permettent de corriger ce qui ne va

à son compteur !

pas : Jean-Claude Degout est un administrateur dévoué qui avoue se perdre un peu dans le détail des multiples implications et présences de terrain. Ce qui ne l'empêche pas ce motard passionné de grands voyages de suivre à la trace la ligne directrice de l'association : « Travailler selon l'éthique propre à ALFA3A et œuvrer dans le seul intérêt de la personne. Nous ne sommes pas, au conseil, une chambre d'enregistrement. Les dossiers présentés par Jacques Dupoyet ou par les directeurs de pôles, sont très bien étudiés. Quand il y a doute, il y a place pour la discussion, mais jamais dans la violence des propos. »

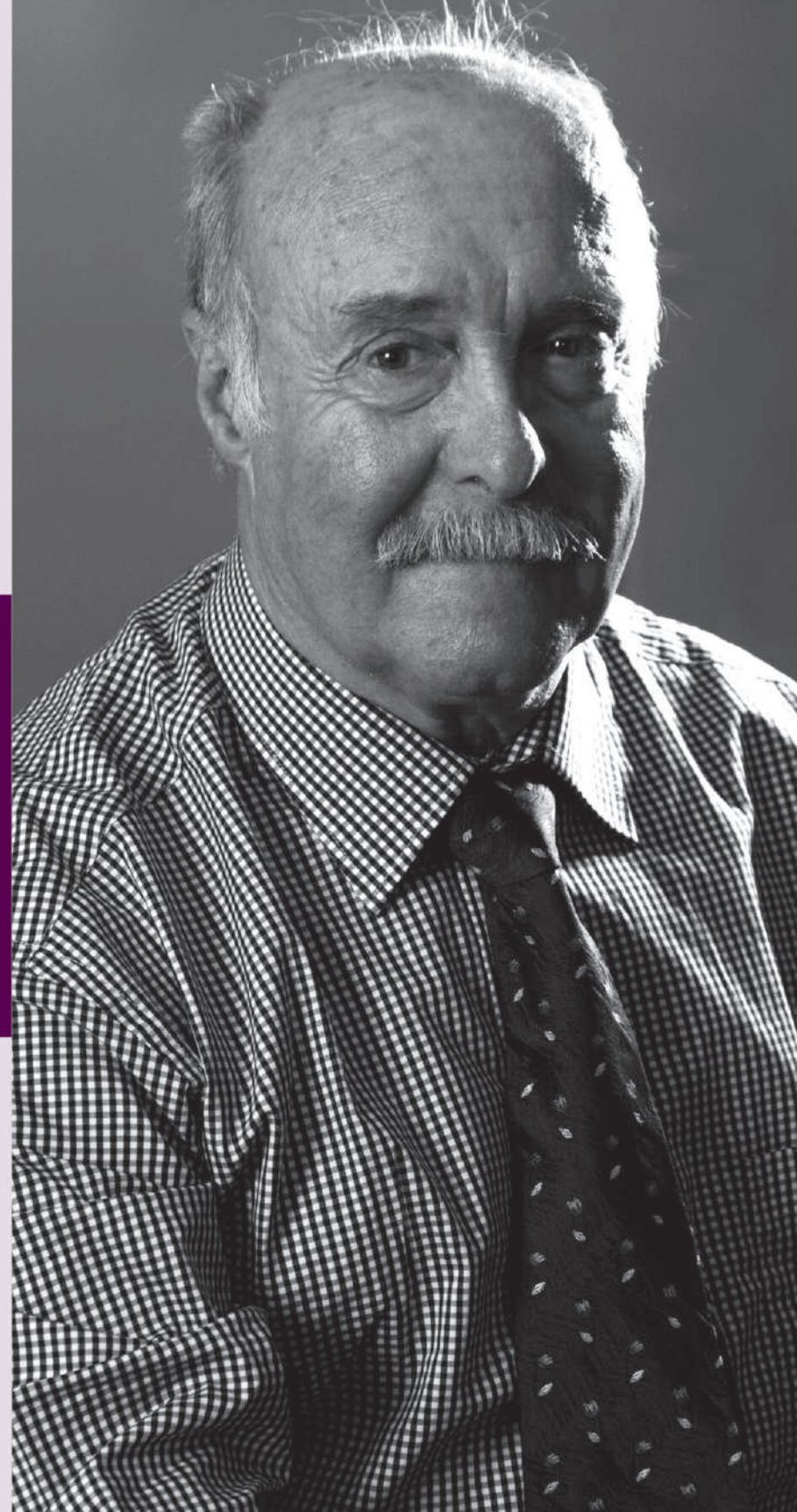
La violence, ce n'est pas du tout le genre de cet homme d'écoute et de consensus qui a connu les jours difficiles où l'association fut l'objet répété de procès en sorcellerie. Elle a su éviter le bûcher en maintenant sa ligne de conduite qui fut sa meilleure ligne de défense. « Depuis, ça s'est bien calmé parce que beaucoup se sont rendu compte du rôle irremplaçable d'ALFA3A et de la cohérence humaine de sa démarche. Sans compter le professionnalisme de ses collaborateurs. »

Est-il temps pour lui de mettre pied-à-terre et de délaisser la combinaison endossée pour ALFA3A ? « Je continue, sauf si on me met dehors. J'avoue que j'ai du plaisir à faire partie de cette association qui a tant œuvré pour les autres et qui est promise à un bel avenir, avec des gens compétents qui sauront prendre la suite. J'ose même dire que j'en suis très fier ! »

« Au sein du Conseil d'administration et dans les conceptions de chacun de ses membres, il y a consensus sur la Personne qui reste notre raison d'être et d'agir. »

Jean-Claude Degout

*membre du conseil
d'administration, trésorier*



InterAction, un cas à part

Depuis bientôt 18 ans, InterAction trace une voie originale dans les publications consacrées à l'action sociale. Publié à

l'origine en supplément de *Voix de l'Ain* sous l'intitulé « Action », il devient en 1993 un magazine trimestriel autonome confié à deux journalistes indépendants, Agnès Bureau et Alain Gilbert, et placé sous la responsabilité éditoriale de Jacques Dupoyet, fondateur avec Jean-Jacques Bellier de la revue.

InterAction s'impose très vite comme un magazine de référence dont l'originalité repose sur une double particularité : il attire au fil des années d'autres partenaires, institutionnels et associatifs (l'ORSAC, la CAF, la MSA, l'OPAC, la SEMCODA, BOURG HABITAT, les Mutuelles de l'Ain-ADREA, la CPAM, l'UDAF en plus d'ALFA3A et de l'ADAPEI). Il est animé et rédigé par une équipe de journalistes professionnels dirigée par une rédactrice en chef, Pauline Froppier.

Tiré à 10 000 exemplaires, InterAction est adressé à tous les acteurs de l'action sociale dans l'Ain, aux élus, aux professionnels de santé et aux institutionnels. Il est mis aussi à la disposition du public par le biais de 70 points de diffusion.



Des activités variées, un mode d'intervention unique : le partenariat

ALFA3A est aujourd'hui bien identifiée comme conseil ou gestionnaire de services pour le compte des services de l'État, pour les collectivités locales et pour des entreprises du secteur privé. Pour répondre au mieux aux besoins de chaque territoire, l'association développe un mode d'intervention qui repose sur une logique de partenariat et d'innovation associant les collectivités ou les entreprises, les habitants du territoire concerné, le gestionnaire du service.

Forte de son expertise et de ses savoir-faire dans les domaines du logement, de l'action sociale et des actions socio-éducatives, ALFA3A peut intervenir à tous les stades de la mise en

œuvre du projet : en amont, sur le diagnostic et l'ingénierie sociale, de la phase de conseil à l'élaboration d'un cahier des charges ; en aval, de la construction des équipements à la gestion du service. Chaque partenaire peut ainsi collaborer au projet, de sa préparation à sa mise en œuvre, dans une logique de complémentarité et de partage des rôles et des compétences.

La démarche partenariale est déclinable et adaptable à des situations nouvelles dans des domaines variés : l'accueil de la petite enfance, l'animation enfance-jeunesse, l'insertion sociale et professionnelle ; la formation et l'orientation vers l'emploi ; l'accueil des étran-



Au Poizat, la commune s'est rapprochée d'ALFA3A pour porter le projet de création du centre de loisirs qui a ouvert en 2008 dans un bâtiment communal à côté de l'école.

gers et des demandeurs d'asile ; l'hébergement d'urgence ; le logement social et les rési-

dences étudiantes ; l'accompagnement social et les soins à domicile.

La résidence Saint-Joseph à Châtillon-en-Michaille

Gérée par ALFA3A depuis 1989, la résidence Saint-Joseph à Châtillon-en-Michaille est une structure d'accueil permanente ou temporaire pour personnes âgées moyennement dépendantes. Ses 24 chambres individuelles équipées en font un lieu de vie familial et convivial. L'équipe, encadrée par une directrice, comprend une maîtresse de maison, des infirmières et des aides-soignantes, ainsi que des agents administratifs et techniques. Des kinési-

thérapeutes peuvent intervenir en fonction des besoins.

L'établissement propose des animations ludiques et un accès libre à son parc ombragé. Une bibliothèque et un oratoire sont également mis à disposition des résidents.

La redevance comprend les prestations suivantes : entretien des locaux communs et du linge personnel, blanchisserie des draps tous les quinze jours, repas adaptés et maintenance courante.



Le bénévolat avec ALFA3A

Le bénévolat est au cœur de la vie associative et d'ALFA3A. L'histoire de l'association a débuté il y a 40 ans à l'initiative de plusieurs décideurs économiques et d'élus locaux capables d'indignation face à l'habitat insalubre, et animés du désir de lutter contre l'exclusion des plus démunis. La mobilisation de ces premiers bénévoles est relayée depuis par les membres du conseil d'administration, eux aussi bénévoles, qui prennent avec le directeur général des décisions pour l'avenir de l'association, et par les salariés.

Comme inscrit dans son

projet 2010, ALFA3A entend donner toute leur place aux bénévoles et valoriser leur participation au projet associatif. En 1990, l'association a d'ailleurs pris l'initiative de créer l'antenne France Bénévolat des Pays de l'Ain à Bourg-en-Bresse, en vue de faciliter la mise en relation des associations avec les personnes prêtes à s'engager de façon bénévole. L'association est agréée pour accueillir des jeunes dans le cadre du « service civique ».

Mais ALFA3A s'est aussi donné pour vocation de renforcer et de promouvoir la vie associative locale. L'action des bénévoles permet de tisser des liens intergénérationnels

et interculturels en accompagnant des événements ponctuels ou en encadrant des actions régulières au sein des établissements d'ALFA3A, parfois en lien avec d'autres associations locales. L'année

européenne du bénévolat et du volontariat en 2011 permet de faire reconnaître leurs activités, d'inciter le volontariat et de sensibiliser l'opinion publique à sa valeur : Donner, c'est recevoir en retour.



CENTRE DE CONFÉRENCE À LYON 5^E 2 BIS ET 6 RUE NICOLAS SICARD

Dans une architecture contemporaine au cœur d'un ancien Prieuré, l'Espace de l'Ouest Lyonnais met à disposition différentes salles pour conférences, séminaires ou congrès : un amphithéâtre, trois salles de réception modulables de 110 à 350 personnes, et 18 salles de réunion ou de formation.



LES ÉTUDES D'ALFA3A

Outre l'enquête « Pauvreté – Précarité dans l'Ain : état des lieux 2010 », ALFA3A a conduit une étude sur les résidences sociales et foyers de l'association dans l'Ain (chiffres 2009). Réalisée par Daphné Rapaccioli, chargée de mission ALFA3A, elle a été présentée à la DDSCS en mars 2010 dans le but d'améliorer la connaissance du public accueilli au sein des résidences sociales et foyers ALFA3A, ainsi que ses besoins en accompagnement.



Enquête pauvreté précarité 2010

En mars 2010, dans le cadre de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et à la suite d'un constat réalisé en interne auprès du public fragilisé connu de l'association, ALFA3A a lancé une ambitieuse étude sur la pauvreté et la précarité dans l'Ain. Les objectifs étaient d'approfondir la connaissance de la pauvreté dans le département, de sensibiliser les acteurs locaux aux enjeux socioterritoriaux de la pauvreté et de fournir des outils d'aide à la décision aux acteurs du développement social et territorial.

L'état des lieux réalisé par Emmanuelle Bonérandi-Richard, géographe disparue brutalement en 2011, maître de conférences à l'École normale supérieure de Lyon, résulte d'une démarche partenariale associant : la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS - État), la Direction de la solidarité (Conseil général), la Caf de Bourg-en-Bresse, la Mutualité sociale agricole (MSA) Ain-Rhône, la CPAM de l'Ain, le réseau Alerte Pauvreté et la rédaction du magazine Interaction. Serge Paugam, sociologue et directeur d'études à l'EHESS*, en a salué l'initiative et a contribué à la réflexion collective.

L'étude dresse un tableau général de la pauvreté à l'échelle des 42 cantons du département et aborde une approche qualitative grâce aux échanges tenus dans le cadre de trois tables rondes. Enfin, l'ouvrage présente les résultats d'une enquête menée auprès des 419 maires de l'Ain sur la question.

*École des hautes études en sciences sociales de Paris

Projet associatif

Olivier de Vesvrotte a rejoint ALFA3A en 2006 pour prendre la direction du pôle actions sociales et socio-éducatives. En 2011, il devient directeur-adjoint en charge du management opérationnel de l'ensemble des services et pilote le projet ALFA3A 2015, programme pluriannuel précisant les orientations stratégiques de l'Association. Soucieux de la dimension humaine, sensible à l'approche éducative et à la cohésion sociale, il est un fervent adepte de la subsidiarité : « La bonne réponse est à rechercher d'abord dans une logique de proximité. »



Olivier de Vesvrotte, directeur général-adjoint

« Nous devons partager les mêmes objectifs »

Comment vous impliquez-vous dans le projet associatif qui va entrer dans sa seconde phase ?

Ce projet m'intéresse parce qu'il repose sur un enjeu fort : appliquer en interne ce qu'ALFA3A développe en externe. Nos fondamentaux sont bons, mais nous avons besoin de développer des liens professionnels plus denses, en gardant un double souci d'efficacité et de vérité. L'expérience qu'a pu mener Sophie Malartre lors de son passage à la tête du pôle immobilier peut nous servir de référence. Elle a su, en moins d'un an et après une phase de diagnostic, créer un climat, susciter l'adhésion, sans tomber dans la démagogie. Elle a pris le temps d'expliquer.

De la sorte les exigences n'étaient pas subies mais acceptées. Nous souhaitons nous inspirer de cette démarche pour mener à bien le projet ALFA3A-2015. Il est indispensable que les collaborateurs aient une lisibilité des valeurs d'ALFA3A. Bénévoles et salariés doivent tous être impliqués dans l'élaboration du projet et se sentir coresponsables de l'atteinte des objectifs que nous allons nous fixer ensemble pour les quatre prochaines années.

Quels sont les freins à desserrer et les objectifs à dynamiser ?

Je crois que nous avons déjà fait depuis cinq ans beaucoup de progrès en matière de communication, et que notre méthode de management évolue. Je suis conscient qu'il y a encore des freins, comme l'éloignement des structures, la forte croissance du nombre de salariés, la diversité de nos métiers. Nous savons aussi que l'organigramme doit bouger en raison du départ de plusieurs collaborateurs depuis longtemps en situation de responsabilité dans l'association.

De tout cela, je tire deux constats qu'il va nous falloir prendre en compte : nous ne nous appuyons pas assez sur l'encadrement intermédiaire et nous ne travaillons pas de façon assez rapprochée. Parallèlement nous pourrions mieux croiser les échanges entre responsables de services.

On ressent chez certains collaborateurs, parfois chez les plus anciens, une attente qui a du mal à s'exprimer.

Il est important qu'ils se sentent reconnus et associés. Je comprends que leur motivation puisse en pâtir. L'adhésion ne peut passer que par un sentiment

et donc partager les mêmes valeurs. »

d'appartenance, et c'est bien à cela que nous travaillons. Il faut, par exemple, un vrai livret d'accueil et un temps d'accompagnement des nouveaux arrivés. À l'inverse, il se confirme que le site internet est une vitrine appréciée dans laquelle ALFA3A ne cache rien de ce qu'elle est, ni de ce qu'elle fait. Il est bien conçu, tout y est. Toutefois il ne faut pas s'étonner si nos collaborateurs se posent des questions à partir du moment où ils ne reçoivent pas de message explicite sur les valeurs que défend l'association. Beaucoup voudraient avoir aussi une vue d'ensemble de nos activités. Il va nous falloir trouver d'autres canaux...

Le projet ALFA3A-2015 prend en compte cette attente. Il répondra à ces deux questions : en quoi nous rattachons-nous aux fondements de l'association et où va-t-on ? Ce sont toujours deux points sensibles dans les associations. Nous voulons redonner du sens à l'action et pour cela nous devons partager les mêmes objectifs, donc les mêmes valeurs.

Le projet associatif ne risque-t-il pas de s'appliquer dans un contexte qui évolue et qui devient plus contraignant pour l'action sociale, donc pour ALFA3A.

Nous n'avons pas le droit à l'erreur. Tout le monde doit s'approprier ce projet qui intégrera de lui-même une démarche qualité. Nous sommes dans la phase de consultation des équipes. Un groupe projet a pour mission de recenser les réponses et dégager des axes stratégiques sur lequel le conseil d'administration aura à se prononcer. Il va de soi qu'il prendra en compte un cadre financier qui devient de plus en plus contraignant, mais aussi préoccupant, parce que les engagements de l'État et des collectivités se restreignent ou se redistribuent autrement. Ce n'est pas – il serait plus juste de dire ce n'est plus – à l'association de prendre le relais de financements défaillants.

Nous disposons d'un beau projet dans lequel nos collaborateurs sont prêts à s'investir. Il ne faut pas grand-chose pour provoquer l'étincelle. Personnellement, j'ai envie de travailler avec des équipes qui se sentent heureuses. Je veux créer du bien être en interne pour pouvoir le transmettre ensuite à ceux que nous accompagnons.

« Nous disposons d'un beau projet dans lequel nos collaborateurs sont prêts à s'investir. Il ne faut pas grand-chose pour créer l'étincelle. »

Même s'il est devenu directeur général en 1981, Jacques Dupoyet n'a jamais renoncé à la fonction qu'il occupait à son entrée dans l'association, six années auparavant : responsable du développement et des activités nouvelles. Chez lui, croire et croître se confondent en un seul et même engagement chevillé aux valeurs fondatrices d'ALFA3A.

Pendant trente ans, fort de la confiance de ses présidents, il a su montrer le chemin, accompagner ses équipes, baliser la voie, lever embûches et tracas, élargir l'horizon et surtout donner du sens à la mission d'accueillir, d'associer et d'accompagner.

L'arrivée à ses côtés d'Olivier de Vesvrotte lui a permis de prendre hauteur et recul, d'amplifier le rayonnement d'une association singulière, tout en veillant à son indépendance. Un long, un beau chemin qui se poursuivra après lui, même si l'heure n'est pas encore au passage de témoin.

Jacques DUPOYET, directeur général

« Tous ensemble nous œuvrons, sans discontinuité, pour un

L'avenir est-il à encore plus d'intervention dans l'action sociale ?

Comme de nombreux opérateurs sociaux nous constatons effectivement une très nette détérioration des conditions de vie de bon nombre de ménages qui fréquentent nos structures d'insertion et de logement accompagné, et je serai tenté de répondre positivement à cette question.

Mais si les besoins sont là, il nous faut dans le contexte économique que nous connaissons, nous interroger sur le modèle social que nous voulons, ou pouvons développer, compte tenu de la raréfaction actuelle des finances publiques, et tendre à faire des choix, accorder des priorités à certaines actions plutôt qu'à d'autres, revisiter l'organisation sociale des territoires,

pour aboutir, si ce n'est à plus d'interventions sociales, du moins à une meilleure optimisation des ressources existantes en vue de plus d'efficacité.

Au-delà des possibles, et si nous ne savons pas faire les choix voulus, il faudra recourir, à défaut de plus d'interventions sociales, à plus

de solidarité, dite pour sacrifier à la mode, citoyenne, si bien sûr elle est encore au rendez-vous.

Dans le champ du social tous les organismes souffrent. D'autres plus que vous ?

Sans doute, mais nous souffrons nous aussi des baisses de dotations financières, de la remise en cause de certaines actions, de la tendance à la généralisation des appels d'offres ouvrant notre secteur d'activité à la mise en concurrence avec le monde marchand, ayant quelque peine, sur ce dernier point, à nous imaginer à quel prix cette concurrence peut arriver à se positionner tout en assurant par la suite la qualité de prestation demandée. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet.

Nous sommes donc bien également touchés par la rigueur des temps, en donnant sans doute l'impression de l'être moins que d'autres. Peut-être avons-nous été avant l'heure plus fourmi que cigale, mais la diversité de nos activités et le développement régulier de notre champ d'action occultent la triste réalité de la réduction, voir la fermeture de certains services qui répondaient ou répondent pourtant à de réels besoins. Si le devenir d'ALFA3A en tant qu'institution, dans ce contexte, ne



monde plus équitable prenant pleinement en compte la dignité de la Personne. »

semble pas remis en cause, contrairement à bon nombre d'opérateurs, qui avaient souvent le vent en poupe par le passé, qui ont pu ou craignent de mettre la clé sous la porte, notre capacité d'intervention se trouve néanmoins quelque peu limitée. Comme d'autres, nous en sommes réduits à devoir faire des choix, à être plus sélectif dans nos prises d'engagements et de partenariats. C'est d'autant plus nécessaire pour nous, que notre organisme a toujours eu le souci d'optimiser au mieux l'ensemble de ses ressources humaines, matérielles et financières pour répondre à la commande sociale la plus large possible, abondant bien souvent, par des cofinancements à partir de ses propres ressources, bon nombre de programmes relevant de la seule politique publique. Or nous ne sommes plus en capacité de le faire. Comment en effet optimiser encore ce que nous avons déjà placé en flux tendu. Nous ne regorgeons pas de moyens humains, et en matière financière nous n'avons plus aucune latitude lorsque l'on doit aujourd'hui investir sur certains programmes de logements très sociaux jusqu'à 30 % de fonds propres pour rendre les loyers

de sortie accessibles aux bénéficiaires de l'APL très sociale. Ceci nous oblige à la plus grande vigilance pour respecter les engagements qui sont les nôtres en matière de programmation, et donc à faire des choix qui peuvent nous conduire, faute d'avoir pu convaincre nos partenaires financiers de l'importance des sujets en cause, de nous-même à mettre un terme final à certaines actions, y compris d'intérêt général, pour lesquelles nous ne pouvons assumer les insuffisances de financement.

L'État vous demande d'opérer à sa place en vous confiant certaines missions, mais vous donne-t-il encore les moyens pour y parvenir ?

D'une façon générale nos relations avec l'État ont toujours été bonnes, et j'espère qu'elles le demeureront, même si elles se nouent aujourd'hui dans un contexte financier tendu. L'État sait pouvoir compter sur nos services, notre grande capacité d'adaptation et notre réactivité. Mais l'État doit aussi savoir, comme les collectivités locales avec lesquelles nous œuvrons, que les restrictions budgétaires ont effectivement leurs limites, tout

autant pour nous que pour d'autres prestataires, qu'il y a des réalités sociales à bien apprécier, et que nous n'entendons pas, dans l'intérêt même des publics que nous accompagnons, que le financement de nos secteurs d'activité serve de variable d'ajustement à quelque service ou ministère des Finances que ce soit. On peut quand même au passage s'interroger sur les changements qui s'imposent à notre société, sur la valeur et le sens de certaines mesures qui s'imposent à nous au nom de la nécessité économique, sans que soit bien sûr touché au statut même de ceux qui les préconisent. En un mot, je redoute les pièges de la mondialisation derrière laquelle on se réfugie pour justifier de bien des choses, car ils nous enferment dans des logiques qui portent atteinte, à notre insu, à notre liberté de citoyens.

Va-t-on pour ALFA3A vers des fusions avec d'autres organismes, à l'image du rapprochement qui s'amorce avec l'ALAP* ?

D'après bon nombre d'organismes financeurs et financiers, l'avenir de notre secteur d'activité passerait par le regroupe-

* Association Logement Accueil et Promotion des familles et travailleurs en Haute-Savoie

ment d'organismes pour permettre des économies d'échelle. Ceci demande à être examiné au cas par cas en évitant la généralisation de fusions qui peut conduire à une perte importante de bénévoles fortement engagés dans la vie des organismes qu'ils administrent souvent avec talent, conviction, efficacité et à moindre coût. Ceci dit, selon l'adage de l'union faisant la force, ces opérations de fusions-absorptions sont parfois nécessaires pour assurer notamment une continuité de service dans le cas de prestataires défaillants ou jugés comme tels en devenir.

C'est dans ce cadre, s'il doit se faire, que s'inscrit entre autre le rapprochement évoqué avec notre confrère de Haute-Savoie. Mais ce n'est pas le seul organisme nous ayant approché dans cette perspective. Chaque opération projetée ne se décrète pas, et mérite surtout dans le contexte actuel la plus grande attention pour ne pas compromettre nos propres équilibres. Nous ne faisons en cela que perpétuer ce que nous avons déjà expérimenté par le passé avec, à titre d'exemple, les reprises d'activité réalisées à la demande conjointe de services de l'État et de conseils généraux, comme celles de Citadelle Corenord Formation dans le Pays de Gex, d'AIDE à Belley, ou bien encore du CASTD en Saône-et-Loire.

Mais il existe d'autres solutions que les absorptions ou fusions-absorptions, telles que l'adossement que nous pratiquons

actuellement en Savoie, voir la filialisation inter-associative avec mandat de gestion et prestations de services... Nous réfléchissons d'ailleurs actuellement avec d'autres organismes à une mutualisation de moyens, sous couvert d'un groupement d'intérêt économique, qui nous permettrait un portage commun et un partage de ressources en maîtrise d'ouvrage, d'entretien et équipement du bâti, d'informatique, de communication, à titre d'exemple.

Ce serait en tout cas une solution qui, à effectifs constants, nous permettrait d'améliorer notre qualité de service en direction de nos propres établissements et partenaires, mais également par une complémentarité bien comprise de services offerts par chacun des membres de cette plateforme, d'accroître leurs offres à l'échelon des territoires.

ALFA3A a-t-elle atteint une taille critique ?

Notre mode d'organisation et les projets qui sont les nôtres devraient nous en prémunir, même si le contexte actuel ne pousse pas à l'optimisme béat. ALFA3A peut poursuivre sa croissance en respectant deux critères : avoir assez de sagesse pour ne pas prendre de nouveaux marchés à des conditions d'équilibre de gestion trop risquées ; avoir la capacité de renforcer nos équipes de collaborateurs, parce que je n'ai pas l'impression que ceux

actuellement en place perdent une minute de leur temps. J'ajouterai enfin qu'il nous faudra plus que jamais veiller à l'évolution des compétences internes, garantes comme par le passé de notre notoriété, et au maintien du bon vieux principe de subsidiarité qui a largement contribué au rayonnement actuel d'ALFA3A.

Autre adaptation prévue : le remplacement de certains cadres présents depuis longtemps dans l'association et y exerçant d'importantes responsabilités.

Effectivement, nous n'échappons pas à une règle bien naturelle que connaissent bon nombre d'organismes, avec sans doute des particularités partagées pour les personnes en question : leur grand attachement à l'institution, leur sens du service, leur souci du Bien Commun, leur disponibilité, leur réactivité, sans oublier bien sûr leurs compétences. Ce sont en fait des personnes, appelés à prendre leur retraite, qui ont largement contribué au développement de l'association, qui lui restent attachées et ne seront en aucun cas indifférentes à son devenir. C'est d'ailleurs bien pour cela que nous les associons le plus en amont possible au recrutement de leurs successeurs afin que l'esprit perdure. À leur exemple et pour que les nouveaux arrivants méritent confiance et autonomie, nous insistons sur trois critères : la capacité de prise de responsabilité, le professionnalisme et l'état d'esprit de

service qui doit inévitablement s'accorder avec celui de l'association.

Et vous-même, quel rôle entendez-vous jouer dans les années à venir ?

Tout simplement le rôle qui est aujourd'hui le mien à la direction générale de l'association. Je ne suis pas encore tout à fait aux portes de la retraite, mais notre Conseil d'Administration dans sa grande sagesse a anticipé, à ma propre demande, le départ de votre serviteur, comme il est de son devoir de le faire, parce que n'importe quel accident de la vie peut se produire.

Quoiqu'il arrive, le relais est d'ores et déjà prévu en interne. Je suis surpris de voir certains organismes de taille non négligeable ignorer cette règle de prudence, d'anticipation et de bonne gestion. La présence d'un directeur général adjoint à mes côtés, tout en nous permettant d'améliorer le présent, doit nous permettre d'affiner au mieux les perspectives d'avenir pour l'association, même si la situation économique et sociale actuelle vient quelque peu perturber nos prévisions ; mais nous sommes confiants en l'avenir et cela ne fait que rehausser le challenge.

Quel est pour vous le leitmotiv d'ALFA3A ?

Dans ses rapports à la société, c'est sans aucun doute le souci du Bien Commun.

Dans ses rapports aux personnes, c'est sans aucun doute la Bienveillance que je différencie totalement de la bientraitance, notion qui se veut bien sûr l'envers de la maltraitance.

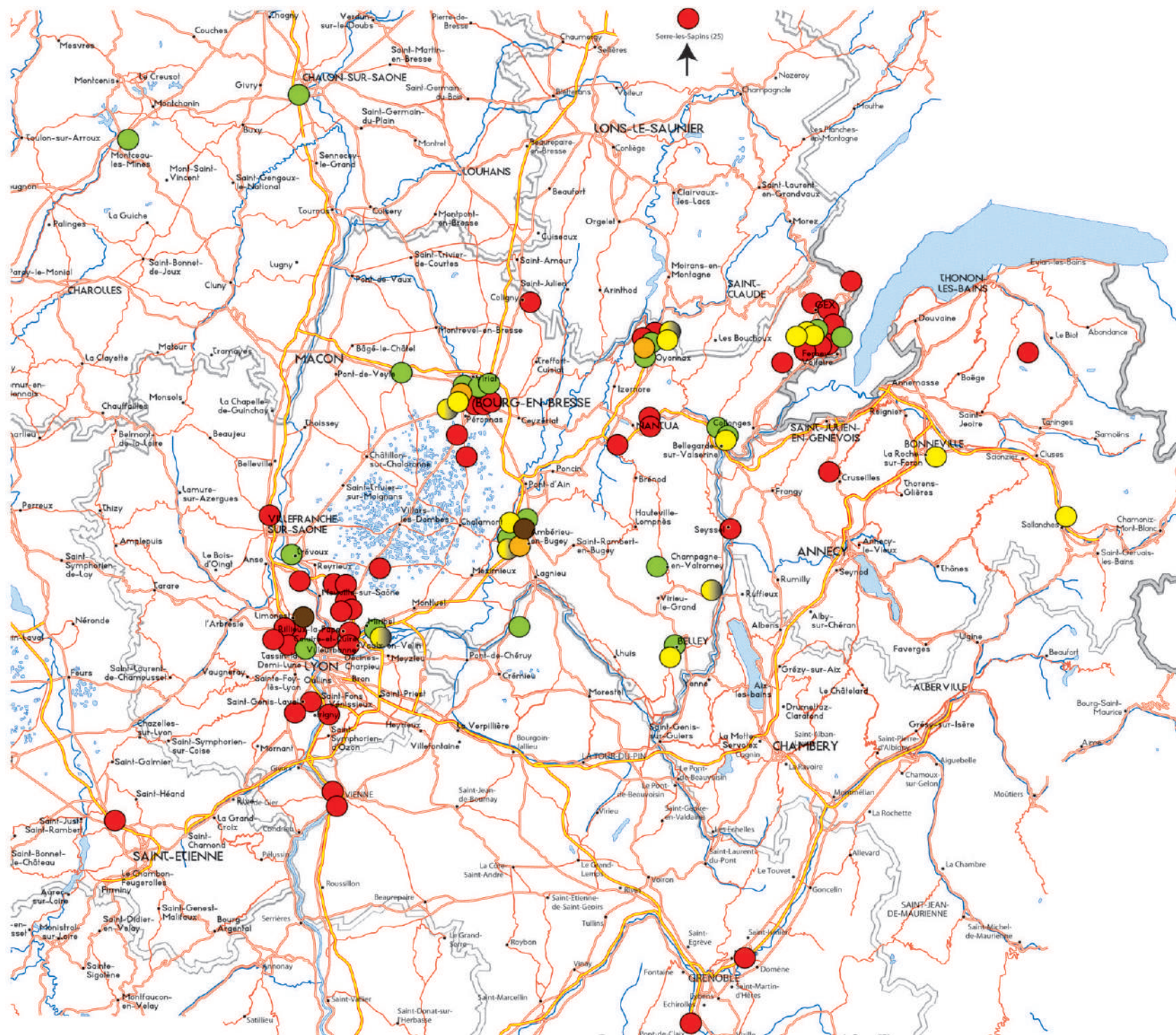
Entre ces deux notions, il y a pour moi, comme pour les représentants institutionnel de notre organisme, des fondateurs à ceux d'aujourd'hui, une différence fondamentale car la bientraitance répond à des normes techniques, s'inscrit dans des process qualité, des démarches codifiées qui donnent la conscience tranquille. La bienveillance va bien au-delà. Elle suppose un supplément d'âme, qui permette de sortir de la norme et de considérer la personne que l'on a en face de soi comme effectivement unique.

C'est la prendre en considération dans toute sa plénitude, corps et esprit, intelligence, mémoire et volonté. En tout être, aussi dégradé soit-il, il y a toujours moyen de rallumer la flamme – la petite fille Espérance, comme la nommait Péguy – pour permettre à la personne de se dépasser, de refaire surface si besoin est. La bienveillance, loin de dispenser de la compétence et de la professionnalisation, les transcende.

Elle suppose de savoir croiser le regard de l'autre, de ne pas se situer dans un rapport à sens unique. Il est en quelque sorte là le mode opératoire fondamental voulu par nos fondateurs.

Êtes-vous heureux et fier du bilan de l'association au terme de ces 40 ans ?

Assurément, et je veux ici rendre hommage à tous ceux qui ont pensé et accompagné la démarche de l'association depuis sa création, fondateurs, administrateurs, membres bénévoles, financeurs, partenaires publics et privés, ainsi qu'à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs qui ont œuvré et œuvrent au quotidien avec disponibilité et générosité. À cet hommage, je voudrais également associer la multitude de gens qui nous ont marqués, ou nous marquent leur confiance en fréquentant nos structures, en faisant appel à nos services. Tous ensemble nous œuvrons, sans discontinuité, pour un monde plus équitable prenant pleinement en compte la dignité de la Personne, et si nous voulons vraiment faire progresser les choses, nous nous devons en l'adaptant faire nôtre en matière d'engagement, tant à titre associatif que personnel, cette formule qui fit les heures de gloire d'un grand joaillier lyonnais : en faire aujourd'hui plus qu'hier, moins que demain. Voilà donc, en tout cas la feuille de route et le souhait d'ALFA3A pour l'avenir.



Légende :

-  Logement
-  Orientation professionnelle et information emploi
-  Dispositifs d'insertion
-  Enfance / Jeunesse
-  Accueil des étrangers
-  Siège social et services administratifs

